

ORGANISATION OF AFRICAN UNITY



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

B.P. 3243

منظمة الوحدة الافريقية
الامانة
الامم المتحدة

اللجنة الاقتصادية لافريقيا

ADDIS-ABEBA
ETHIOPIA

67649021008
NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA
P. O. Box 3001

Comité directeur de l'OUA
Addis-Abeba, 24 - 27 mars 1986

Première réunion extraordinaire de la
Conférence des ministres de la CEA
Addis-Abeba, 28 - 29 mars 1986

Quinzième session extraordinaire du
Conseil des ministres de l'OUA
Addis-Abeba, 30 - 31 mars 1986

Distr.
Restreinte

OAU/ECM/2XV/Rev.1
E/ECA/ECM.1/1/Rev.1
28 mars 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

PROPOSITIONS PRESENTÉES PAR LES PAYS AFRICAINS A LA SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSACRÉE
A LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

VOLUME II

VOLUME II
TABLE DES MATIERES

	Page
Partie I : Aperçu général des pays	
1. Algérie	1
2. Angola	3
3. Bénin	4
4. Botswana	7
5. Burkina Faso	9
6. Burundi	11
7. Cameroun	13
8. Cap-Vert	15
9. République centrafricaine	17
10. Tchad	19
11. Comores	21
12. Congo	23
13. Côte d'Ivoire	26
14. Djibouti	28
15. Egypte	30
16. Guinée équatoriale	32
17. Ethiopie	34
18. Gabon	36
19. Gambie	39
20. Ghana	41
21. Guinée	43
22. Guinée Bissau	45
23. Kenya	47
24. Lesotho	49
25. Libéria	51
26. Jamahiriya arabe libyenne	53
27. Madagascar	55
28. Malawi	57
29. Mali	58
30. Mauritanie	60
31. Maurice	63
32. Maroc	65
33. Mozambique	67
34. Niger	68
35. Nigéria	71
36. Rwanda	73
37. Sao Tomé et-Principe	75
38. Sénégal	77
39. Seychelles	79
40. Sierra Leone	81
41. Somalie	83
42. Soudan	85
43. Swaziland	87
44. Togo	89
45. Tunisie	92
46. Ouganda	94
47. République-Unie de Tanzanie	96
48. Zaïre	98
49. Zambie	100
50. Zimbabwe	102
51. République démocratique arabe saharaouie	104

Partie II : Appendices statistiques

	<u>Pages</u>
Notes explicatives	1-2
Tableau 1 : Statistiques de base par pays et par sous-région	3-12
Tableau 2 : Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région 13-16	
Tableau 3 : Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région (pourcentage par secteur)	17-20
Tableau 4 : Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région (pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au grand total)	21-24
Tableau 5 : Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région (pourcentage de chaque secteur par rapport au coût total du secteur correspondant)	25-28
Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette 1986-1990	29-30

1. ALGERIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Avec un taux de croissance de 4,9 p. 100 au cours des cinq dernières années, l'Algérie connaît sans aucun doute une croissance économique moyenne soutenue, à un moment où, dans de nombreux pays africains, c'est le déclin rapide. Si le pétrole demeure le levier du développement économique, constituant avec le gaz naturel plus de 90 p. 100 des exportations et environ 43 p. 100 des recettes publiques, le développement récent des secteurs de l'industrie, de la construction et des services a soutenu l'essor de l'économie. Toutefois, l'affaiblissement du marché pétrolier au cours des quelques dernières années a, d'une certaine manière, ralenti la forte croissance enregistrée vers la fin des années 70. Cependant, cela s'est produit alors que les mesures prises pour diversifier la base économique semblaient porter leurs fruits. L'affaiblissement du secteur pétrolier n'en a pas moins affecté la balance des paiements. Au cours des dernières années, le pays a enregistré des déficits accrus du compte courant. Les obligations au titre du service de la dette pour un encours d'environ 15,6 milliards de dollars absorbent quelque 33,1 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. L'APD a connu une baisse de 149 millions de dollars en 1983 comparé au niveau de 178,8 millions en 1980. Ce, nonobstant, l'économie demeure solide sur le plan intérieur. Il semblerait même que la production agricole (environ 10 p. 100 du PIB) soit sur la voie de la relance et approche de son niveau de 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire vise essentiellement la modernisation et le développement de l'agriculture, par l'amélioration des techniques culturales, la bonification des terres et la fourniture de crédits, l'amélioration de la gestion et de l'efficacité du secteur d'Etat dans l'agriculture, l'octroi de titres fonciers à ceux qui mettent en valeur et cultivent des terres abandonnées et, indirectement, par la fourniture de services sociaux en milieu rural. En même temps, d'autres secteurs et services directement liés à l'agriculture sont développés. Ce sont notamment, l'irrigation et la diffusion de techniques et méthodes améliorées d'irrigation et de culture, et les industries en amont et en aval de l'agriculture. Un accent particulier a été mis sur la production alimentaire, surtout céréalière et animale en vue de renforcer l'autosuffisance alimentaire. Des efforts importants sont continués dans d'autres secteurs de l'économie nationale, industries notamment et travaux public, éducation, etc..

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les orientations du programme comprennent des mesures directes et indirectes relatives à l'agriculture, ainsi que d'autres réformes touchant la gestion globale de l'économie. Dans ce contexte, le gouvernement a entrepris de rationaliser les dépenses publiques en accordant la priorité aux investissements productifs. Les entreprises publiques ont été restructurées, en vue de les rendre

plus efficaces et autonomes et leurs politiques des prix ont été révisées. Le gouvernement, tout en préservant la place prédominante du secteur public dans l'économie nationale encourage l'expansion du secteur privé afin que ses activités soient complémentaires de celles du secteur public, grâce à la promotion de petites opérations locales en association et la construction d'unités résidentielles et d'entreprises artisanales. Cependant, la politique révisée à l'intention du secteur privé ne devrait pas être confondue avec une politique de "privatisation" par laquelle les entreprises publiques sont vendues à des particuliers.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	5 520
	A l'extérieur	-
	Total partiel	5 520
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	22 080
	A l'extérieur	-
	Total partiel	22 080
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	27 600
iv)	Coût estimatif du Programme	27 600
v)	Ecart	-

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	762,8	2 083,9	2 846,7
Principal	2 363,1	8 435,6	10 798,7
Total	3 125,7	10 519,5	13 645,4

2. ANGOLA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Avec une superficie de 1 246 670 km² et une population de 8,44 million d'habitants (en 1984), l'Angola est principalement préoccupé par le maintien de son intégrité territoriale, sérieusement menacée par des incursions armées venant de l'Afrique du Sud. La priorité absolue est réservée aux préoccupations relatives à la défense nationale. L'exécution du dernier plan quinquennal (1981-1985) du pays, qui était reformulé en plans annuels "glissants", a été sérieusement perturbée par la guerre. Les quelques données disponibles montrent que le PIB a augmenté, en moyenne, de 1,9 p. 100 entre 1980 et 1984 : -2 p. 100 en 1980/1981, +5,4 p. 100 en 1981/1982, +1,5 p. 100 en 1982/1983, +2,5 p. 100 en 1983/1984. L'encours global de la dette extérieure publique s'élève à 818,5 millions de dollars des Etats-Unis en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre de son programme de redressement Angola place une grande importance sur :

- a) Le maintien de l'intégrité territoriale;
- b) Développement de l'agriculture : accroître la production alimentaire et mettre en place un système de sécurité alimentaire;
- c) Développement de secteurs d'appui : améliorer et réhabiliter les infrastructures de transport et communications, surtout celles endommagées par la guerre, développer les voies de desserte rurale en faveur de l'agriculture, développer l'industrie utile à l'agriculture et aux mines;
- d) Mise en oeuvre des ressources humaines : mettre en place des structures d'enseignement favorables à l'angolisation des cadres.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes suivantes sont envisagées :

- a) Politique d'incitation à l'investissement : octroi de terres de culture, mesures incitatives de prix aux producteurs, distribution de semences et d'outillage de production agricole aux fermiers déplacés victimes de la guerre et/ou de la sécheresse;

b) Politique d'investissements publics : promotion de coopératives de commercialisation, réhabilitation de la capacité de production des entreprises industrielles existantes, approvisionnement en matières premières, formation du personnel administratif et de gestion;

c) Politique de gestion de ressources : planification budgétaire plus efficace, élaboration de comptes nationaux et d'un procédé approprié d'enregistrement de la dette;

d) Décentralisation de la gestion économique et administrative en faveur des provinces et des régions militaires, création d'un ministère de coordination des provinces en vue de la relance de la production agricole susceptible de réduire les importations de produits vivriers et d'accroître l'exportation de produits agricoles.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Données non disponibles à la mission conjointe CEA/OUA.

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	520,0	-	520,0
Principal	1 275,0	-	1 275,0
Total	1 795,0		1 795,0

3. BENIN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Bénin a connu de nombreuses difficultés ces dernières années. Le taux de croissance du PIB est tombé de 4,1 p. 100 en 1980 à -3,0 p. 100 en 1983. Cependant, il y a eu un léger redressement en 1984, due à l'amélioration de la production agricole durant cette année. Pour l'ensemble de la période 1980-1984, cependant, l'économie béninoise a progressé à un taux annuel moyen de 1,9 p. 100 seulement correspondant à une baisse annuelle de 1,1 p. 100 du PIB par habitant durant cette période. Plusieurs facteurs ont contribué à cette détérioration de la situation économique, notamment les obligations croissantes de la dette et l'apparition de mauvaises conditions climatiques.

L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 638 millions de dollars des E.-U. en 1984 avec le service de la dette représentant 35,6 p. 100 des recettes d'exportations. En même temps, le flux net de ressources est tombé de 149,4 millions de dollars des E.-U. en 1980 à 59,0 millions seulement en 1984, résultant principalement de la contraction de ressources non-officielles de 59,0 millions de dollars des E.-U. à -8,0 millions durant cette période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les objectifs de développement économique retenus par la République populaire du Bénin comprennent quatre principales priorités à savoir :

- a) l'amélioration de la productivité dans le domaine agricole et l'augmentation des surfaces cultivées, en particulier des cultures vivrières;
- b) le développement du secteur industriel en vue d'accroître les débouchés de l'agriculture par la création d'unités engagées dans la transformation de produits agricoles et la production de biens intermédiaires et de consommation pour ce secteur;
- c) le renforcement des infrastructures économiques dans le domaine des transports ruraux et dans celui de la production et de la distribution de l'énergie;
- d) le développement des capacités de formation technique et professionnelle et l'augmentation des structures communautaires d'éducation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes comprennent :

- a) Création de centres d'action régionale pour le développement rural (CARDER) pour l'encadrement des exploitants et la vulgarisation des techniques agricoles;
- b) Création de la Commission permanente d'approvisionnement en facteurs de production et de commercialisation des produits agricoles;
- c) Création de la Direction de la recherche agronomique pour la mise au point des variétés nouvelles;
- d) Création de l'Office national des céréales (ONC) pour régulariser les cours et garantir les meilleurs prix aux producteurs;
- e) Création de commissions d'établissement des barèmes et de fixation des prix des produits agricoles;
- f) Création d'un Fonds de soutien et de stabilisation des prix agricoles;
- g) Promulgation d'un code des investissements comprenant trois régimes;
- h) Encouragement de la participation du secteur privé dans les entreprises publiques et semi-publiques.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	265,4
	A l'extérieur	-
	Total partiel	265,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	265,4
iv)	Coût estimatif du Programme	924,3
v)	Ecart	658,9
5.	<u>Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u>	

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	39,9	43,8	83,7
Principal	94,8	198,9	293,7
Total	134,7	242,7	377,4

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le deuxième Plan d'Etat, 1983-1987.

4. BOTSWANA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Botswana est un pays enclavé dont la superficie est de 582 000 km² et la population de 1 053 000 habitants en 1984. La croissance économique a toujours reposé sur le secteur minier orienté vers l'exportation. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen de 9,7 p. 100 et le PIB par habitant au taux de 5,9 p. 100. Le pays a connu une balance des paiements relativement équilibrée. Le deuxième secteur dominant du pays est l'agriculture, et en particulier l'élevage bovin. La poussée de la fièvre aphteuse durant les dernières années de la décennie 70 a occasionné une baisse des exportations de la viande bovine. En outre, la dégradation du milieu et la grave sécheresse qui a frappé le pays ont aggravé cette situation. En ce qui concerne le service de la dette, le pays ne connaît pas de problèmes sérieux. A la fin de 1981, la dette extérieure se chiffrait à 165 millions de dollars alors que le flux net des ressources s'élevait à 403,9 millions de dollars des Etats-Unis. Cependant, depuis 1982, le gouvernement a dû avoir davantage recours aux emprunts à l'étranger pour financer nombre de projets de mise en place d'infrastructures. Ce qui s'est traduit par un gonflement de la dette extérieure qui a atteint 356,1 millions de dollars en 1984, le ratio du service de la dette se chiffrant à 2,3 p. 100 contre 1,4 p. 100 l'année précédente.

L'un des problèmes majeurs du pays tient à un nombre croissant des chômeurs dû à l'intensité du capital dans le secteur des mines. En raison du manque d'infrastructures adéquates et de la faiblesse de la base industrielle, la plupart des produits manufacturés sont produits plus efficacement en Afrique du Sud, ce qui rend nécessaire de recourir au protectionnisme sous les auspices de l'UDAA afin que les industries locales puissent être compétitives. Cependant, la stabilité politique et la conjoncture économique favorable, ont encouragé le flux des ressources extérieures. La priorité est aussi accordée à l'étude d'irrigation, bien que la combinaison des ressources adéquates d'eau et des sols appropriés peut limiter de telles possibilités. La mise en valeur des ressources humaines sur le plan technique et professionnel et sur le plan de la gestion a été aussi prise en considération.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1988-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'agriculture notamment la production des cultures afin de réduire la dépendance sur l'élevage bovin, est au centre des préoccupations. L'accent important est porté sur le paiement des prix rémunérateurs aux producteurs agricoles et la construction des facilités de transport et de marché. Les mesures pour combattre la sécheresse sont prises pour accélérer la réhabilitation du secteur agricole. Le programme de redressement met aussi l'accent sur le développement rural et la création de l'emploi.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Dans le secteur agricole, mesures incitatives de prix seront utilisées pour accélérer la croissance de la production. Les mesures d'incitation financière telle que la politique d'assistance financière seront utilisées pour promouvoir le

développement industriel et, par conséquent, diversifier l'économie et créer les facilités d'emploi. La formation technique et vocationnelle sera accordée une grande priorité pour avoir la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire, qui constitue une des contraintes majeures de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	4,2
	A l'extérieur	-
	Total partiel	4,2
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	45,9
	Total partiel	45,9
iii)	Montant estimatif des ressources probables disponibles	50,1
iv)	Coût estimatif du Programme	142,2
v)	Ecart	92,1

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	112,5	14,0	126,5
Principal	140,8	10,9	151,7
Total	253,3	24,9	278,2

5. BURKINA FASO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Burkina Faso fait face à une sécheresse qui ne cesse de causer de grands dommages depuis plus d'une décennie et à l'extension du phénomène de désertification mettant à rude épreuve le potentiel productif. Le produit intérieur brut a connu, durant la période 1980-1984 un taux de croissance en prix constant négatif (-0,75 p. 100), en raison de la chute dans la production agricole, notamment les cultures vivrières. Le niveau de la dette extérieure du Burkina Faso a été estimé à 754,2 millions de dollars en 1985 dont 48,5 millions accordés à des conditions libérales et 705,7 millions alloués à des conditions rigoureuses. A partir de 1981, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations a dépassé la limite du tolérable. En effet, ce ratio qui était de 36,83 p. 100 en 1982, a atteint respectivement 48,1 et 60,81 p. 100 en 1984 et 1985. Le flux de ressources nettes qui était de 277,9 millions de dollars en 1980, s'établissait à 224,6 millions de dollars en 1984. La part de l'APD qui était de 77 p. 100 au début de la décennie, s'élevait à 84 p. 100 en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux identifiés dans le Programme prioritaire de redressement sont les suivants :

a) L'agriculture qui concentre 74 p. 100 des efforts d'investissement et de modernisation, couvre les composantes suivantes : promotion des cultures vivrières en vue de l'autosuffisance alimentaire, vulgarisation d'intrants améliorés, hydraulique et aménagements hydro-agricoles, et mise en oeuvre de la réforme agraire;

b) Aux autres secteurs d'appui direct à l'agriculture, seront dévolus 13 p. 100 des investissements de la période quinquennale 1986-1990, en vue de renforcer l'appareil productif à travers une forte intégration de l'agriculture à l'industrie de transformation des produits agricole et de développer et réorganiser le système de commercialisation tendant à limiter les intermédiaires;

c) La lutte contre la sécheresse et la désertification consistera en une politique judicieuse de l'eau, en la diffusion des foyers améliorés et en la vulgarisation des "trois luttes" (contre la coupe abusive du bois, contre la divagation des animaux et contre les feux de brousse);

d) La mise en valeur des ressources humaines sera surtout axée sur la formation du personnel et la mobilisation du monde rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Dans le cadre de son Programme populaire de développement (PPD) promulgué en août 1983, le Gouvernement Burkinabé a défini pour 1984 et 1985, un certain nombre de mesures de restructuration sociale et de relance économique. La particularité du PPD réside en son caractère décentralisé et la participation effective des masses à toutes les phases d'identification, de choix et d'exécution des projets. Dans le secteur privé, l'accent est mis sur la prise de conscience du rôle des opérateurs privés dans le développement socio-économique. La révision du code des investissements vise également à encourager les investissements privés. Dans le secteur public, le Gouvernement a pris des mesures adéquates de gestion visant à redynamiser ce secteur et des mesures budgétaires visant à alléger le poids des dépenses de fonctionnement, à augmenter la capacité d'investissement et à s'acquitter de ses arriérés vis-à-vis des entreprises locales, publiques ou privées.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	242,8
	Total partiel	242,8
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	197,9
	Total partiel	197,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	440,7
iv)	Coût estimatif du Programme	832,1
v)	Ecart	398,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	47,3	3,5	50,8
Principal	115,7	17,6	133,3
Total	163,0	21,1	184,1

6. BURUNDI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Burundi, fait partie de la région inter-lacustre africaine. Sa superficie brute est de 27 834 km², dont 51 p. 100 environ sont des terres agricoles cultivables. La très forte densité de la population (162 hab/km²) place le pays parmi les plus peuplés d'Afrique. Les autres contraintes sont l'enclavement, la faiblesse du secteur agricole et l'exigüité du marché. L'évolution de l'économie était particulièrement faible, avec une moyenne de taux de croissance de 0,6 p.100 pour la période 1980 à 1984.

Le montant de la dette extérieure du Burundi, à des conditions libérales, s'élevait à 335 millions de dollars, à la fin de 1984, avec un service de la dette de 14,20 p. 100 à la même période. Néanmoins, les projections montrent que le service de la dette augmentera plus rapidement dans les prochaines années pour atteindre 24 p. 100 en 1986-1987. Le flux total des ressources nettes est passé de 115,9 millions de dollars en 1980 à 166,5 millions de dollars en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire de Burundi met l'accent sur :

- a) Alimentation et agriculture (sécurité alimentaire);
- b) Mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, y compris les industries, transports et communications, commerce et finances etc;
- c) Protection de l'environnement et des sols;
- d) Développement des ressources humaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes sont :

- a) Révision et assouplissement du code des investissements;
- b) Fixation des prix rémunérateurs aux paysans et stimulation des coopératives de commercialisation;
- c) Octroi de faveurs fiscales et douanières aux investissements orientés vers les secteurs prioritaires de développement;
- d) Réduction des emprunts auprès de la banque centrale;
- e) Orientation des investissements vers des secteurs productifs;
- f) Ajustement monétaire par dévaluation et détachement du franc burundais de la parité fixe avec le dollar des Etats-Unis;
- g) Analyse du secteur des entreprises publiques en vue de les rendre plus efficaces;
- h) Les mesures de réhabilitation et de renforcement des services d'encadrement agricole, etc..

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	440,5
	Total partiel	440,5
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	143,7
	A l'extérieur	-
	Total partiel	143,7
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	584,2
iv)	Coût estimatif du Programme	912,4
v)	Ecart	328,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	43,5	4,7	48,2
Principal	97,6	19,6	117,2
Total	141,1	24,3	165,4

7. CAMEROUN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le niveau du PIB durant la période 1980-1984 est caractérisé par le changement dans sa structure, surtout après l'expansion du secteur pétrolier dont la part est passée de 4,3 p. 100 en 1980 à 14 p. 100 en 1984. Le PIB a atteint 7,8 milliards de dollars des Etats-Unis pour l'année 1984 au prix courant du marché. Ceci donne un PIB par habitant de 792 dollars en 1984, classant le Cameroun parmi les pays à revenu relativement élevé en Afrique. Malgré l'apparition d'une sécheresse exceptionnelle en 1981-1983 et la tendance à la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial, l'économie du Cameroun se maintient à un niveau élevé, probablement à cause de la gestion saine et de la diversification de son économie. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen en termes réels était de 5,8 p. 100 durant la période 1980-84.

L'encours total de la dette publique extérieure s'élève à 2,7 milliards de dollars en 1984. On croit savoir que 70 p. 100 de cet encours total a été contracté à des sources bilatérales (40 %) et multilatérales (30 %) à des conditions libérales. Puisque 22 p.100 de cette dette ont été exprimés en dollars et un tiers en francs français, le Cameroun n'a donc pas été affecté par l'appréciation du dollar comme les autres pays de la zone CFA. Le service de la dette est estimé à un niveau extrêmement faible de 7,1 p. 100 des exportations de biens et services en 1984. Le Gouvernement était, de temps en temps, amené à honorer ses garanties sur les dettes contractées par les entreprises publiques qui se trouvaient dans des difficultés financières. Cependant, l'aide publique au développement (APD) a baissé de 264,1 millions de dollars en 1980 à 142,0 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'année fiscale 1985/1986 marque la fin de la période d'exécution du cinquième Plan quinquennal (1982-1986) en même temps que la première phase de la deuxième étape de planification à long terme en vue de l'élaboration du sixième Plan. Cependant, les orientations générales suivantes seront être incorporées dans le sixième Plan dont certaines correspondent aux objectifs du Plan d'action de Lagos : le libéralisme communautaire, le développement autocentré, auto-entretenu et équilibré, l'ouverture démocratique, l'intégration nationale, et la justice sociale. Pour les principales préoccupations sectorielles, le Gouvernement a adhéré à l'ordre des priorités sectorielles adopté par les chefs d'Etat de l'OUA, à savoir : a) agriculture; b) autres secteurs d'appui direct à l'agriculture; c) mise en valeur des ressources humaines, et d) la sécheresse et la désertification.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie (1986-1990)

Le Gouvernement a actualisé le code d'investissements en cours, en vue de le rendre plus favorable aux petites et moyennes entreprises pour stimuler l'activité économique. Plusieurs réformes et mesures sont envisagées pouvant rendre le secteur public plus efficace sur économique et financier et permettre au secteur privé de participer davantage aux activités entreprenariales, notamment : mesures incitatives dans le domaine agricole, le concours de la meilleure plantation, l'augmentation des prix d'achat aux producteurs, le paiement des ristournes, la création de l'office pharmaceutique vétérinaire, et le remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la réglementation et l'incitation de l'investissement privé. Dans le cadre de la mobilisation de ressources intérieures, il est envisagé de continuer la politique d'émission par l'Etat d'emprunts intérieurs.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le 5ème plan quinquennal (1981-1986).

Millions de dollars E.-U.

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	3 020	
A l'extérieur	239	
Total partiel		3 309

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles 3 309

iv) Coût estimatif du programme 3 619

v) Ecart 310

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	364,2	60,6	424,7
Principal	574,4	262,1	836,6
Total	938,6	322,7	1 261,3

8. CAP-VERT

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'archipel du Cap-Vert se trouve dans une situation unique d'ensemble d'îles isolées, éloignées les unes des autres, subissant le régime climatique aride ou semi-aride et disposant, lorsqu'elles sont propices à l'agriculture, de très peu de terre. Même avec les conditions climatiques favorables, le pays ne couvre pas le tiers de ses besoins alimentaires. De plus, la sécheresse qui apparait de façon cyclique sur le continent, reste d'une nature permanente dans l'archipel, de sorte que la situation, qualifiée ailleurs d'urgente, ici ne constitue que le cours normal des choses. Cependant, l'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,6 p. 100 durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure s'élève à 100,7 millions de dollars des Etats-Unis alors que le service de la dette représente 20,0 p. 100 des exportations en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

La dépendance de l'extérieur pour son alimentation n'est pas compensée par de modestes exportations de biens (bananes, poisson) et de services (cabotage). La préoccupation majeure du Gouvernement est de restaurer quelques terres de culture par un reboisement massif, par le forage de puits en vue de l'irrigation, par la réforme foncière. L'ensemble des actions gouvernementales doivent être considérées comme inscrites dans ce cadre.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le terme de redressement pour le Cap-Vert est synonyme de développement, compte tenu de sa situation particulière. Parmi les mesures envisagées, il convient de citer :

- a) Exploitation de l'eau souterraine pour l'irrigation et autres besoins agricoles;
- b) Remise en état des parcelles irriguées et des infrastructures hydrauliques dans l'Ile de Santo Antao et celle de Sao Tiago Nicolas;
- c) Formation des cadres de base à tout niveau;
- d) Amélioration des services de vulgarisation, des services de statistique et de planification agricole;
- e) Fourniture de l'aide alimentaire, de l'eau et des produits de première nécessité à la population;
- f) L'intensification du programme de reforestation;
- g) Lutte contre l'érosion et la dégradation des sols.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

Millions de dollars E.-U.

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur -
A l'extérieur -
Total partiel -

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles -

iv) Coût estimatif du Programme

334,0

v) Ecart

334,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	15,0	0,5	15,5
Principal	27,7	1,0	28,7
Total	42,7	1,5	44,2

9. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie centrafricaine a connu des difficultés majeures durant la période 1980-1983, en raison de la sécheresse. Le taux de croissance du PIB était de 1,5 p. 100 seulement en 1981, 1,6 p. 100 en 1982 et -6,5 p. 100 en 1983. Cependant, la situation économique s'est améliorée considérablement en 1984. Le PIB a progressé à un taux exceptionnel de 8,7 p. 100 en termes réels cette année, dû en grande partie au redressement de l'agriculture résultant du retour à des conditions climatiques normales. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB pour la période 1980-1984 était de 4,5 p. 100 résultant de l'impact d'une bonne production agricole en 1984.

L'encours total de la dette extérieure publique à la fin de 1985 était de 289,7 millions de dollars des Etats-Unis, soit une augmentation de 4,5 p. 100 par rapport à l'année 1984. La dette à titre libéral représente environ 30 p. 100 du total et la dette commerciale à long terme 70,0 p. 100. La dette provenant des sources bilatérales représente 43,4 p. 100 du total et la dette multilatérale 40,4 p. 100. Le service de la dette représente 17,1 p. 100 des recettes d'exportations en 1984. L'aide publique au développement (APD) a baissé à 92,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1983 contre 110,0 millions en 1980, mais s'est élevée à 120 millions de dollars en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Gouvernement est actuellement dans la phase de finalisation de son programme d'ajustement sectoriel dans le cadre de son deuxième plan quinquennal (1986-1990). Ce plan sera présenté à la deuxième conférence de la Table ronde des bailleurs de fonds qui se tiendra au courant de cette année 1986. Les priorités sectorielles retenues dans ce programme sont : a) agriculture, b) promotion des petites et moyennes entreprises, c) mise en valeur des ressources humaines, d) développement des infrastructures physiques et institutionnelles et autres secteurs.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) La réorganisation et la décentralisation du Ministère du développement rural;

b) La réforme des institutions de formation agricole, surtout l'Institut supérieur de développement rural et le recyclage des fonctionnaires du Ministère;

c) L'assainissement des sociétés à vocation agricole, notamment la SICPAD et la Caisse de stabilisation et de prérequisition des produits agricoles (CAISTAB);

d) Le maintien des grands équilibres dans le cadre d'un programme de stabilisation avec le FMI et la vérité des prix reflétant les coûts de production tenant compte du pouvoir d'achat des consommateurs;

e) Le maintien de la suppression des "barrières économiques" et la dynamisation du secteur des PME, notamment des PME de production;

f) Réformes profondes de structures obsolètes et inadaptées de l'Etat et la réforme de l'administration publique en adoptant de nouveaux textes portant la redéfinition de la mission confiée aux différents départements ministériels;

g) La promotion des petites entreprises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur 71,2

A l'extérieur 328,5

Total partiel

399,7

Millions de dollars E.-U.

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles

399,7

iv) Coût estimatif du Programme

675,2

v) Ecart

275,5

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	29,8	4,1	33,8
Principal	70,2	13,0	83,3
Total	100,0	17,1	117,1

10. TCHAD

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le volume du PIB du Tchad a enregistré des taux de croissance négatifs durant toutes les années donnant une moyenne de la période 1980-1984 de -6,9 p. 100 par an en termes réels. Cette croissance lente est due probablement aux conséquences de la guerre qui a désorganisé l'économie durant les années 1980-1983 et à la sécheresse exceptionnelle qui a sévi durant la campagne 1984-1985.

Le développement économique du Tchad dépend principalement de l'aide extérieure. L'endettement extérieur public se chiffre à 157,9 millions de dollars à la fin de 1984. L'aide bilatérale à des conditions libérales s'élève à 44,1 millions de dollars et l'aide multilatérale à 91,2 millions de dollars alors que la dette à long terme à des conditions non libérales est évaluée à 22,0 millions de dollars. Le flux des ressources obtenues durant la période 1982-1985 s'élève à 153,3 milliards de FCFA (393 millions de dollars). Le service de la dette extérieure globale représente environ 10,9 p. 100 des exportations du pays en 1984. Les arriérés de la dette extérieure montent à 16,5 millions de dollars. Le gouvernement a négocié le rééchelonnement de la dette pour que ces arriérés. L'aide publique au développement est passée de 35,3 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 115,0 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les priorités sectorielles suivantes ont été retenues par le Gouvernement pour son programme prioritaire de redressement économique (1986-1990) : a) agriculture comprenant l'agriculture vivrière, l'élevage, l'hydraulique pastorale et villageoise, et forêts et la pêche; b) industrie comprenant les mines et carrières, les industries manufacturières et l'énergie; c) Infrastructures comprenant les routes et travaux connexes, les bâtiments, le cadastre-urbanisme-eau urbaine, les postes et télécommunications, les transports routiers et les transports aériens; d) Ressources humaines comprenant l'enseignement primaire, secondaire, technique, et universitaire, l'enseignement général, la formation professionnelle, les affaires sociales et promotion féminine, la jeunesse et culture et la santé; e)Accompagnement du développement comprenant l'administration, le commerce et l'information.

3. Principaux réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Deux sortes d'incitations sont envisagées : a) incitations à l'investissement des petites et moyennes entreprises, à l'investissement étranger, à toutes les formes d'investissements productifs par l'actualisation du code d'investissements actuellement en chantier avec le concours du FMI; et b) les incitations pour promouvoir l'exportation fiscales, assistance technique, aide au démarrage des investissements, assistance de gestion, études du marché à l'exportation, aide à l'amélioration de la qualité des produits, groupements de producteurs, coopératives de commercialisation.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -
A l'extérieur -

Total partiel -

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur -
A l'extérieur -

Total partiel -

Millions de dollars E.-U.

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles

iv) Coût total du programme

392,9

v) Ecart

392,9

5. Montant estimatif du requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	6,3	0,0	6,3
Principal	16,5	0,4	16,9
Total	22,8	0,4	23,2

11. COMORES

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Durant la période 1980-1984, le produit intérieur brut a cru en termes réels de 4,3 p. 100 par an. Ce taux supérieur au taux de croissance de la population (3,3 p. 100) dénote une amélioration du PIB par tête. Ces résultats ont été obtenus grâce à un effort soutenu d'investissement malgré la situation financière intérieure difficile. Le secteur primaire fournit presque la totalité des recettes d'exportation, mais n'a cru, durant la période, que de 3 p. 100 par an en moyenne. Le secteur secondaire a enregistré un taux de croissance annuelle de 4,4 p. 100 dû à l'essor de la branche bâtiment et travaux publics. Le secteur tertiaire a connu un taux réel de 5,6 p. 100 grâce à la forte augmentation de la valeur ajoutée du commerce.

Les finances publiques ainsi que la balance courante des paiements des Comores ont toujours présenté un déficit financé par le concours de l'aide extérieure. Les aides publiques gratuites reçues au cours de la période ont atteint un montant de 120,2 millions de dollars des Etats-Unis et les tirages sur les emprunts extérieurs publics ont totalisé 93,3 millions de dollars. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 203,0 millions de dollars dont 183,4 millions de dollars à des conditions libérales et le service de la dette représentait cette année là 45 p. 100 des recettes d'exportation. Ce taux élevé est la conséquence de la chute des recettes d'exportations. Il est estimé à 22 p. 100 pour l'année 1985.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

En 1983, le Gouvernement a présenté à la Conférence des bailleurs de fonds son programme d'investissements pour la période 1984-1990 qui définit les priorités suivantes :

- a) le développement rural qui comprend l'agriculture (productions vivrières, produits de vente, aménagement des périmètres), l'élevage, la pêche et la forêt;
- b) La construction des routes, ports et aéroports et le développement de transports en vue du désenclavement interne et externe du pays;
- c) Les ressources humaines (éducation, santé et formation professionnelle).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour la mise en oeuvre de ce programme d'investissements 1984-1990 le Gouvernement entend adopter les politiques suivantes :

- a) L'assainissement de la fonction publique;
- b) Amélioration du recouvrement des impôts et assainissement de la situation financière des entreprises publiques pour renforcer la capacité de l'épargne publique;
- c) Renforcement des institutions d'encadrement et d'animation dans le secteur agricole (CEFADER, CADER);
- d) Mise en place d'une caisse de stabilisation des prix, des produits agricoles;
- e) Promulgation d'un code d'investissements pour mobiliser les ressources extérieures.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	3,3	
A l'extérieur	63,8	
Total partiel		67,1

Millions de dollars E.-U.

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 9,6
 A l'extérieur 16,0

Total partiel 25,6

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles

92,7

iv) Coût estimatif du Programme

148,4

v) Ecart

55,7

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	12,7	0,0	12,7
Principal	29,6	0,1	29,7
Total	42,3	0,1	42,4

12. CONGO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie congolaise se caractérise par la prédominance du secteur pétrolier qui représente environ 40 p. 100 du PIB tandis que l'ensemble des autres secteurs directement productifs (agriculture, élevage, pêche, forêt et les industries de transformation) représentait 14 p. 100 du PIB. En termes réels, le taux de croissance annuel moyen était de 14,5 p. 100 durant la période 1980-1984 en raison de l'expansion plus rapide du secteur pétrolier.

Au 31 décembre 1984, l'encours de la dette publique directe tirée s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Bien qu'une partie importante de l'encours de cette dette extérieure publique directe soit remboursable en dollars des Etats-Unis, l'impact d'une fluctuation du taux de change entre le FCFA et le dollar sur le budget ou sur la balance des paiements est relativement limité comparé à d'autres pays de la zone CFA, si l'on considère que la quasi-totalité des exportations, notamment, de pétrole est également libellée en dollars. Le service de la dette

était équivalent à 27,2 p. 100 des exportations de biens et services en 1984. Les projections montrent que le service de la dette extérieure publique continuera à augmenter jusqu'en 1987 pour ne commencer à baisser qu'en 1988-1990. Le flux net des capitaux s'élève à 205,0 millions de dollars des Etats-Unis en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Congo est actuellement à la fin de l'exécution de son plan quinquennal 1982-1986, et prépare son prochain plan. Cependant, suite à la crise pétrolière, le Gouvernement a adopté un programme national d'ajustement structurel et d'austérité économique. Ce programme comprend une liste limitative des projets prioritaires devant être exécutés sur la période 1985-1986, qui pourraient continuer durant la période 1986-1990. L'ordre des priorités suivantes a été retenu a) développement des secteurs productifs, notamment le secteur de l'agriculture, des mines, du pétrole, de l'industrie (la petite et moyenne entreprise), etc.; b) l'unification du territoire et création d'un espace économique viable, notamment le désenclavement par route; c) mise en valeur des ressources humaines notamment la santé et l'éducation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les mesures de réformes comprennent :

a) Suppression de certains monopoles en créant plusieurs entités juridiques autonomes pour les entreprises ayant des activités demandant des techniques et des méthodes de gestion très différentes;

b) Libéralisation des activités pour lesquelles les réseaux économiques et commerciaux semblent suffisamment développés;

c) Réaménagement des prix afin de construire d'une manière harmonieuse les objectifs de service public de l'Etat et de maintien du pouvoir d'achat des consommateurs avec les coûts de production des entreprises;

d) Réorganisation de l'intervention de l'Etat dans le domaine agricole par une séparation du domaine de la recherche et du développement des cultures;

e) Gestion par une tierce personne morale ou physique de certains projets de grande envergure au moyen d'un contrat de programme liant les entreprises de l'Etat;

f) Appel aux partenaires privés pour la création des sociétés mixtes avec le secteur public;

g) La création d'un ministère des petites et moyennes entreprises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées	
A l'intérieur	-
A l'extérieur	64,7
Total partiel	64,7
ii) Nouvelles ressources à mobiliser	
A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	64,7
iv) Coût total du Programme	1 317,1
v) Ecart	1 252,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	144,8	139,2	284,0
Principal	348,9	603,0	951,9
Total	493,7	742,2	1 235,9

13. REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie ivoirienne a été marquée par une croissance très faible du produit intérieur brut en termes réels au cours de la période 1980-1984, avec une moyenne de 0,7 p. 100 par an, malgré une croissance de la production pétrolière qui, négligeable en 1980, représente aujourd'hui 2,7 p. 100 du PIB. Le secteur le plus touché est celui des bâtiments et travaux publics dont l'activité est directement liée au niveau des investissements. Or l'investissement, plus précisément la formation brute de capital fixe, a enregistré durant la période une décroissance en volume de plus de 12 p. 100.

L'encours de la dette publique extérieure se situait à 4 596 millions de dollars en 1984. Sous l'effet favorable du rééchelonnement de la dette, le service de la dette s'est ramené au niveau de 19,9 p. 100 en 1984 contre 37,3 p. 100 en 1983. Le flux net des ressources a connu une baisse considérable en 1984 à 277,0 millions de dollars EU contre 1 876,3 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Les principales orientations proposées pour le plan de développement économique et social et culturel 1986-1990 et relatives au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique sont :

- a) Modernisation et diversification de l'agriculture, ce qui implique un accroissement significatif des investissements dans ce secteur;
- b) Mutation du secteur industriel vers un redéploiement des exportations par une transformation plus performante des matières premières;
- c) Entretien et rentabilisation des infrastructures et équipements existants;
- d) Meilleure gestion des ressources et mise au point de stratégies dans le domaine de l'énergie.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale

- a) Création de quatre structures d'intervention pour l'encadrement des planteurs avec pour actions principales : fourniture de semences de bonne qualité; fourniture de facteurs de production et de matériels agricoles; pré vulgarisation, vulgarisation pour assurer un transfert rapide et efficace des technologies nouvelles et de l'information; le recensement du crédit agricole à octroyer; le suivi statistique des exploitations et des opérations;

- b) Adoption d'un nouveau code des investissements (le nouveau code est entré en vigueur le 15 mars 1985);
- c) Révision générale du tarif douanier basée sur la recherche d'un taux de protection de 40 p. 100 en faveur de l'industrie ivoirienne par rapport à ses concurrentes étrangères;
- d) Réforme de certaines dispositions de la fiscalité du droit commun ayant pour objet d'accroître les avantages offerts aux PNE;
- e) Amélioration des instruments de prévision et de gestion macro-économique permettant une plus grande cohérence des actions de l'Etat;
- f) Réforme complète du système des incitations industrielles visant à encourager la production destinée à l'exportation;
- g) Amélioration du système d'informations et de données statistiques;
- h) Assainissement ou réforme de certaines entreprises importantes du secteur parapublic, pour améliorer leur efficacité;
- i) Poursuite de la politique de décentralisation pour renforcer la participation de la population dans le processus de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)^{1/}.

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	-
	A l'extérieur	-	-
	Total partiel		-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	331,6	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		331,6
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		331,6
iv)	Coût estimatif du Programme		1331,5
v)	Ecart		1049,9

^{1/} Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le Programme d'investissement : VIII congrès de PDCI - RDA.

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	808,4	783,5	1591,9
Principal	997,9	2114,3	3112,2
Total	1806,3	2897,8	4704,1

14. DJIBOUTI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980 la croissance du PIB s'est ralentie et s'est traduite par un taux moyen annuel de 1,5 p. 100 au cours de la période 1980-1984 alors qu'il était de 3 p. 100 par an de 1978 à 1980. Cette croissance positive du PIB pendant le quinquennat est le résultat du maintien du niveau de l'investissement et de la consommation. Pour une économie aussi pauvre en ressources naturelles et humaines, cela n'aurait pas été possible sans la contribution des sources extérieures d'aide technique et financière.

L'économie djiboutienne reste fragile et déséquilibrée : les secteurs primaire et secondaire ne représentent que 20 p. 100 du PIB; la production de biens pour l'exportation est quasi nulle et l'économie n'exporte que des services essentiellement constitués par les prestations rendues à la base militaire française et à son personnel.

Les aides publiques gratuites, reçues au cours de la période 1980-1984, ont atteint un montant estimé à 479 millions de dollars. Les tirages sur les emprunts extérieurs publics à des conditions très libérales ont totalisé 74,5 millions de dollars. L'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 179 millions de dollars à la fin de 1984 et le poids du service de la dette est encore faible puisqu'il ne représentait que 2,3 p. 100 par rapport aux recettes totales à l'exportation. L'aide publique au développement (APD) a baissé à 40,1 millions de dollars en 1984 contre 71,6 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

En 1983, le gouvernement a proposé à la Conférence des donateurs un programme d'investissements pour le quinquennat 1984-1988. Placé dans le contexte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le programme accorde la priorité à l'infrastructure et au développement des ressources humaines (formation des jeunes et des adultes), suivi du secteur primaire qui favorisera le développement hydraulique (équipement et forages), l'agriculture (aménagements hydro-agricoles, reforestation, périmètres irrigués), l'élevage et la pêche.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour la réalisation de son programme d'investissements 1984-1988, le gouvernement se propose : i) de maintenir l'actuel régime libéral des échanges avec l'extérieur avec parité fixe entre le franc djiboutien et le dollar des Etats-Unis; ii) de renforcer la capacité d'épargne publique en freinant les dépenses d'administration générale et en éliminant progressivement les subventions aux prix à la consommation; et iii) de mobiliser l'épargne extérieure (code des investissements, renforcement de la capacité d'absorption de l'économie).

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	1,2	
A l'extérieur	11,8	
Total partiel		13,0
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	2,6	
A l'extérieur	33,2	
Total partiel		35,8
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		48,8
iv) Coût estimatif du Programme		106,9
v) Ecart		58,1

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	13,1	0,8	13,8
Principal	32,9	3,3	35,5
Total	45,2	4,1	49,3

15. EGYPTE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'Egypte continue de maintenir la croissance soutenue qui caractérise son économie depuis le milieu des années 70. La revitalisation de la base industrielle et infrastructurelle ainsi que l'accroissement des recettes en devises tirées du canal de Suez, des exportations de pétrole, du tourisme et des transferts de fonds des quelque 3 millions d'Egyptiens travaillant dans les pays arabes pétroliers voisins ont permis d'imprimer un bon élan à l'économie. Grâce à ces facteurs favorables, celle-ci a enregistré un taux de croissance annuel moyen d'environ 7,5 p. 100 au cours des cinq dernières années.

Bien que l'économie semble se développer conformément au plan quinquennal (1981/82-1985/87), les autorités égyptiennes se sont quelque peu préoccupées de l'incapacité du secteur public d'atteindre le taux de croissance prévu de 3,8 p. 100. Cette situation pouvait en partie être attribuée à l'accroissement des coûts de production et par conséquent à la baisse de la rentabilité relative de ce secteur. Le fardeau que constituent les subventions continue de s'alourdir et représente environ 24 p. 100 des recettes fiscales. Le service de la dette constitue également un fardeau de plus en plus lourd pour le budget de l'Etat, la dette égyptienne se chiffrant à environ 25 milliards de dollars en 1985, soit environ 31,3 p. 100 des recettes d'exportation. Compte tenu de cette situation et malgré le niveau croissant des flux de ressources extérieures qui se sont élevés à environ 2 milliards 800 millions de dollars en 1984, la situation de la balance des paiements continue de poser un important problème au développement du pays. La situation sera certainement aggravée par le retour attendu d'un grand nombre de ressortissants égyptiens travaillant à l'étranger aussi bien la baisse prévue des recettes provenant de pétrole, tourisme et la Suez.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire égyptien vise à lever les obstacles qui freinent actuellement le développement du secteur agricole et à doter celui-ci des services nécessaires, notamment de semences améliorées, de crédits et de services de vulgarisation afin de lui permettre de fournir une part croissante des besoins alimentaires de plus en plus importants et de développer les cultures d'exportation. Le programme vise également à remettre en culture les terres désertiques et à protéger les terres arables de l'empiètement du désert. "Le rehaussement de l'efficacité du système météorologique pour faire face aux besoins locaux et régionaux des rapports sur les conditions climatiques constituent une grande priorité". Une haute priorité est accordée au renforcement des capacités de formation, en particulier des cadres moyens et supérieurs. Les autres secteurs prioritaires sont : l'agro-industrie, transport et communications et développement rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

L'Egypte applique une politique de "porte ouverte" dans le cadre du développement prévu, son objectif étant d'encourager l'initiative privée, d'élargir la base économique, de moderniser le processus de production et de renouveler le matériel vétuste. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement

a entrepris un certain nombre de réformes consistant notamment à corriger les distorsions des prix, à supprimer les subventions directes ou indirectes à la consommation, à prendre des mesures d'incitation de l'agriculture, notamment grâce à un accroissement régulier des prix offerts aux producteurs, à la mise en place d'infrastructures de commercialisation et à la fourniture de facteurs de production indispensables. Les pouvoirs publics ont également pris d'importantes mesures pour réformer le secteur public en mettant l'accent sur l'efficacité et la levée des obstacles administratifs.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	2 871,0	
A l'extérieur	700,0	
Total partiel		3 571,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	14 335,0	
A l'extérieur	-	
Total partiel		14 335,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

17 906,0

iv) Coût estimatif du Programme

21 467,0

v) Ecart

3 561,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	Publics	Privés	Total
Intérêt	2 266,4	627,2	2 893,6
Principal	3 537,7	2 494,0	6 031,7
Total	5 804,1	3 121,2	8 925,3

16. GUINEE EQUATORIALE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie équato-guinéenne a connu une période de déclin (1968-1978). Une politique de redressement a été entreprise en 1979, mais cette politique s'est heurtée aux contraintes monétaires du fait de la faiblesse de la monnaie nationale. Avec l'entrée dans la zone franc CFA en janvier 1985 et la mise en place d'un programme des réformes appuyé par l'aide attendue des pays développés amis et des institutions internationales, les conditions de la reprise économique se sont trouvées réunies. Ainsi quelques mois après l'entrée dans la zone franc, on a remarqué un réveil notable de l'activité économique, notamment du secteur agricole qui constitue le moteur de l'économie: les objectifs de la production de cacao pour la campagne 1984-1985 ont été dépassés. Cependant, l'absence de la comptabilité nationale à jour empêche, pour l'instant, d'évaluer cette évolution de l'activité économique durant la période 1983-1985. Mais, selon les estimations préliminaires, le PIB a crû de 1,4 p. 100 au cours de la période 1980-1984 en termes réels.

La dette publique extérieure de Guinée équatoriale s'élève à 126 millions de dollars EU à la fin de 1984, soit 70,6 p.100 donnés à des conditions libérales. Les difficultés budgétaires et le manque de ressources en devises ont entraîné l'accumulation d'importants arriérés depuis plusieurs années. Les pays créanciers ont été sensibles au redressement économique accompli après le programme d'assainissement et de redressement mis en oeuvre dans le cadre de l'accord de confirmation avec le FMI. C'est ainsi que le pays a obtenu du Club de Paris le rééchelonnement sur dix ans de 25,9 millions de dollars d'échéances de sa dette extérieure. Le service de la dette pèse énormément sur le pays : en 1984 il représente environ 34 p. 100 des recettes d'exportations. L'aide publique au développement (APD) s'élève à 11,2 millions de dollars EU en 1984 contre 9,3 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

La Guinée équatoriale est en train d'élaborer un programme à moyen terme pour le redressement économique qui sera présenté à la seconde conférence de la Table ronde de bailleurs de fonds au courant de cette année. La classification des priorités sectorielles suivante a été provisoirement retenue: a) agriculture comprenant l'appui institutionnel à l'agriculture, la production des cultures vivrières, la production des cultures de rente, le développement rural intégré, la pêche et les forêts; b) Les autres secteurs directement liés à l'agriculture, notamment l'industrie, le commerce, le travail, les transports et communications et l'énergie; c) La valorisation des ressources humaines par le biais de la santé et l'éducation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La politique de réforme consiste essentiellement à restructurer l'ensemble du secteur para-public et le limiter à six organismes seulement. Le gouvernement va renforcer sa capacité de planification et de coordination interministérielle, afin d'intégrer toutes les activités économiques et sociales et garantir la cohérence des décisions économiques. Des mesures pour lutter contre toutes sortes de blocages ont été prises ainsi que pour éviter la bureaucratisation de l'économie. Le gouvernement entend aussi prendre des mesures nécessaires pour mettre en place un meilleur contrôle des ressources disponibles afin d'assurer qu'elles seront utilisées dans le sens de l'intérêt national. L'affectation des ressources en devises à l'importation, des crédits pour l'investissement et des fonds de l'Etat s'effectuera selon des règles transparentes et sous un contrôle efficace qui garantira la réalisation des objectifs prioritaires nationaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	49,5	
	Total partiel		49,5
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		49,5
iv)	Coût estimatif du Programme		107,4
v)	Ecart		57,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2,5	2,6	5,1
Principal	12,5	13,3	25,8
Total	15,0	15,9	30,9

17. ETHIOPIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980, les secteurs économiques n'ont cessé de se détériorer, quoique de façon inégale. Le produit national brut aux prix courants du marché a été estimé à 4 milliards 845,8 millions de dollars en 1983 contre 4 milliards 831,1 millions de dollars en 1984, soit un déclin de 0,3 p. 100. Entre 1980 et 1984, le taux d'accroissement du PIB en prix constants n'a cessé de décliner passant de 3,1 p. 100 en 1981 à -3,7 p. 100 en 1984 contre un taux de 5,3 p. 100 en 1983, soit en moyenne un taux d'accroissement annuel de 0,9 p. 100. Pour ce qui est du revenu par habitant, les résultats ont été plus mauvais. Le PIB par habitant aux prix courants du marché est tombé de 118 dollars en 1983 à 114 dollars en 1984, le taux moyen, pour la période 1980-1984, ayant été de -1,8 p. 100 par an.

Le facteur le plus important qui a causé un mauvais comportement de l'économie éthiopienne est peut-être la sécheresse sans précédent qui a ravagé le pays pendant trois années consécutives (1981-1984). Cette sécheresse a bouleversé les activités agricoles et a laissé dans son sillage des scènes horribles (mort, famine et malnutrition). Le pays souffre toujours de l'impact de cette catastrophe. Le niveau très bas des investissements résultant des contraintes financières a aussi joué une part dans ce déclin économique. La dette extérieure globale du pays s'élevait, à la fin de 1984, à 1 milliard 550,2 millions de dollars, le ratio du service de la dette étant de 19,3 p. 100 environ. Il est également à noter que les flux nets des ressources n'ont cessé d'augmenter au cours des quelques dernières années, passant, au total, de 302,0 millions de dollars en 1980 à 493,2 millions de dollars en 1984. L'APD a augmenté, de 221,5 millions de dollars en 1982 à 397,2 millions de dollars en 1984 et le volume de l'assistance extérieure sous traités ses formes a baissé de 61,0 millions de dollars à 46,0 millions de dollars au cours de la même période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Ayant accordé la priorité à l'alimentation et à l'agriculture, l'Ethiopie a axé ses efforts sur la mise en valeur des ressources en eau et l'agriculture paysanne. C'est ainsi qu'elle a lancé des programmes d'envergure pour lutter contre la sécheresse et la désertification et la réalisation de l'auto-suffisance alimentaire. Parmi les mesures sectorielles prises au titre de l'appui au secteur agricole figure la promotion de l'industrie, l'accent étant mis sur la production des équipements et des industries agricoles. Il convient de citer également le lancement de petites entreprises industrielles. Le pays s'est embarqué dans un programme de mise en valeur de la main-d'oeuvre agricole, et c'est dans ce cadre qu'il a été institué des programmes de formation à l'intention des exploitants. Dans un effort d'améliorer la qualité de vie conduisant à l'augmentation de la productivité, l'accent sera mis sur la promotion des services de santé aux paysans et aux pauvres urbains avec leur participation active dans la mise en oeuvre de huit éléments du soin de santé primaire comme déclaré à Alma-Ata en 1978.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale

Le Gouvernement éthiopien a adopté un certain nombre de mesures visant à assurer l'application du Programme de redressement et à réaliser une croissance soutenue, après plusieurs années de sécheresse dévastatrice. Dans le domaine agricole, un certain nombre de mesures d'incitation ont été accordées : fourniture d'engrais, de semences, de crédit à des conditions préférentielles et d'outils aratoires, prestation de services de vulgarisation et organisation de programmes de formation à l'intention des exploitants, et lancement de programmes régionaux de développement agricole (PADEP), le but étant de veiller à l'application des politiques et programmes agricoles dans l'ensemble du pays. En raison de la dégradation inégale des terres pour la réinstallation de la population dans certaines régions du pays causée par la haute densité de la population, la déforestation et l'érosion du sol, le pays ne ménage aucun effort pour mener à bien le vaste programme de réinstallation des victimes de la sécheresse, dans les régions plus fertiles et moins peuplées. Une série d'activités destinées à assurer aux populations concernées les moyens de mener une vie stable (construction de barrages et de puits, etc.) dans des zones fertiles et à faible densité démographique ont été entreprises. A la fin du mois de janvier 1986, environ 600 000 personnes, victimes de la sécheresse, avaient été réinstallées, en général dans les régions de l'Ouest et du Sud-Est. Parallèlement, le gouvernement cherche à renforcer ses moyens en matière de planification, en procédant à la mise en place de centres régionaux de planification et à la création de nouveaux débouchés pour le secteur privé, tout en encourageant le secteur des coopératives et en adoptant des mesures en faveur des coentreprises. A ces mesures, il convient d'ajouter d'autres mesures macro-économiques visant à promouvoir l'épargne et améliorer la gestion financière et l'exploitation des ressources.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	2 897,9
	A l'extérieur	-
	Total partiel	2 897,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	2 897,9
iv)	Coût estimatif du Programme	4 880,6
v)	Ecart	1 982,7

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette
(1986-1990)(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	124,5	48,3	172,7
Principal	356,3	115,8	472,2
Total	480,8	164,1	644,9

18. GABON

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les recettes d'exportation considérables et le taux de croissance de la population très bas jouent ensemble pour placer le Gabon parmi les pays d'Afrique ayant un revenu par habitant le plus élevé. Le PIB par habitant s'élève à 3 490 dollars EU en 1984. Cependant, la croissance du PIB reste encore très faible : 1,5 p. 100 par an en termes réels durant la période 1980-1984. Ceci est principalement dû au mouvement de la baisse du prix pétrolier ces dernières années, malgré l'expansion de la production qui a atteint 9 millions de tonnes en 1984. C'est pourquoi le gouvernement fait actuellement un effort important de diversification de l'économie par la relance de l'exploitation forestière et le développement des industries du bois, ainsi que le développement de l'agriculture.

L'encours de la dette extérieure publique s'élève à 611 millions de dollars en 1984. Le gouvernement a fait un grand effort pour diminuer son endettement vis-à-vis de l'extérieur: à la fin de 1979, l'encours de la dette extérieure était de 1,5 milliard de dollars. Environ 66,6 p. 100 de cette dette ont été contractés à des conditions libérales et le reste à des conditions commerciales à long terme. Le service de la dette publique représente environ 10,5 p. 100 en 1984. Avec la diminution des recettes pétrolières, qui s'accroît d'année en année, la capacité d'endettement du pays ou de remboursement de sa dette ira en diminuant. C'est pourquoi l'Etat gabonais, en prévision de la baisse de ses recettes pétrolières, a fait refléter une forte réduction de l'encours de la dette extérieure nouvelle dans le Plan quinquennal (1984-1988) pour éviter une baisse sensible du volume des investissements publics après 1988. Le Gabon ne reçoit presque pas d'aide au développement à titre de dons. Cependant, l'aide publique reçue à titre de prêts à des conditions concessionnelles est passée de 90 millions de dollars en 1983 à 214 millions de dollars en 1984, année au cours de laquelle le flux net des ressources était nul s'élevait à 62 millions de dollars.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) :
principaux domaines d'intervention

Le gouvernement est actuellement à la deuxième année d'exécution de son Plan quinquennal (1984-1988). Ce Plan tient compte de la perspective en baisse des revenus pétroliers et prévoit la restriction des dépenses publiques d'investissement dans les limites des revenus projetés et la réduction de la dette extérieure pour préserver la capacité d'endettement du pays. La tranche du Plan qui reste encore à exécuter est considérée comme faisant partie du programme prioritaire du redressement économique et dont les priorités sect suivantes ont été retenues: a) agriculture et développement rural insistant sur la trancher les opérations agro-industrielles et les actions et opérations d'accompagnement et la provision du développement riz-maïs-soja; b) l'infrastructure économique notamment la réalisation des grands projets ferroviaires et routiers; c) l'aménagement du territoire; et d) la mise en valeur des ressources humaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes suivantes ont été réalisées :

a) En prévision de la chute des prix du pétrole et des revenus d'exportations, les mesures suivantes ont été prises: le blocage du recrutement dans la fonction publique à l'exception des jeunes cadres sortis des différentes écoles, la suspension des avantages et promotions à titres exceptionnels, la suspension des baux administratifs, l'arrêt immédiat de tout marché en cours de discussion ou récemment signé et non inscrit dans la loi de finances, le report ou étalement de certains projets prévus dans la loi de finances;

b) La création d'un service de contrôle financier des sociétés d'Etat, des organismes publics et parapublics au sein de la Direction générale du contrôle financier;

c) Le blocage des subventions et autres aides financières et l'élaboration du cadre législatif et réglementaire apte à améliorer le contrôle de l'utilisation des subventions et autres aides financières allouées par l'Etat;

d) L'adoption du libéralisme économique en restaurant le dynamisme et l'esprit d'initiative du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	1 324,3	
A l'extérieur	-	
Total partiel		1 324,3

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 1 324,3

iv) Coût total du programme 1 784,2

v) Ecart 459,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	71,1	147,1	219,0
Principal	139,1	411,4	550,5
Total	210,2	559,3	769,5

19. GAMBIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la majeure partie de la période 1980-1985, l'économie gambienne a pâti des effets de la sécheresse, de l'infestation parasitaire et des déficiences administratives. Il s'est produit une baisse substantielle des exportations d'arachides, base de l'économie, en raison de la sécheresse et de l'insuffisance de stimulants. Au cours de la période 1980-1984, le taux annuel de croissance du PIB était en moyenne de 3,1 p. 100 et celui du PIB par habitant a chuté de 0,5 p. 100 par an. De ce fait, le pays a été confronté à de graves pénuries de devises et à des problèmes de balance des paiements. "Pour résoudre ce problème, un certain nombre des mesures fiscales, notamment la dévaluation du dalasié, ont été priannées".

Les obligations de paiement ont augmenté et, en 1984, la dette extérieure totale atteignait 311,7 millions de dollars, contre 105,5 millions en 1980. Le service de la dette représentait 32,0 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. Les flux nets de ressources provenant surtout de sources officielles sont passés de 175,3 millions de dollars en 1980 à seulement 42,7 millions en 1984.

La plupart des problèmes économiques tiennent au fait que l'économie de la Gambie, un pays sahélien, repose sur une monoculture et au fait que le secteur touristique, qui absorbe 15 p. 100 de la population active, n'a pas été entièrement intégré à l'économie nationale.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement national accorde la priorité à l'agriculture pluviale, et surtout aux cultures concurrentielles (céréales secondaires et arachides). La politique d'investissement public vise des projets directement productifs et susceptibles de promouvoir les exportations et l'assainissement et le maintien de l'infrastructure existante.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes suivantes ont été adoptées par le gouvernement :

a) Plans d'incitation : augmentation des prix à la consommation et à la production du riz et des arachides; suppression des taxes à l'exportation de certains produits; et la distribution de semences d'arachides et "la plus grande participation du secteur privé dans la distribution des ingrants et la commercialisation des produits".

b) Réformes dans le secteur public : le plafonnement de l'emploi dans le secteur public et l'embargo sur les postes nouveaux ;

c) Réformes dans le secteur privé : libération des importations de riz et privatisation de certaines activités économiques du gouvernement. Le gouvernement a également ouvert la porte au secteur privé pour ce qui est du transport des produits agricoles, de l'importation et de la distribution des engrais.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale(1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	7,8
	A l'extérieur	15,2
	Total partiel	23,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	23,0
iv)	Coût estimatif du programme	157,4
v)	Ecart	134,4

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	15,4	7,2	22,6
Principal	42,4	20,7	63,1
Total	57,8	27,9	85,7

20. GHANA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Ghana a continué à enregistrer des faiblesses durant la période 1980-1984 au même titre que celles qu'elle a connues durant les années 70. Le PIB global a baissé à un taux annuel moyen de 1,3 p. 100 durant la période 1980-1984. Cette baisse a été accentuée surtout entre 1980 et 1983, mais en 1984 il y a eu un redressement remarquable du taux de croissance de 7,6 p. 100. Il y a aussi eu une baisse correspondante du revenu par habitant, avec une moyenne de 3,8 p. 100 durant la même période. L'encours de la dette publique extérieure a atteint 2,0 milliards de dollars EU en 1984 et le ratio du service de la dette s'élevait à 35,9 p. 100. Cependant, le flux net des ressources a crû de 390,5 millions de dollars EU en 1980 à 566,3 millions en 1984.

L'évolution faible de l'économie était principalement attribuable à une pauvre gestion économique et au manque des incitations adéquates visant à promouvoir la production. A ces problèmes relevant de la politique économique, s'ajoutent plusieurs autres facteurs exogènes contraignants. Les plus importants de ces facteurs sont la sécheresse prolongée, qui a sérieusement réduit la production agricole, et la détérioration des termes de l'échange du pays. La baisse des exportations a entraîné un plafonnement sévère des devises étrangères et, comme conséquence, un excès de la capacité industrielle. La production lente accompagnée par une politique monétaire inflationniste a entraîné des pressions inflationnistes dans l'économie. "Le redressement remarquable accompli en 1984 est une réflexion de l'amélioration des conditions climatiques et des réformes et incitations introduites par le Gouvernement".

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement de l'économie nationale qui était adopté en 1983 pour renverser la tendance à la baisse de l'économie est axé sur la fourniture de services agricoles, services de vulgarisation et facilités de crédit, ainsi que sur les plans d'incitations visant à accroître la production agricole, à atteindre l'auto-suffisance et à augmenter les exportations.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes adoptées par le gouvernement comprennent :

a) Plans d'incitations à la production : adoption d'une politique judicieuse en matière de fixation des prix applicables à certains secteurs-clés tels que l'agriculture (notamment la production de cacao) ; la libération des prix et le décontrôle des circuits de distribution dans le cas du secteur industriel ; l'adoption envisagée d'une politique libérale en matière de crédit et de fourniture de facteurs de production ; allocation de recettes pour l'achat de fournitures de base.

b) Réformes : les réformes concernant le secteur public mettent l'accent sur la nécessité de rationaliser la gestion et de responsabiliser les fonctionnaires;

c) Réformes concernant le secteur privé : l'adoption d'un nouveau code régissant les investissements privés et le décontrôle sont considérés comme les bases d'une économie plus productive et plus rentable.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 946,0

A l'extérieur -

Total partiel 946,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

946,0

iv) Coût estimatif du Programme

1 495,0

v) Ecart

549,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	122,7	12,4	135,1
Principal	307,8	47,5	355,3
Total	<u>430,5</u>	<u>59,9</u>	<u>490,4</u>

21 GUINEE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La Guinée a connu un léger progrès en 1980-1984 avec une croissance de l'ordre de 3 p. 100. Cependant, il y a eu le déclin de l'économie guinéenne avant cette date. En effet, l'agriculture, principale activité du pays, n'a pu progresser à cause de l'intervention intempestive de l'Etat et de l'absence d'investissements. Le secteur minier a connu aussi des difficultés dues à la crise mondiale et à d'autres facteurs internes. L'absence conséquente de devises a paralysé l'économie.

A une balance des paiements déficitaire s'est ajoutée une dette lourde de 1306,9 millions de dollars. En effet, malgré les conditions relativement favorables des emprunts, les arriérés se sont élevés jusqu'à 320 millions de dollars EU à fin 1984. D'où l'impérieuse nécessité de rééchelonnements. Le flux net des ressources a baissé à 47,0 millions de dollars EU en 1984 contre 89,0 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Dès 1985, le gouvernement s'est attelé à adopter et à appliquer un programme intérimaire de redressement national (1985-1987) :

- relance de la production vivrière (riz, légumes) et ravitaillement des villes, des cultures de rapport (banane, coton), et de l'élevage par l'initiative privée; reconstruction des structures d'appui aux paysans : crédit agricole, distribution d'intrants; et formation des paysans et vulgarisation; encouragement de techniques culturales comme la culture attelée; développement de la pêche et aménagement des points d'eau.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes en appui du Programme de redressement national s'inscrivent dans le cadre d'une politique libérale dont les principales composantes sont:

- a) décentralisation et déconcentration de la responsabilité des agents économiques;
- b) transformation des structures institutionnelles, en particulier dans le monde rural;
- c) promotion des ressources humaines et stimulation des capacités d'initiative;
- d) valorisation des ressources agricoles et halieutiques;
- e) réhabilitation du secteur minier;

- f) désengagement de l'Etat du secteur productif;
- g) réforme du secteur public et de l'Etat sur la base de la vérité économique;
- h) relance des travaux d'équipement en infrastructures de base: routes, distribution d'eau, centres de santé primaire;
- i) revalorisation du potentiel humain par la formation et l'éducation;
- j) révision en hausse des prix du producteur rural.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	102,0	
A l'extérieur	-	
Total partiel		102,0
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		102,0
iv) Coût estimatif du Programme		840,0
v) Ecart		738,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	94,3	10,9	105,2
Principal	494,6	64,6	559,2
Total	588,9	75,5	664,4

22. GUINÉE-BISSAU

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La dégradation de la situation économique de ces dernières années à laquelle s'ajoutent la sécheresse et la désertification a placé la Guinée-Bissau dans une crise profonde.

La production agricole aussi bien vivrière (riz, mil) que pour l'exportation (arachide, palmistes, noix de cajou) ont souffert de la sécheresse de 1983. Mais l'amélioration de la production en 1984 n'a pas suffi à couvrir le déficit de 40 000 tonnes pour 1985. Cependant, le PIB global a progressé à un taux de croissance de 3,3 p. 100 par an durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élève à 214,2 millions de dollars EU en 1984 dont 170,9 millions ont été contractés à des conditions libérales et 43,3 millions à des conditions non libérales. Le service de la dette représente environ 17,0 p. 100 des exportations. Le flux net de ressources ont baissé de 141,4 millions de dollars EU en 1980 à 44,2 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale : principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux de préoccupation du gouvernement dans le cadre du programme de redressement national sont : l'augmentation des superficies de riziculture, l'amélioration progressive des rendements, ainsi que celle des autres céréales, le développement de la pêche artisanale, le contrôle de la pêche industrielle, l'amélioration de l'infrastructure portuaire, des voies de desserte et des routes.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Bien que certaines réformes seront décidées lors du prochain congrès du Parti, cependant, quelques lignes directrices qui seront poursuivies apparaissent :

- a) mise en place de politiques de vente à des prix incitatifs;
- b) promotion de la production agricole par la mise en place d'un crédit agricole;
- c) subvention des intrants agricoles (engrais, outillage agricole, produits chimiques etc.);
- d) mise à la disposition des paysans des résultats de la recherche en leur fournissant des semences de céréales améliorées;
- e) mise en place d'une politique d'approvisionnement des besoins de première nécessité aux pêcheurs artisanaux en vue d'accroître leur production;
- f) redistribution de l'excédent de production agricole vers les régions déficitaires;

- g) réhabilitation de petits projets hydro-agricoles et construction de barrages anti-sel;
- h) formation des cadres à tous les niveaux;
- i) aménagement des sols et récupération des terres de bas-fonds;
- j) construction de routes et de voies d'accès vers les centres de production;
- k) entretien des routes existantes; et
- l) libéralisation et promotion de certains circuits commerciaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	21,6	
A l'extérieur	44,2	
Total partiel		65,8
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		65,8
iv) Coût estimatif du Programme		160,4
v) Ecart		94,6

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	12,4	0,9	13,3
Principal	46,0	8,7	54,7
Total partiel	58,4	9,6	68,0

23 KENYA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

En dépit des prévisions très optimistes du quatrième Plan quinquennal 1979-1983 du Kenya faisant état d'un taux annuel de croissance de 6,3 p. 100, celui-ci n'a été en réalité en moyenne que d'environ 4 p. 100 au cours de cette période. Par ailleurs, le déficit de la balance des paiements s'est alourdi et la situation budgétaire s'est beaucoup aggravée. La détérioration sensible des termes de l'échange enregistrée par le Kenya, la chute des cours du café, la récession mondiale, la contraction de la demande de biens et services kényens de la part des pays voisins et les mauvaises conditions climatiques ont été pour l'essentiel à l'origine de cette situation.

Cela a conduit le gouvernement à adopter en 1980-1981 un programme d'ajustements structurels destinés à stabiliser l'économie, à contrôler les principales variables monétaires et fiscales et à éliminer les entraves structurelles à la croissance. C'est ainsi que le taux d'inflation est tombé en dessous de 10 p. 100 en 1984 contre plus de 20 p. 100 en 1982, que le déficit budgétaire est passé de 10 p. 100 du PIB en 1981 à moins de 5 p. 100 en 1983-1985, que la masse monétaire contractée est passée de 15 p. 100 en 1980 et 1982, à moins de 8 p. 100 en 1983 et à 11 p. 100 en 1984; en outre par suite de la diminution sensible du volume des importations, le déficit courant qui était de 886 millions en 1980 a pu être réduit de plus de moitié.

La sécheresse d'une ampleur sans précédent qui a ravagé le pays en 1983-1984 a entraîné une baisse de 3,7 p. 100 de la production agricole, ramenant ainsi le taux de croissance du PIB à 0,9 p. 100 au cours de la même période. Toutefois, les prix élevés des exportations de thé et de café ont permis d'améliorer la situation sur le plan des recettes en devises. Au cours de la période 1980-1984, le PIB du Kenya a augmenté en chiffres réels à un taux annuel moyen de 3 p. 100, alors que le PIB par habitant baissait de 1 p. 100.

Entre 1980 et 1984, la dette extérieure du Kenya a plus que triplé, atteignant 3,5 milliards de dollars dont 1,2 milliard contracté aux conditions du marché, ce qui, par rapport à la dette totale, représente 54 p. 100 du PIB et 204 p. 100 par rapport aux exportations de 1984. Le rapport entre le service de la dette et les exportations de biens et services pour la même année a été de 31,8 p. 100. Les flux de ressources en 1984 ont été de 41 p. 100 inférieurs à leur niveau de 1980, soit 428,6 millions de dollars contre 964,4 millions de dollars.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le soin premier du Kenya est de relancer l'économie à un rythme annuel d'environ 6 p. 100 et ce, jusqu'à la fin du siècle. L'agriculture est le principal secteur mais on privilégie également la mise en place d'une infrastructure matérielle et la création de petites industries en milieu rural et urbain. Les ressources financières nationales seront consacrées d'abord à l'accroissement des dépenses renouvelables au titre de projets déjà réalisés et à l'utilisation optimale de la capacité industrielle et ensuite à l'exécution de projets immédiatement rentables.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes générales du secteur public visent à réduire le déficit budgétaire, à mobiliser davantage de ressources aux niveaux national et international, à améliorer la gestion de la dette, à rationaliser les investissements publics, à juguler l'inflation, à utiliser un taux de change flexible et à assouplir les mesures de restrictions juridiques et administratives. Les politiques sectorielles ont quant à elles pour but de favoriser la croissance industrielle, de promouvoir les exportations, d'encourager la production agricole, de rationaliser les dépenses de développement et d'assurer l'expansion du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	91,0	
A l'extérieur	73,0	
Total partiel		164,0
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	375,0	
A l'extérieur	417,0	
Total partiel		792,0
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		956,0
iv) Coût estimatif du Programme		1197,0
v) Ecart		241,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	532,7	119,7	672,4
Principal	709,2	374,2	1084,4
Total partiel	1281,9	493,9	1755,8

24. LESOTHO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Lesotho est un petit pays enclavé d'une superficie de 30 335 km²; sa population s'élevait à 1,5 million d'habitants en 1984. Le Lesotho fait partie du groupe des pays les moins avancés. Le produit intérieur brut était de 353,2 millions de dollars en 1983 et le PIB par habitant de 245 dollars. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a connu une baisse annuelle moyenne de 1,2 p. 100 en prix constants. L'aide publique au développement (APD) est passée de 90,3 millions de dollars en 1980 à 101,3 millions en 1983; les autres ressources hors APD n'ont connu qu'une croissance marginale, passant de 0,7 million de dollars en 1980 à 1,5 million en 1983. La dette extérieure totale a atteint 140 millions de dollars dont 107 millions au titre de l'aide à des conditions libérales. Le rapport entre les obligations du service de la dette et les exportations de biens et de services a été de 29,9 p. 100 en 1983. Les flux nets de ressources se sont réduits de 137,8 millions de dollars EU en 1980 à 102,0 millions de dollars EU en 1984.

Entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud, le Lesotho est le pays qui souffre le plus de la politique de déstabilisation politique et économique pratiquée par le régime sud-africain. Il dépend presque entièrement de l'Afrique du Sud pour ses liaisons avec le reste du monde. Son économie est totalement intégrée à celle de l'Afrique du Sud (commerce, unions douanière et monétaire) et elle a été en butte aux blocus et à l'embargo décrétés par son puissant voisin.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

L'agriculture et le développement rural, en particulier les projets d'irrigation, la production alimentaire et les ressources en eau; le transport et les communications; l'industrie; les ressources humaines et l'énergie constituent les domaines prioritaires retenus par les pouvoirs publics. Le gouvernement cherche également à améliorer la qualité des services publics tels que l'enseignement et la santé.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les résultats des organismes para-étatiques seront améliorés grâce à une meilleure gestion financière. Le mécanisme national de planification du développement sera réorganisé et restructuré. On commence à introduire des politiques de réforme des salaires et à encourager les investissements dans le secteur privé et surtout dans l'agriculture. Un nouveau plan d'investissement industriel garantissant des revenus satisfaisants à l'investissement privé a été adopté. On améliore actuellement la mise à disposition de facteurs de production agricole tels que le crédit, les services de commercialisation et de vulgarisation ainsi que le matériel agricole. Une assistance est également fournie par l'intermédiaire des coopératives aux petits et grands exploitants agricoles afin de leur permettre d'améliorer leur efficacité et leur viabilité commerciale.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	26,7	
	A l'extérieur	31,7	
	Total partiel		58,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		58,4
iv)	Coût estimatif du Programme		119,6
v)	Ecart		61,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
 (en millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	16,1	0,6	16,7
Principal	30,0	3,3	33,3
Total	46,1	3,9	50,0

25. LIBERIA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Libéria a subi une grave récession entre 1980 et 1985. La baisse des recettes totales d'exportation a été suivie de la chute des recettes publiques, de déficits budgétaires en grande partie financés par des ressources extérieures, et d'un alourdissement du fardeau de la dette. Entre 1980 et 1984, le PIB en prix constants a baissé en moyenne de 3,6 p. 100 par an, tandis que le PIB par habitant déclinait à un rythme annuel moyen de 5,7 p. 100. L'encours de la dette publique extérieure s'élève à 997,4 millions de dollars EU en 1984 et le ratio du service de la dette s'élève à 25,6 p. 100 entre 1980 et 1984. Le total net du flux de capitaux a chuté de 178,9 millions de dollars en 1980 à 168,0 millions de dollars en 1983. Les résultats économiques médiocres ainsi que la grave récession ont entraîné la fermeture de la raffinerie, l'accumulation d'arriérés dans le traitement des fonctionnaires et mis les pouvoirs publics dans l'impossibilité de satisfaire les conditions imposées par le FMI dans le cadre des accords stand-by qui, en conséquence, ont été annulés.

Ces graves difficultés économiques provenaient de divers facteurs, dont des bas prix appliqués aux principales exportations du Libéria, des problèmes dans la gestion économique, des graves pénuries de ressources, le manque de stimulants appropriés et la fuite massive des capitaux dans la période qui a suivi le soulèvement politique et la guerre civile.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement de l'économie nationale met un accent tout particulier sur l'augmentation de la production alimentaire, grâce à l'amélioration de la gestion agricole, à des aides à la production et à des services de vulgarisation. La politique en matière d'investissement public a consisté à encourager les investissements à très haute rentabilité et à périodes de gestation courtes, ainsi que ceux nécessitant un apport de fonds très faible au niveau national.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) Aide financière aux agriculteurs pour la production de caoutchouc, d'huile de palme, de produits forestiers et de riz ;

b) Réformes dans le secteur public : restructuration des finances et de l'emploi, rationalisation de toutes les entreprises publiques et privatisation de certaines ; création de l'Office des sociétés d'Etat chargé de superviser les entreprises publiques ;

c) Réformes dans le secteur privé : dispositions relatives à la coentreprise et à la gestion dans le secteur privé ; élimination progressive des restrictions sur 36 articles industriels produits localement, et amélioration de la structure tarifaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	14,0
	A l'extérieur	-
	Total partiel	14,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	14,0
iv)	Coût estimatif du Programme	374,0
v)	Ecart	360,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	133,3	30,7	164,0
Principal	229,9	143,2	373,1
Total	363,2	173,9	537,1

26. JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie libyenne continue à subir le contrecoup des perturbations observées sur le marché mondial du pétrole, perturbations qui ont des répercussions sur les cours et la demande de pétrole brut. C'est la raison pour laquelle en 1984, le volume des exportations de pétrole n'a été que de 59 p. 100 de son niveau de 1980. En valeur, les revenus pétroliers ont chuté de plus de moitié, passant de 21691,9 millions de dollars en 1980 à 10629,9 millions en 1984 et 9549,0 millions en 1985. La quasi-totalité des recettes d'exportation et des revenus publics provenant de la vente du pétrole, les autres secteurs de l'économie ont été parallèlement touchés, encore qu'à un degré moindre. Depuis 1980 le pays enregistre donc un taux de croissance économique négatif de 6 p. 100 par an en moyenne. Le pays a été contraint, devant la diminution constante des revenus pétroliers et en dépit de la réduction du volume des importations, de puiser abondamment dans ses réserves en devises dont le niveau a baissé pour la quatrième fois consécutive en 1984. La dette publique extérieure s'élevait à 797,8 millions de dollars EU en 1984 et les flux nets de ressources ont atteint -3,3 milliards de dollars EU contre -1,5 milliard en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

La Libye accorde la plus haute priorité à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, d'où l'accent mis sur le développement de l'agriculture et du secteur alimentaire en particulier. L'un des principaux objectifs de son programme de priorités est de parvenir à un taux d'autosuffisance d'environ 90 p. 100 pour ce qui est des céréales alimentaires et à une autosuffisance complète pour ce qui est des produits de l'élevage et de la volaille. Des méthodes modernes de production alimentaire et d'irrigation et une réorientation de la gamme des productions agricoles sont envisagées pour privilégier des cultures dont les besoins en matière d'irrigation sont moindres. Le développement de l'agriculture est également considéré comme un moyen de freiner l'exode rural. A cet égard, le grand projet d'aménagement d'un fleuve artificiel dont l'exécution doit commencer en 1990 constitue l'un des principaux programmes de transformation. Ce projet qui nécessite une assistance technique permettra d'acheminer 1 500 millions de mètres cubes d'eau souterraine par an vers l'intérieur du pays désertique. Pour protéger les projets de zones côtières et désertiques de l'avancée du désert, les programmes de reboisement au cours d'exécution seront renforcés.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Sur le plan de la production, le gouvernement accorde la priorité au développement du secteur agricole par le biais d'une participation directe à la mise sur pied d'exploitations pilotes mixtes et de mesures destinées à encourager la pratique de l'agriculture en tant qu'occupation en octroyant des titres fonciers, en révisant à la hausse les prix des produits agricoles

et en encourageant la création d'entreprises populaires de production, de financement et de commercialisation. Des routes de desserte sont actuellement construites et des services agricoles mis à la portée des agriculteurs. Compte tenu de ses difficultés financières actuelles, le gouvernement met l'accent sur l'achèvement des projets en cours d'exécution, l'utilisation accrue des moyens existants, en particulier dans l'industrie, la réduction des dépenses superflues, la rationalisation de l'utilisation des devises et l'adoption de mesures rigoureuses de contrôle bancaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	1 097,8
A l'extérieur	-
Total partiel	1 097,8

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	4 406,5
A l'extérieur	-
Total partiel	4 406,5

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

5 504,3

iv) Coût estimatif du Programme

5 504,3

v) Ecart

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt
Principal
Total

... = non disponible

27. MADAGASCAR

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984 le produit intérieur brut a diminué en moyenne de 1,2 p. 100 par an. Cependant on observe un léger redressement de la situation économique au cours de l'année 1984 qui a enregistré un taux de croissance de l'ordre 2,1 p. 100 par rapport à l'année précédente, résultant des programmes d'ajustement structurel. Compte tenu de l'accroissement de la population (2,7 p. 100), le PIB par habitant a marqué une baisse annuelle de 4,5 p. 100 entre 1980 et 1984. Le secteur primaire a cru de 3 p. 100 par an en moyenne tandis que le secteur secondaire a connu une baisse annuelle d'environ 6 p. 100 par suite de la chute de la valeur ajoutée de la branche Construction. Le secteur tertiaire n'a pas évolué au cours de la période considérée.

"Après plusieurs années de déficits, la balance des paiements s'est améliorée avec un solde positif en 1984, résultant surtout de bonnes conditions climatiques, la réduction des importations et la croissance des exportations du café, de gants de caoutchouc, de chromes, et des graphites". Le déficit des transactions courantes en pourcentage du PIB est passé de 14,6 p. 100 en 1981 à 10,2 p. 100 en 1984. De même le déficit des finances publiques qui était de 14,9 p. 100 du PIB en 1981 est revenu à 4,3 p. 100 du PIB en 1984. Le taux d'inflation n'est plus que de 9 p. 100 au cours de l'année 1984 alors qu'il avait augmenté annuellement de 30,5 p. 100 et de 31,5 p. 100 respectivement en 1981 et 1982.

A la fin de l'année 1984, le niveau de la dette extérieure atteignait 2 119,8 millions de dollars des Etats-Unis dont 1 326,4 millions de dollars à des conditions libérales. Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations après rééchelonnement s'élevait en 1984 à 33,0 p. 100. Il avait atteint 75,3 p. 100 sans le rééchelonnement. Le flux net de ressources a baissé de 561,3 millions de dollars des Etats-Unis en 1981 à 318,0 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme d'investissements publics portant sur la période 1984-1990 met l'accent sur les secteurs productifs et l'infrastructure. Il se rapporte par ordre de priorité :

1) Au secteur du développement rural : programmes d'augmentation des productions vivrières (riz, maïs, blé etc.) et des produits d'exportation, projets d'irrigation des terres, élevage et pêche;

2) Au secteur infrastructure : réhabilitation des routes et des pistes de desserte;

3) A la lutte contre l'érosion des sols.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Afin d'atteindre les objectifs du programme, le gouvernement a pris des mesures pour :

1) Accroître la production : accroissement des prix aux producteurs, notamment des produits agricoles; libéralisation des prix de la collecte et de la commercialisation; existence d'un nouveau code des investissements plus libéral et assouplissement des procédures administratives du commerce extérieur;

2) Renforcer la capacité de l'épargne publique : réduction du déficit des finances publiques; assainissement de la situation financière des entreprises publiques et privatisation de leur gestion;

3) Mobiliser les ressources extérieures par l'intermédiaire du Groupe consultatif de Paris.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

i) Ressources déjà mobilisées	<u>Millions de dollars E.U</u>	
A l'intérieur	46,3	
A l'extérieur	67,3	
Total partiel		113,6
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	76,0	
A l'extérieur	97,1	
Total partiel		173,1
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		286,7
iv) Coût estimatif du Programme		872,0
v) Ecart		585,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	221,7	83,3	305,0
Principal	544,8	273,9	818,7
Total	766,5	357,2	1123,7

28. MALAWI*

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Malawi a une superficie de 118 484 km² et compte une population de 6 810 000 habitants, le taux d'accroissement démographique étant de 3 p. 100 par an. L'agriculture est la clé de voûte de l'économie; les petites exploitations agricoles produisent principalement du maïs, des arachides, du coton et du tabac tandis que les exploitations commerciales produisent du thé, du tabac et du sucre. Entre 1980 et 1984, le PIB en termes réels a crû à un taux annuel, moyen de 1,2 p. 100. Ce taux de croissance faible est attribuable à la rupture des routes de chemins de fer traditionnelle vers les ports, les mauvaises conditions climatiques, en 1977-1980 et la détérioration des termes de l'échange du pays. Comme résultat, Malawi a dû faire face à une baisse sévère du revenu par habitant à des taux d'inflation galopantes et à des déséquilibres sérieux de balance des paiements et du budget.

L'emprunt extérieur à des conditions commerciales a augmenté sensiblement pour compenser les coûts d'importation requis pour la production et le maintien de standard de vie pendant que la dette extérieure augmentait. Le montant total de la dette extérieure du Malawi s'est élevé en 1984 à 788 millions de dollars, dont un montant de 482 millions accordé à des conditions libérales et 306 millions à des conditions non libérales. Le coefficient du service de la dette s'est monté, en valeur réelle, à 27,3 100 en 1984. Le flux net de ressources a baissé à 195,0 millions de dollars des Etats-Unis en 1984 contre 293,3 millions en 1980.

La situation relative aux investissements a été favorable pour les investisseurs et les donateurs ont fortement contribué au développement du pays, tandis que les ressources localement disponibles sont mobilisées par des banques commerciales qui offrent des taux d'intérêt élevés.

2. Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990 : Principaux domaines d'intervention

Les quatre principaux domaines du programme prioritaire de redressement économiques sont :

a) Agriculture : développement rural, la sécurité alimentaire, le renforcement du système de commercialisation agricole et la diversification des cultures;

b) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : la recherche des routes d'accès à la mer; la petite industrie, l'amélioration des routes d'accès et la rehabilitation des industries existentes;

c) La mise en valeur des ressources humaines;

d) Sécheresse et désertification : l'accent sera mis sur l'exploitation de charbon pour fournir l'énergie renouvelable.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour accroître le produit de petits paysans, surtout pour l'exportation;

* Certaines de données qui apparaissent dans cet aperçu général du pays ont été plus récemment mis à jour que celles qui se trouvent dans l'appendic statistique.

mesures suivantes sont envisagées de prix rémunérateurs, des bonnes politiques de commercialisation et l'amélioration des achats et la distribution des engrais.

- Dans le secteur public : les mesures comprennent : la modernisation de la gestion, l'accroissement de l'accès au crédit et la diversification de la production
- Dans le secteur industriel, l'accent est mis sur l'assouplissement du système de contrôle des prix. Les mesures seront prises pour améliorer le rendement des entreprises para-publiques.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

i) Ressources déjà mobilisées	<u>Millions de dollars E.-U.</u>	
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	83,4	
A l'extérieur	255,7	
Total partiel		339,1
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		339,1
iv) Coût estimatif du Programme		849,9
v) Ecart		510,8

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990) millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	90,4	19,6	110,0
Principal	122,4	87,6	210,0
Total	212,8	107,2	320,0

29. MALI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980, le Mali a été confronté à d'énormes difficultés avec des conséquences désastreuses sur les performances de l'économie en général : faible niveau d'organisation et forte centralisation de l'appareil économique;

déséquilibres des comptes extérieurs et des finances publiques; faible capacité intérieure de financement des investissements; exacerbation des conditions climatiques entraînant une aggravation du déficit alimentaire. Le taux d'accroissement du produit intérieur brut à prix constants a été en moyenne de 0,2 p. 100 par an entre 1980-1984.

Le montant de la dette extérieure s'élevait à 1176 millions de dollars en 1984 dont 1084,5 millions à des conditions libérales et 91,5 millions à des conditions non libérales. Entre 1982 et 1984, on estime que le ratio du service de la dette après rééchelonnement est passé de 6,2 à 16,7 p. 100 des recettes d'exportation de biens et services.

Le flux de ressources nettes qui était de 812,2 millions de dollars en 1980, a baissé sensiblement à 302,0 millions en 1984. La part de l'APD s'est élevée respectivement à 776,2 et 273,0 millions de dollars durant la même période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

a) L'agriculture dont les principales composantes sont : la sécurité alimentaire avec notamment les mesures de lutte contre les crises alimentaires; la sécurisation et l'accroissement des revenus agricoles, spécialement par la maîtrise de l'eau et le développement des ressources en eau; l'amélioration des techniques de stockage villageois des produits vivriers;

b) La lutte contre la sécheresse et la désertification dont la stratégie repose sur deux axes : protéger ce qui existe et reconquérir les zones en voie de désertification;

c) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : l'approvisionnement suffisant et régulier des unités de transformation des produits agricoles; l'amélioration de la commercialisation et du crédit agricole; l'entretien et le développement des pistes rurales.

d) Mise en valeur des ressources humaines par l'amélioration de la gestion des institutions et du rendement du secteur public et la planification de l'emploi.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) Le secteur des finances publiques : réduction, voire élimination du déficit budgétaire chronique (application de mesures fiscales, budgétaires, salariales et monétaires);

b) Le renforcement du secteur des comptes extérieurs par la réduction des importations de produits non céréaliers et accroissement des exportations de coton;

c) La restructuration du secteur d'Etat grâce à la compression des effectifs; la fermeture de certaines entreprises non viables; le rétablissement de la vérité des prix;

d) amélioration des conditions de production qui a porté notamment sur la réhabilitation du secteur d'Etat, la restructuration du marché céréalier et la réorganisation de la filière coton.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	59,4
	A l'extérieur	17,7
	Total partiel	77,1
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	290,7
	Total partiel	290,7
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	367,8
iv)	Coût total du Programme	539,1
v)	Ecart	171,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars E.-U.)

Types de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	74,5	7,2	81,7
Principal	340,3	18,5	358,8
Total	414,3	25,7	440,5

30. MAURITANIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'ampleur des problèmes de la Mauritanie constitue une lourde hypothèque pour l'avenir, si un programme de redressement vigoureux n'est pas exécuté. Le produit intérieur brut par habitant a chuté, malgré un taux d'investissement très élevé. La persistance de la sécheresse, la crise économique internationale, et les effets de la guerre comptent dans l'aggravation de la situation qui a prévalu

jusqu'alors. La production des céréales est tombée au sixième de son volume moyen. Les exportations de minerai de fer ont également chuté bien qu'elles aient repris en volume en 1984, avec cependant la dégradation des prix mondiaux et la baisse de leur valeur réelle. Le PIB a progressé par 1,4 p. 100 par an seulement en termes réels durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 1 397,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1984 alors que le ratio du service de la dette aux exportations était de 38,6 p. 100 en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du Programme de redressement 1985-1988, le gouvernement met l'accent sur la valorisation de la pêche, considérée comme une source renouvelable de richesse, la relance de la production de mil, sorgho, maïs et paddy, l'extension des surfaces cultivables, la reconstitution du cheptel, la priorité à l'eau potable, le désenclavement de régions éloignées, l'amélioration de l'environnement institutionnel, la promotion du secteur privé notamment les petites et moyennes entreprises.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes décidées ou envisagées comprennent :

- a) Augmentation des prix aux producteurs d'au moins 20 p. 100;
- b) Généralisation de l'accès aux avantages du code des investissements;
- c) Mise en place d'un crédit agricole;
- d) Prise en charge par les bailleurs de fonds des charges récurrentes de certains projets;
- e) Promulgation d'une nouvelle législation foncière;
- f) Promulgation d'un code de l'eau;
- g) Mesures de rentabilisation du secteur pêche;
- h) Redéploiement des investissements vers les domaines prioritaires et améliorer la productivité;
- i) Sélection des projets à impact rapide sur la production ou absolument vitaux pour satisfaire les besoins essentiels de la population;
- j) Réduction du programme des investissements.
- k) Politiques de gestion des ressources (monétaires et fiscales) : mobilisation et amélioration des recouvrements;

1) Revue du système d'exonération fiscale, de taxes douanières et taxation des secteurs exportateurs;

m) Amélioration de la coordination entre services fiscaux;

n) Institution du débarquement obligatoire des prises de pêche;

o) Gel des effectifs en 1985 et diminution de la masse salariale;

p) Réduction des subventions et réhabilitation du secteur public;

q) Rééchelonnement de la dette et mise en place d'un comité du suivi de la dette.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

		<u>Millions de dollars E.-U.</u>
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	49,0
	A l'extérieur	-
	Total partiel	49,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	809,0
	Total partiel	809,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	858,0
iv)	Coût estimatif du Programme	1 221,0
v)	Ecart	363,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	132,8	21,0	153,8
Principal	527,0	69,7	596,7
Total	659,8	90,7	750,5

31. MAURICE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Après la très mauvaise année qui a prévalu en 1980, le gouvernement a introduit un programme d'ajustement structurel pour redresser l'économie. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen annuel de 4,1 p. 100 et son niveau en 1984 a dépassé celui de 1979. Le fait le plus important de la période est la performance du secteur industriel en particulier celle de l'Export Processing Zone (EPZ) et du secteur du tourisme qui ont crû respectivement de 16 p. 100 et de 10 p. 100 par rapport à l'année 1983. Ces deux secteurs, en termes de production, de création d'emplois et de gains en devises, sont devenus le moteur de la croissance économique. De même le secteur agricole a aussi montré un progrès sensible dans la production du sucre et du thé grâce à des meilleures conditions climatiques et à des prix élevés à l'exportation.

La balance des paiements s'est améliorée considérablement. Le déficit du compte courant a chuté de 13 p. 100 du PIB en 1981 à environ 3,8 p. 100 du PIB en 1984. Le déficit des finances publiques n'est plus que de 6,5 p. 100 du PIB en 1984 contre 12,9 p. 100 en 1981. Le taux annuel de l'inflation s'est modéré aux alentours de 7 p. 100 après une période de très forte inflation avec un maximum de 42 p. 100 pour l'année 1980. Le taux d'épargne intérieure qui était de 12 p. 100 du PIB a augmenté au cours de la période par suite de l'amélioration de la situation économique et a atteint 18 p. 100 du PIB en 1984. Mais il a toujours fallu recourir aux emprunts extérieurs pour financer les investissements.

A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique s'élevait à 412,4 millions de dollars. Il est à signaler que seulement 24 p. 100 de cette dette sont des prêts à des conditions libérales et que le reste est constitué par des prêts commerciaux à long et à court termes contractés sur les marchés des capitaux (prêts en eurodollars). Le poids du service de la dette est assez critique puisqu'il représente 23,3 p. 100 par rapport aux exportations de biens et services en 1984. Le flux net de ressources a baissé de 199,1 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 46,6 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

En 1985 le gouvernement a adopté le Programme d'investissement du secteur public pour la période fiscale 1984/1985-1986/1987 avec des projets qui s'étalent jusqu'à l'année fiscale 1988/1990. Le gouvernement a accordé la première priorité à l'agriculture portant sur des projets de développement des ressources en eau (irrigation), de recherche, d'études et de formation dans le domaine agricole, d'infrastructures physiques (entrepôts, aménagement des sols) et à la reforestation. La seconde priorité se rapporte aux industries agro-alimentaires, suivie du développement des ressources humaines (projets relatifs à la formation technique).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La stratégie de développement pour la réalisation de ce programme d'investissements du secteur public consiste à drainer les ressources vers les secteurs productifs. Ainsi, le gouvernement réduira ses dépenses de fonctionnement et maintiendra le déficit des finances à un niveau bas afin de permettre au secteur privé de bénéficier encore plus de crédit sur le marché local de capitaux. De même, afin de soutenir davantage les investissements et de préserver les réserves extérieures de change, la politique monétaire restrictive introduite dans le cadre du programme de stabilisation sera maintenue.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national (1986-1990)

Millions de dollars E.U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	2,6	
	A l'extérieur	12,8	
	Total partiel		15,4
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	52,1	
	A l'extérieur	10,2	
	Total partiel		62,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		77,8
iv)	Coût estimatif du Programme		99,0
v)	Ecart		21,2
5.	<u>Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u>		

Type de créanciers

	Publics	Privés	Total
Intérêt	90,8	31,4	122,2
Principal	142,6	73,9	215,5
Total	232,4	105,3	337,7

32. MAROC*

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les conditions économiques peu favorables qui prévalent sur la scène internationale et, en particulier, la détérioration des cours des produits miniers, notamment le phosphate qui est le principal produit d'exportation, de même que la sécheresse qui a frappé le pays au cours des années écoulées ont contribué à stopper la croissance dans le pays et exercent de très fortes pressions sur la balance commerciale et des paiements. Toutefois l'économie nationale a, au cours des cinq dernières années, connu un taux d'accroissement annuel de 2,9 p. 100, bien que le rythme de croissance ait beaucoup varié d'une année à l'autre, en raison d'une série de facteurs perturbateurs externes (crise internationale, surévaluation en dollar et des taux d'intérêt, problème de la dette extérieure lié à la carence des capitaux, pratiques protectionnistes, etc) combinés à l'irrégularité de la situation pluviométrique et au poids des dépenses inhérentes à la dépense de l'intégrité du territoire national. Le service de l'énorme dette d'un montant de 13 milliards 350 millions de dollars qui, en 1984, a représenté environ 32,0 p. 100 des exportations, a créé de nouveaux problèmes en ce qui concerne la situation de la balance des paiements. Le rééchelonnement d'une partie de la dette a permis d'obtenir des résultats positifs pour ce qui est des apports nets de capitaux étrangers, mais la situation de la balance des paiements reste précaire. Toutefois, le déficit budgétaire par rapport au PIB s'est amenuisé et est passé de 12,3 p. 100 en 1982 à 8,5 p. 100 en 1983 et à 6,7 p. 100 en 1984, grâce aux vastes réformes budgétaires entreprises ces dernières années.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire du Maroc accorde une grande importance au développement du secteur agricole, aussi bien pour la production irriguée que pluviale. Les efforts visent essentiellement à libérer l'économie de la sécheresse, et, en conséquence, l'accent est mis sur l'achèvement de barrages de grande et moyenne importance, et la construction de petits barrages jusqu'au niveau des villages est encouragée. La priorité a également été accordée au rétablissement de l'équilibre écologique et au reboisement. Ce dernier fait d'ailleurs partie d'un programme de développement rural intégré, destiné à améliorer la qualité de la vie dans les zones rurales et, partant, à encourager l'agriculture, créer des emplois et réduire l'exode rural. Un programme d'électrification rurale et de développement des énergies, renouvelables est également prévu.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Maroc continue d'appliquer un programme de stabilisation économique appuyé par le FMI. Ce programme vise à restaurer l'équilibre de la balance commerciale et des paiements et à réactiver le processus de la production au niveau national

* Certaines de données qui apparaissent sur l'aperçu général du pays ont put être plus récemment mis à jour que celles qui se trouvent sur l'appendix statistique.

pour assurer cet équilibre à un niveau plus élevé de l'activité économique. La politique appliquée dans le domaine de l'agriculture implique de meilleures facilités de crédit pour la production agricole et notamment les produits alimentaires de base, et une incitation accrue à la provision des prix rémunérateurs aux fermiers. Dans le domaine d'industrie, l'accent est mis sur la formation et la diversification des exportations des produits pour lesquels le Maroc peut bénéficier d'avantages comparatifs, sur la restructuration du tissu industriel et sur l'adoption de politiques appropriées des prix des produits industriels. Dans le domaine du commerce extérieur, l'attention particulière est placée sur la libération des importations et la promotion des exportations. Les autres mesures comprennent : l'encouragement de l'épargne privée et la stimulation des transferts des travailleurs nationaux à l'étranger, la rationalisation des opérations du secteur public, et la simplification des procédures administratives.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	3408,6
	A l'extérieur	-
	Total partiel	3408,6
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponible	3408,6
iv)	Coût estimatif du Programme	5404,3
v)	Ecart	1995,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	1 660,1	739,7	2 399,8
Principal	3 962,6	3 058,3	7 021,4
Total	5 622,7	3 798,5	9 421,2

33. MOZAMBIQUE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Mozambique subit depuis 1980 un net déclin dû principalement à la dévastation des infrastructures résultant des catastrophes naturelles telles que cyclones et sécheresse et des actions de guérilla menées par les groupes appuyés par l'Afrique du Sud. La baisse de la production et la faible productivité du secteur agricole ont été les principales causes de la baisse du PIB, qui a été en moyenne de 2,6 p. 100 au cours de la période 1980-1984. Le PIB par habitant a baissé à un taux annuel de -5,9 au cours de la même période.

L'effet de la politique de déstabilisation menée par l'Afrique du Sud sur l'économie mozambicaine, le volume important de ressources consacrées à la défense et la réduction des exportations qui l'accompagne ont entraîné un alourdissement du fardeau de la dette, s'élevant à 281 millions de dollars des Etats-Unis en 1984. Le flux net de ressources ont baissé considérablement de 539,8 millions de dollars EU en 1982 à 162 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

La priorité la plus élevée est accordée à la production agricole. Viennent ensuite la remise en état, la construction et l'entretien des infrastructures, la mise en valeur des ressources humaines et la lutte contre les effets de la sécheresse.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

L'accroissement de la production agricole, en particulier au niveau des unités de production familiales, est encouragé grâce à la fourniture de biens de consommation et de facteurs de production agricole. En outre, dans le cadre d'une vaste réforme visant à améliorer l'efficacité des sociétés semi-publiques en accordant à leurs dirigeants une autonomie et une responsabilité plus grandes, on espère augmenter la production agricole et industrielle dans le secteur public. Les sociétés semi-publiques devraient prendre des mesures pour améliorer leur rentabilité. Des mesures ont également été prises pour instituer des méthodes efficaces de contrôle et de supervision des sociétés semi-publiques.

S'agissant de la mobilisation des ressources, des réformes ont été introduites afin d'augmenter les recettes en améliorant l'encaissement de ces ressources.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

iv) Coût estimatif du programme

363,3

v) Ecart

363,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	423,0	-	423,0
Principal	1 154,0	-	1 154,0
Total	1 577,0	-	1 577,0

34. NIGER

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Niger a accordé un rôle privilégié à l'extraction et à la commercialisation de l'uranium, en vue de dégager les ressources nécessaires au financement d'autres secteurs, comme l'agriculture, l'industrie, les infrastructures. Cependant, la baisse dans la demande et l'effondrement des cours mondiaux de l'uranium dès 1981 n'ont pas permis de réaliser le plan d'investissement. Le recours aux financements

extérieurs n'a pu compenser le manque à gagner dans les recettes d'exportations et a alourdi le service de la dette. Cette conjoncture a entraîné un ralentissement du niveau des affaires. Ceci a été accentué par la réduction de l'emploi. A ces difficultés se sont ajoutés en 1983-1984 les effets de la terrible sécheresse qui a réduit à néant les maigres récoltes, a décimé le cheptel et accéléré la dégradation du pouvoir d'achat des populations rurales et urbaines. Par conséquent, l'évolution du PIB correspondait à des taux de croissances négatifs durant les 4 sur 5 dernières années, avec une moyenne annuelle de -4,5 p. 100.

L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 826 millions de dollars des Etats-Unis en 1984. Le service de la dette représentait 36,4 p. 100 des recettes d'exportations. Le flux net de ressources a baissé de 419,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 79,5 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement national est axé principalement sur la relance de la production alimentaire, avec l'accent sur les cultures irriguées, l'hydraulique villageoise, la poursuite de la mise en place des infrastructures routières, la réforme du crédit agricole et la relance de la recherche agronomique et de la formation professionnelle.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La mise en place du programme prioritaire nécessite des mesures de réforme politique que le gouvernement entend promouvoir ou a déjà prises :

a) Mesures visant au recouvrement par l'Etat d'une part importante des coûts des services publics :

b) Rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier : combinaison de la rigueur budgétaire avec une restructuration des dépenses pour améliorer l'efficacité des investissements; formulation d'un programme d'investissement triennal glissant; limiter le rôle dominant du secteur public dans l'économie; réduction des charges sociales, du personnel et des subventions directes; introduction de la TVA, et révision du code des investissements;

c) Permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques :

- Introduction de mesures d'incitation appropriées pour les investissements privés à travers la libéralisation des prix et de la distribution;
- Suppression de tous les monopoles et quasi-monopoles à l'importation à l'exception des produits pétroliers et du gaz;

- Privation complète ou partielle des centaines d'entreprises publiques et réduction de la participation de l'Etat dans des sociétés d'économie mixte;
- Réforme des politiques industrielles et commerciales pour contribuer à dynamiser le secteur privé avec notamment la révision du système des prix des produits industriels locaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur
A l'extérieur

31,1
402,2

Total partiel

513,3

ii) Ressources à mobiliser

A l'intérieur
A l'extérieur

Total partiel

iii) Monstant estimatif des ressources probablement disponibles

513,3

iv) Coût estimatif du Programme

1 204,6

v) Ecart

691,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	100,9	40,2	141,1
Principal	171,8	140,0	311,8
Total	272,7	180,2	452,9

35. NIGERIA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les résultats économiques enregistrés par le Nigéria au cours de la période 1980-1985 étaient liés aux recettes d'exportation du pétrole, à l'efficacité de la gestion économique et aux performances des secteurs de production, notamment alimentaire, agricole et manufacturier. Au cours des années 80, on a assisté à une baisse des cours des produits pétroliers et, partant, des recettes d'exportation et des recettes fédérales. La crise pétrolière a entraîné une diminution sensible de la production industrielle et agricole, un accroissement des importations de denrées alimentaires et exacerbé les problèmes de balance des paiements. Au cours de cette même période, trois différents gouvernements se sont succédés, dont un civil appuyé par un énorme corps administratif bien structuré aussi bien au niveau local que fédéral; en outre, on a assisté à une baisse des réserves extérieures du Nigéria, qui sont passées de 10,2 milliards de dollars en 1980 à moins 1,5 milliard en 1984; la dette extérieure a presque quadruplé, soit moins de 5 milliards de dollars en 1980 contre 19,8 milliards de dollars en 1985, ce dernier chiffre comprend les arriérés commerciaux à court terme. Le ratio du service de la dette est passé de 15 p. 100 en 1980 à 27,5 p. 100 en 1984. Le flux net de ressources a augmenté considérablement de 178,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 4916,0 millions en 1982, et ont ensuite baissé à 3457,0 millions en 1983 et à 1399,0 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement économique met l'accent sur le développement du secteur des petits exploitants dans le cadre de programmes de développement rural intégré et sur l'achèvement de projets en cours de réalisation ainsi que sur le redressement et l'entretien des équipements existant, promotion des exportations, et la livraison des matières premières locales aux industries.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes s'inscrivant dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale comprennent notamment : a) des mesures d'incitation sous forme d'élimination graduelle des subventions sur les intrants agricoles, et l'introduction de l'appui effectif des prix de distribution d'engrais et de pesticides aux agriculteurs et de libéralisation de l'accès au crédit agricole. Les importations de riz, de maïs, de poussins l'huile d'olive et poisson séché ont cessé; b) il a été décidé par ailleurs d'établir au niveau du secteur public un service de production agricole et de développement rural, de privatiser certaines entreprises publiques agricoles, hôtelières et industrielles non stratégiques et de mettre un terme à la participation directe des pouvoirs publics à la

production agricole et à sa répartition; c) au niveau du secteur privé, il s'est agi de permettre aux compagnies aériennes privées d'exploiter davantage les lignes intérieures de libéraliser davantage les politiques d'importation de matières premières, des équipements agricoles et de pièces détachées et de simplifier la réglementation et les principes régissant les investissements industriels et l'activité bancaire commerciale; d) politique du taux de change : l'ajustement réel de la valeur extérieure du Naira en vue de réduire le degré de surévaluation et l'opération du second marché du change des devises étrangères comme un prolongement logique du système des comptes nationaux relatifs aux monnaies étrangères."

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	8 724,0	
	A l'extérieur	596,0	
	Total partiel		9 320,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	1 117,0	
	Total partiel		1 117,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		10 437,0
iv)	Coût estimatif du Programme		11 162,0
v)	Ecart		725,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Public</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	904,4	2 207,3	3 111,7
Principal	1 276,4	9 316,7	10 593,1
Total	2 180,8	11 524,0	13 704,8

36. RWANDA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Pays complètement enclavé, en Afrique centrale, le Rwanda doit faire face aux deux autres problèmes : à savoir l'étroitesse de ses terres arables et de la raréfaction de ses ressources naturelles.

En 1984, la population totale s'élève à 5,9 millions, sur une superficie totale de 26 338 km², soit une densité de 225 hab/km², ce qui place ce pays aux dimensions modestes à la tête des pays les plus densément peuplés en Afrique. Avec un taux de croissance annuelle de 3,6 p. 100, la population atteindra 7,4 millions en 1990, dont 95 p. 100 en milieu rural. La croissance du PIB a été généralement bas et errant. Après une croissance de 8,1 p. 100 en 1981, il est tombé sensiblement à 1,1 p. 100 en 1982 pour monter à 3,0 p. 100 en 1983 et tomber encore à -2,8 p. 100 en 1984. Dans l'ensemble, le PIB a progressé à un taux annuel moyen de 2,4 p. 100 pour la période 1980-1984. Le PIB par habitant aux prix courants est passé de 1980 à 1984, de 224 à 293 dollars, accusant un taux de croissance de 0,9 p. 100.

Le montant de la dette extérieure à des conditions libérales s'élève à 254,5 millions, à la période 1984. Quant au service de la dette, il représente 6,1 p. 100 pour la même période, mais il est estimé de 15 à 20 p. 100 pour la période de 1986 à 1990. Le flux total des ressources nettes a baissé de 171,3 à 147,4 millions de dollars, pour la période de 1980 à 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Parmi les principaux domaines retenus dans le cadre du Programme de redressement économique national figurent notamment :

- a) alimentation et agriculture (autosuffisance alimentaire);
- b) mesures de soutien à l'agriculture, dont notamment : la protection des sols et l'amélioration des rendements, le développement des ressources énergétiques et des petites et moyennes industries;
- c) valorisation des ressources humaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Parmi les différentes mesures adoptées ou envisagées, il y a lieu de noter :

- a) révision de la législation fiscale, du tarif douanier et du code des investissements et stimulation des investissements surtout dans les petites et moyennes entreprises et leur répartition régionale;

- b) création d'un fonds spécial de garantie pour les entrepreneurs nationaux qui n'ont pas de garanties réelles;
- c) Austérité et rigueur dans la gestion du secteur public;
- d) Mobilisation de l'épargne populaire;
- e) Application des taux d'intérêt sélectifs du crédit à l'économie;
- f) Révision de la législation fiscale et du tarif douanier et austérité dans la gestion;
- g) Coordination et harmonisation des actions de développement par le Ministère du Plan et par des comités interministériels de coordination;
- h) L'orientation des investissements publics vers les secteurs rentables;
- i) La mise en place de mécanismes de suivi et de contrôle d'exécution des programmes de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur		
A l'extérieur		
Total partiel		
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	238,9	
A l'extérieur	723,6	
Total partiel		962,5
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		962,5
iv) Coût estimatif du Programme		1 251,2
v) Ecart		288,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	20,3	-	20,3
Principal	54,1	-	54,1
Total	74,4	-	74,4

37. SAO TOME-ET-PRINCIPE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le PIB à prix courants du marché atteindrait un niveau de 34,7 millions de dollars E.U. en 1984 contre 45,6 millions en 1980, soit une régression de 6,7 p. 100 par an en moyenne. Les causes de cette chute catastrophiques de l'activité économique ne sont pas connues avec précision. Mais cela est dû à la baisse de la production et des prix du cacao, le principal produit agricole représentant environ 40 p. 100 du PIB et 80-90 p. 100 des exportations. La sécheresse des années 80 a aussi contribué à la régression de l'économie. Le PIB par habitant a chuté d'une façon dramatique de 486 dollars E.U. en 1980 à 328 dollars en 1984.

La dette publique extérieure a atteint un niveau de 75,2 millions de dollars à la fin de 1984. La moitié de ces prêts a été consentie à des conditions très favorables (à taux d'intérêt de 1 p. 100 et durée de remboursement de 13 ans), un quart à des conditions favorables à taux d'intérêt de 4 p. 100 et 8 ans pour remboursement) et le dernier quart à des conditions commerciales. Le service de la dette qui était estimé à 0,9 million de dollars E.U. en 1981 s'est élevé à 2,5 millions de dollars E.U. en 1984, représentant environ 23,7 p. 100 des recettes d'exportations des biens et services. Le flux net des ressources se monte à 7,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'ordre des principaux domaines arrêtés par le gouvernement comme priorité nationale est le suivant : a) agriculture avec l'accent mis sur les cultures d'exportations, les cultures vivrières, l'élevage, la pêche et la sylviculture; appui à la recherche agronomique, à la valorisation et réhabilitation du cacao et des entreprises agro-pastorales; b) autres secteurs d'appui à l'agriculture, notamment l'industrie, les transports, le développement rural et l'administration; c) mise en valeur des ressources humaines; assistance technique au ministère de l'agriculture, formation en matière forestière, centre de formation des agents;

d) énergie, programme de réhabilitation des centrales électriques, stockage des produits pétroliers, extension de la centrale hydro-électrique de Guegnè, etc..

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La politique économique actuelle du gouvernement consiste à dynamiser l'économie saotoméenne, avec pour objectif primordial à court terme de restaurer la capacité d'exportation du cacao. Cette politique implique un grand nombre de réformes dans les domaines suivants: a) modifications patrimoniales où chaque individu se voit allouer le droit de posséder une parcelle de cultures vivrières; b) restructuration des entreprises publiques en les transformant en sociétés mixtes; c) mesures incitatives aux travailleurs dans le souci d'améliorer les performances de l'économie, de modifier le statut des travailleurs du secteur agricole en favorisant les gains de productivité; d) réforme du système commercial par la libéralisation du commerce intérieur; e) politique monétaire ayant pour but de doter le pays d'une monnaie forte par la limitation de création de monnaies sans contrepartie d'augmentation de la production; f) la mobilisation de l'épargne populaire au service de l'économie afin de substituer largement les financements extérieurs dont l'importance et le volume diminueront d'ici 1990.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	55,2
	Total partiel	55,2
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	55,2
iv)	Coût estimatif du Programme	110,6
v)	Ecart	55,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2,9	-	2,9
Principal	10,9	-	10,9
Total	13,8	-	13,8

38. SENEGAL

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

1. L'économie sénégalaise a été frappée par la sécheresse persistante qui a pris le relais du contrecoup du choc pétrolier de 1979. Avec la chute des prix des matières premières et les fluctuations marquées des termes de l'échange, le Sénégal a connu une période extrêmement difficile pendant laquelle le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réels était de 3,1 p. 100 par an seulement. La poussée de la demande intérieure conjuguée à une dégradation de la situation financière a produit un déficit alarmant de la balance des paiements.

L'encours de la dette extérieure s'élevait à 1 722,3 millions de dollars des Etats-Unis dont 83 p. 100 a été contracté à des conditions libérales. Le service de la dette représentait 18,1 p. 100 des exportations après rééchelonnement (28,5 p. 100 avant rééchelonnement) en 1984 et les flux nets des ressources ont baissé constamment de 460,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 111,9 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Face à cette situation, le gouvernement a décidé d'un programme de stabilisation, suivi d'un plan de redressement économique et financier et d'un plan d'ajustement à moyen et long terme visant à assainir la situation et à rétablir les grands équilibres. L'agriculture considérée comme secteur de base a reçu une attention particulière. Il s'agit d'accroître la production des céréales (maïs, millet, sorgho, paddy) en vue de l'autosuffisance alimentaire, d'adapter les cultures d'exportation (coton, arachide) aux conditions du marché mondial, de mettre l'accent sur l'élevage par la production de fourrages et la fixation des transhumants autour des points d'eau, de dynamiser le secteur de la pêche, de restaurer un environnement propice à la relance de l'industrie, de protéger la nature, de restaurer les sols, de lutter contre la désertification, de désenclaver les régions agricoles en poursuivant le programme des pistes de production, de développer les soins de santé primaire en milieu rural, de promouvoir la formation et l'animation des populations rurales.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

A cet égard, le gouvernement entend appliquer des réformes dans le cadre du Programme de redressement national :

- a) privilégier les projets productifs à forte rentabilité économique et financière;
- b) améliorer les programmes de réhabilitation et de maintenance des infrastructures existantes;
- c) sélection plus rigoureuse des projets d'infrastructures économiques et sociales non productifs;
- d) rendre plus efficace le système de planification des investissements publics;
- e) choisir des projets prioritaires à l'intérieur de chaque sous-secteur ou entre deux secteurs (en particulier entre agriculture sous pluie et irriguée) selon les critères de l'avantage additionnel net en termes économiques;
- f) adopter des réformes en matière de politique industrielle;
- g) réévaluer des priorités et des actions définies dans le sous-secteur des transports ferroviaires;
- h) améliorer en éducation le calcul des charges récurrentes.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	68,3
	A l'extérieur	449,0
	Total partiel	517,3
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	517,3

iv) Coût estimatif du Programme	777,3
v) Ecart	260,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	311,2	55,7	366,9
Principal	577,0	204,4	781,4
Total	888,2	260,1	1 148,3

39. SEYCHELLES

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984, le PIB a enregistré une croissance annuelle négative de l'ordre de 2,1 p. 100, alors qu'il a augmenté rapidement de 10 p. 100 par an de 1977 à 1979. Ce renversement de tendance est dû à la chute du nombre et des dépenses des touristes, à la réduction des dépenses du Gouvernement, à la baisse des activités dans le secteur des bâtiments et travaux publics et des autres secteurs productifs. En 1984, avec la forte reprise du tourisme, le taux de croissance réelle du PIB a cru de 2 p. 100 par rapport à 1983.

La balance des paiements est toujours déficitaire malgré les aides gratuites reçues et les tirages sur les emprunts extérieurs qui ont atteint un montant total de 50,6 millions de dollars au cours de la période. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 57,5 millions de dollars dont 72 p. 100 à des conditions libérales. Le poids du service de la dette est encore faible puisqu'il ne représentait en 1984 que 9 p. 100 des recettes d'exportations. Cependant, ce ratio montera à 17 p. 100 en 1985 et à plus de 25 p. 100 en 1986. Les flux nets des ressources ont baissé considérablement de 13,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 2,1 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Plan de développement 1985-1989 définit les grandes orientations du Gouvernement qui sont surtout axées sur :

a) le rétablissement de la croissance en concentrant les investissements dans les systèmes productifs tels que l'agriculture (production vivrière, élevage, pêche, irrigation);

b) la création d'industries transformant les produits agricoles;

c) le développement des ressources humaines (formation et création d'emplois).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Bien que le Plan de développement repose fortement sur le secteur public, le Gouvernement reconnaît l'importance du rôle du secteur privé et des investissements privés. Des mesures fiscales (exemptions et avantages fiscaux) et financières (liberté des transferts) ont été prises, seront maintenues et même améliorées. De même, la capacité de l'épargne publique sera renforcée en réduisant le déficit du secteur public de façon à réorienter vers le secteur privé une part importante du crédit bancaire intérieur.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	2,5	
A l'extérieur	13,8	
Total partiel		16,3

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	2,6	
A l'extérieur	3,3	
Total partiel		10,9

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

27,2

iv) Coût total du Programme

130,9

v) Ecart

103,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	6,1	2,3	8,9
Principal	16,3	9,4	25,7
Total	22,4	12,2	34,6

40. SIERRA LÉONE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La situation économique de la Sierra Leone a continué d'être médiocre au cours de la période 1980-1984 en raison de la baisse de la faiblesse de la production agricole et minérale, de la réduction dans l'approvisionnement en énergie et des graves pénuries de devises. L'énorme déficit commercial et le déséquilibre continu de la balance des paiements ont amené les pouvoirs publics à prendre des mesures de compression des dépenses en devises ce qui s'est traduit par un développement de la contrebande à grande échelle. Il y avait également des problèmes liés à la gestion économique aux effectifs pléthoriques dans la fonction publique ainsi qu'à l'insuffisance des mesures d'incitation à la production agricole.

Le taux de croissance du PIB en termes réels était donc négatif pour toutes les années depuis 1981. Dans l'ensemble, le taux de croissance était de -11,4 p. 100 par an entre 1980 et 1984. L'encours de la dette extérieure s'élevait à 593,7 millions de dollars des Etats-Unis et le service de la dette représentait 27,4 p. 100 des exportations en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990 : Principaux domaines d'intervention)

Le Programme de redressement de l'économie nationale porte essentiellement sur les transports et les communications ainsi que l'amélioration de la production économique globale grâce au petit secteur urbain, aux entreprises artisanales, aux moyennes entreprises industrielles et aux exploitations agricoles commerciales.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Programme de redressement national doit s'appuyer sur les mesures suivantes :

a) Mesures d'incitation : Prix rémunérateurs aux petits agriculteurs; accroissement des taux d'intérêt servis sur les dépôts bancaires et augmentation des prix des produits manufacturés localement, abolition des contrôles des prix de ces produits; libération du crédit.

b) Réformes : dans le secteur public : compression de personnel dans le secteur public; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; rationalisation du programme des dépenses publiques, décentralisation et redynamisation des conseils de districts; restauration des concours d'entrée à la fonction publique;

c) Réformes dans le secteur privé : imposition de la licence générale à la plupart des importations; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; exécution conjointe de projets par le secteur public et le secteur privé; restriction minimale au fonctionnement du secteur privé.

4. Montant estimatif nécessaire à l'application du programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	42,0	
Total partiel		42,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 42,0

iv) Coût estimatif du Programme 219,1

v) Ecart 177,1

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	25,0	10,1	35,1
Principal	83,8	36,8	120,6
Total	108,8	46,9	155,7

41. SOMALIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

A la fin des années 70 et au début des années 80, l'économie somalienne s'est heurtée à de sérieuses difficultés qui ont été principalement exacerbée par les effets négatifs de la sécheresse sur la production zootechnique et le rendement des cultures ainsi que les graves incidences économiques des conflits frontaliers et le déferlement de réfugiés qui en a résulté.

A la faveur d'une bonne pluviométrie, une excellente récolte excédente ainsi qu'une augmentation de la production zootechnique ont été enregistrées en 1982; c'est ainsi que l'activité économique s'est sensiblement accrue et la balance des paiements s'est nettement améliorée. L'adoption de mesures budgétaires et monétaires rigoureuses a contribué à réduire le très grave déficit budgétaire et de juguler l'inflation rampante.

Toute une série de facteurs endogènes et exogènes ont fait que l'économie s'est réinstallé depuis 1983. Le rendement des cultures a baissé, en raison de la sécheresse de 1983 et des pluies tardives de 1984. Les exportations d'animaux sur pied, principale source de devises, ont été pratiquement interrompues lorsque ces produits ont été exclus de leur marché traditionnel en 1983. D'autres secteurs de production ont pâti de la pénurie de devises qui sont nécessaires à l'acquisition de facteurs de production, et la situation financière tant externe qu'interne s'est sensiblement détériorée. En 1984, le déficit budgétaire et les dépenses publiques sont montés en flèche pour atteindre respectivement 30 et 36 p. 100 du PIB, tandis que l'inflation a atteint le chiffre record de 92 p. 100. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB était de 3,2 p. 100 durant la période 1980-1984. En même temps, la dette extérieure ainsi que les versements au titre du service de la dette se sont considérablement alourdis. A la fin de 1984, la dette extérieure s'est élevée à 1,4 milliard de dollars dont 1,2 milliard de dollars a été contracté à des conditions libérales. Le ratio de la dette globale au PIB et aux exportations des biens et des services non facteurs s'est élevé en 1984 à 90 p. 100 et à 1 944 p. 100 respectivement. Les obligations du pays au titre du service de la dette ont atteint des dimensions alarmantes. Le reliquat des versements au titre du service de la dette a atteint, à la fin de 1984, 225 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 312 p. 100. Les obligations au titre du service de la dette globale, reliquat non compris, se sont élevés, à la fin de 1984, à 131 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 132 p. 100. Le ratio effectif du service de la dette a été de 50 p. 100.

Les flux nets au titre de l'aide au développement sont passés, au total, de 262 millions de dollars en 1980 à 303 millions de dollars en 1984. Toutefois, l'augmentation du volume des obligations de remboursement devrait probablement se traduire, dans les années à venir, par une réduction considérable des flux nets, à moins que ces obligations ne soient annulés.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme d'investissement public (1986-1988) met l'accent sur l'agriculture et l'élevage (48 p. 100), les transports et les communications (13,5 p. 100) et les ressources en eau (11,6 p. 100).

Les investissements seront essentiellement consacrés à l'achèvement des projets en cours ainsi qu'à l'exploitation de la capacité de production inutilisée ou sous utilisée. Certains nouveaux investissements seront consacrés à des projets rentables à court terme.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes adoptées dans le cadre du programme prioritaire (1986-1988) sont, pour la plupart, une continuation et un renforcement des mesures d'ajustement et de stabilisation prises dans le cadre du Programme d'investissement public (1984-1986) qui comporte notamment l'adoption d'un taux de change régissant les opérations privées qui soit déterminé par les lois du marché, mesure intervenant après un ajustement radical des taux de change, la libéralisation des politiques en matière de fixation des prix et de commercialisation, la promotion du secteur privé et des investissements étrangers; la diminution des pouvoirs régulateurs des entreprises publiques, l'assainissement des entreprises publiques, la mobilisation systématique de ressources intérieures et extérieures et l'assouplissement des mesures de contrôle budgétaire et monétaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 147,0

A l'extérieur 675,3

Total partiel

822,3

iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	822,3
iv)	Coût estimatif du Programme	1 458,6
v)	Ecart	636,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	96,2	9,5	105,7
Principal	452,0	26,0	478,0
Total	548,2	35,5	683,7

42. SOUDAN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie soudanaise se heurte aux pires difficultés que le pays ait jamais connues. Dans la longue liste des maux chroniques, figurent la baisse de la productivité agricole et industrielle, l'alourdissement du déficit de la balance des paiements, les difficultés budgétaires, l'inflation galopante et les problèmes de remboursement de la dette, devenue incontrôlable.

Depuis 1978, le Gouvernement a lancé une série de mesures d'ajustement structurel : dévaluation de la monnaie et adoption d'un taux de change fluctuant; assouplissement des mesures de contrôle des prix; stricte régulation de la demande; privatisation des entreprises commerciales publiques; et élargissement de l'autonomie des autres. Cependant, les résultats furent dans l'ensemble très décevants. Le taux de croissance du PIB en termes réels était 0,4 p. 100 par an entre 1980 à 1984, alors que le PIB par habitant baissait à un rythme annuel moyen de 2,1 p. 100 au cours de la même période. Le PIB n'a cessé de baisser au cours des trois derniers exercices budgétaires et l'économie est tombée dans le marasme. Les recettes en devises étaient largement insuffisantes et il y a eu un gonflement du volume des arriérés de paiement de la dette. En 1984, les obligations au titre du service de la dette s'élevaient au total à 1 milliard 210 millions de dollars, soit 125 p. 100 de la valeur des exportations et des services non facteurs. En 1985, le montant des créances, au titre du service de la dette atteignait 1,2 milliard de dollars alors que les arriérés de paiement s'élevaient à 2,3 milliards à la fin de 1984. Le ratio effectif du service de la dette était de 32 p. 100 à la fin de 1984. A la fin de 1985, la dette extérieure du Soudan a atteint plus de 9 milliards de dollars.

L'accumulation des arriérés a forcé nombre des institutions multilatérales à suspendre leur aide. Les flux nets de ressources ont connu des fructuations considérables. Ils ont baissé à 611 millions de dollars en 1981 après avoir atteint un sommet de 988 millions en 1981. Cependant, ils ont encore augmenté à 904 millions de dollars en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du programme d'investissement public, la majeure partie des investissements est allouée à l'agriculture. Viennent ensuite les transports et communications, l'énergie, le secteur minier et le développement régional.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Au lendemain de la révolution d'avril 1985 qui a abouti au renversement du régime de Nimeri, le Gouvernement a essayé de modifier les réorientations de la politique économique et de parvenir avec le FMI à un accord en la matière. Cependant, le Soudan n'a pu présenter un programme acceptable par le FMI et les négociations avec le Fonds ont été finalement abandonnées en février 1986. Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite au sujet des nouvelles orientations, il est fort probable que les politiques seront axées sur la nécessité de réaliser l'autonomie, d'exercer un contrôle plus strict en matière de change et de prix et d'instaurer un contrôle fiscal et monétaire rigoureux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 1 252,0

A l'extérieur 911,0

Total partiel

2 163,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

2 163,0

iv) Coût estimatif du Programme

2 913,0

v) Ecart

750,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	347,6	192,5	9040,1
Principal	1 499,5	765,8	2 265,3
Total	2 347,1	958,3	3 305,4

43. SWAZILAND

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La proximité de l'Afrique du Sud, sa participation à la Rand Monetary Area (Zone monétaire du rand) et son appartenance à l'Union douanière de l'Afrique australe font du Swaziland un pays dont l'économie dépend de la situation en Afrique du Sud, qui bénéficie d'une économie assez florissante si on la compare à celle de nombreux pays africains. Sur le marché libre qui régit l'Union douanière de l'Afrique australe, les industries du Swaziland n'ont pu soutenir la concurrence face à celles de l'Afrique du Sud.

Le taux de croissance élevé de la population, qui est de 3,2 p. 100 par an, exerce des pressions sur le marché de l'emploi, surtout dans les zones urbaines. Cette situation a été aggravée par la faible productivité des terres cultivées du Swaziland, qui représentent 60 p. 100 de la superficie totale. Le taux de croissance du PIB, en termes réels était de 2,3 p. 100 par an en moyenne entre 1980 et 1984. Cependant, l'évolution était errante. A l'exception de 1980 où le taux de croissance du PIB était de 6,8 p. 100, la croissance économique dans les années suivantes était très faible.

Le total net des flux de capitaux a été de 38,0 millions de dollars en 1984, contre 57,9 millions de dollars en 1980.

La dette extérieure, qui était de 198 millions de dollars en 1985 est élevée à conditions libérales et constitue un fardeau pour l'économie. Le ratio réel du service de la dette était de 6,9 p. 100 en 1984, mais on croit qu'il montera légèrement durant les prochaines années.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention du programme national prioritaire sont par ordre d'importance : l'agriculture, la mise en valeur des ressources humaines, notamment en matière de formation professionnelle, le développement des services d'infrastructure et la lutte contre les effets de la sécheresse.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Des réformes ont été adoptées pour améliorer le fonctionnement et l'efficacité des entreprises semi-publiques et du secteur public en matière de planification et d'exécution des programmes, grâce à l'établissement d'un Comité national chargé du budget et de la planification. En outre, un programme de développement rural a été lancé pour stimuler la production agricole. Le gouvernement a également institué une taxe à la vente pour élargir ses sources de revenus et réduire sa dépendance vis-à-vis des recettes provenant de l'Union douanière de l'Afrique australe qui constituait la principale source de revenus. Le Swaziland ne peut entreprendre aucune action indépendante en raison de son appartenance à la zone monétaire du rand, et cela détermine la nature et la portée des mesures d'ajustement qu'il peut prendre. Toutefois, des démarches sont en cours pour accroître son autonomie dans le domaine financier et monétaire. Les principales mesures générales ont consisté à stimuler l'investissement privé dans les entreprises existantes et nouvelles.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	0,7	
A l'extérieur	0,2	
Total partiel		0,9

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	0,2	
A l'extérieur	0,2	
Total partiel		0,4

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	1,3
--	-----

iv) Coût estimatif du Programme	3,2
---------------------------------	-----

v) Ecart	1,9
----------	-----

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	47,9	1,7	49,6
Principal	62,7	7,9	70,2
Total	110,6	9,6	120,2

44. TOGO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Frappé par la récession ou la crise économique et financière mondiales, le Togo n'a pas pu exécuter son quatrième Plan quinquennal de développement économique et social (1981-1985). Dès 1979, quand le Gouvernement togolais, soucieux de corriger les déséquilibres, a élaboré, et mis en oeuvre un programme d'austérité avec l'appui du Fonds monétaire international (1979-1980), qui consistait entre autres, à réduire les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Malgré ces efforts, le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels a baissé de 2,5 p. 100 entre 1980 et 1984. Le pays a, par ailleurs, bénéficié en 1979 d'un réaménagement d'une partie de sa dette extérieure après des négociations avec le Club de Paris.

La dette extérieure, dont l'encours en 1984 et en 1985 s'élevait environ respectivement à 843,4 et à 764,7 millions de dollars, représente une charge de 22,9 p. 100 et de 36,7 p. 100 par rapport aux exportations du pays. Mais le Gouvernement togolais s'emploie à ramener le poids du service de la dette à un niveau compatible avec les exigences de son développement économique et social, il y réussit progressivement et bénéficie en conséquence d'un capital de confiance appréciable auprès des bailleurs de fonds tant bilatéraux que multilatéraux. Comme résultat, l'aide publique au développement a augmenté de 35,5 millions de dollars des Etats-Unis en 1982 à 38,6 millions en 1983 et à 69,2 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Togo a mis au point un programme national de redressement économique 1985-1990 selon l'ordre de priorité suivant :

- a) Réhabilitation des infrastructures;
- b) Développement rural;
- c) Développement socio-culturel;
- d) Développement industriel.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Gouvernement togolais a mis en place un large éventail de mesures pour conduire et soutenir le redressement et le développement de son économie dans les domaines suivants :

- a) Adoption d'un nouveau code des investissements plus attractif et de la Charte des entreprises togolaises;
- b) Mesures d'incitation aux producteurs agricoles qui comprennent : augmentation des prix agricoles, vulgarisation agricole, crédit en faveur du paysan, la diffusion de nouvelles techniques culturales et l'accentuation de la recherche appliquée;
- c) Mise en place d'un plan semencier et d'un programme de lutte contre la sécheresse et la désertification;
- d) Réactivation du Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises;
- e) Les réformes du secteur public par la politique d'austérité budgétaire, révision du code des impôts, contrôle rigoureux et vérification des dépenses publiques, et la restructuration des entreprises publiques;
- f) Extension de l'informatisation de l'administration et du secteur para-public;
- g) Réorganisation des principaux ministères économiques et financières et la création du ministère des sociétés d'Etat en septembre 1984.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	123,5	
A l'extérieur	186,6	
Total partiel		310,1

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	310,1
iv)	Coût estimatif du Programme	1 001,9
v)	Ecart	691,8

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	108,4	18,4	126,8
Principal	243,0	76,2	319,2
Total	351,4	94,6	446,0

45. TUNISIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Tous les plans tunisiens mettent l'accent sur la nécessité de réaliser un système socio-économique homogène en favorisant les relations sectorielles et l'interdépendance régionale. Une attention particulière a été accordée à l'agriculture et au tourisme qui, avec le pétrole, constituent l'essentiel des exportations. Pour promouvoir les projets agricoles il a été procédé à la mise en place de réseaux d'irrigation et à la promotion des agro-industries, ce qui permet de créer un entraînement en aval et de créer des emplois, contribuant ainsi à l'accroissement des exportations.

Le caractère diversifié de l'économie tunisienne a permis au pays de connaître une croissance moyenne positive au cours de trois années sur les cinq années passées, en enregistrant des taux de croissance de 4,9 p. 100 en 1983 et de 5,5 p. 100 en 1984, la moyenne pour la période 1980-1984 étant de 3,4 p. 100 seulement.

Le montant total de la dette extérieure s'est élevé à 4 milliards 32 millions de dollars en 1984. Le service de la dette en pourcentage des exportations sont de l'ordre de 22 p. 100. L'autre facteur inquiétant est la tendance à la baisse du volume des ressources au titre de l'APD et l'augmentation des crédits privés. Les premières se sont contractées, tombant de 241,3 millions de dollars en 1981 à 222,3 millions en 1984 tandis que les derniers ont augmenté, passant de 114,9 millions de dollars en 1980 à 250,4 millions de dollars en 1983. Les incidences que présentent ces tendances pour les obligations du service de la dette sont évidentes. La balance des paiements demeure donc déficitaire. Les réformes récemment entreprises ont, en mettant l'accent sur la promotion des exportations, permis d'accroître la production et de réduire la dépendance vis-à-vis des emprunts extérieurs, le principal objectif étant d'assainir la situation des paiements extérieurs.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines prioritaires du Programme sont le tourisme, l'agriculture, des mesures d'appui au secteur agricole et la lutte contre la sécheresse et la désertification. Il s'agit essentiellement de stimuler le développement agricole, de créer des emplois dans les zones rurales, d'assurer l'équilibre régional et de produire davantage pour l'exportation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes envisagées dans le cadre du programme englobent notamment : la nécessité d'aider les agriculteurs dans l'exécution des projets d'investissement rentables à court terme portant sur la production de légumes et de céréales, ainsi que sur la production zootechnique et halieutique; la révision à la hausse des prix à la production des produits agricoles; la

rationalisation du secteur public; la création de nouvelles institutions financières et banques afin de mobiliser l'épargne pour financer les investissements et les exportations, la mise en place d'un système bancaire off-shore et le renforcement du rôle du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

	<u>Millions de dollars</u>	
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	122,8	
A l'extérieur	30,4	
Total partiel		153,2
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	491,4	
A l'extérieur	121,8	
Total partiel		613,2
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		766,4
iv) Coût estimatif du programme		1 375,1
v) Ecart		608,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	792,8	284,2	1077,0
Principal	1581,6	786,8	2348,4
Total	2374,4	1051,0	3425,4

46. OUGANDA*

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'évolution de la situation économique en Ouganda a été freinée depuis 1980 par les guerres intestines et un environnement économique international qui, conjugués ensemble, ont agi pour empêcher la mise en oeuvre de deux programmes de redressement adoptés durant cette période. Les efforts entrepris pour stabiliser l'économie depuis 1981 se sont excomptés par de succès limités en raison surtout de la détérioration de la sécurité nationale et la mauvaise gestion de l'économie. Ainsi les taux d'inflation se sont accélérés et la valeur de la monnaie nationale s'est dépréciée. Malgré d'abondants ressources naturelles, l'économie ougandaise continue de connaître de stagnation perpétuelle.

L'Ouganda bénéficie d'une assistance fournie par des donateurs dans un cadre bilatéral et multilatéral. Toutefois, le flux des ressources n'a pas progressé d'une façon continue. Après avoir augmenté de 131 millions de dollars en 1981 à 169 millions en 1982 et à 189 millions en 1983, il a baissé considérablement à 34 millions de dollars en 1984. Cette baisse remarquable en 1984 est due surtout à la suspension des prêts du FMI. L'aide pourrait s'accroître avec le retour à une situation plus sûre et plus stable. La dette extérieure de l'Ouganda, s'élève à 703,2 millions de dollars des Etats-Unis en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Programme de redressement économique de l'Ouganda est axé sur : la restauration de la paix à une condition préalable pour un développement stable, la provision urgente de l'assistance et le rétablissement des personnes déplacées pour les raisons internes et la réhabilitation de l'économie avec un objectif à long terme de développement une économie nationale indépendante, auto-entretenu et intégrée. Un plan de réhabilitation et de développement à moyen terme est en train d'être formulé pour commencer à mi-1986. Dans le domaine prioritaire de l'agriculture, l'accent est sur l'auto-suffisance alimentaire, la diversification et la promotion des exportations et l'établissement de lieux entre l'agriculture et l'industrie.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les mesures envisagées pour appuyer le programme de redressement comprennent :

a) La provision des engrais agricoles à des prix abordables par les petits producteurs;

* Certaines de données qui apparaissent dans cet aperçu général du pays ont été plus récemment mis à jour que celles qui se trouvent à l'appendix statistique.

- b) La provision de crédit agricole aux fermés;
- c) Les prix rémunérateurs pour les cultures de rente;
- d) L'incorporation des co-opératives et de niveaux variés de production, de traitement agricole et de commercialisation;
- e) Le renforcement de la recherche et vulgarisation agricoles;
- f) Le respect de la discipline financière stricte dans les entreprises publiques agricoles.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur		
	A l'extérieur		
	Total partiel		
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	77,4	
	A l'extérieur	1087,0	
	Total partiel		1164,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		1164,4
iv)	Coût estimatif du programme		2500,1
v)	Ecart		1335,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	94,2	12,6	106,8
Principal	300,9	60,1	361,0
Total	396,1	72,7	467,8

47. REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Pendant la quasi-totalité des années 70, la République-Unie de Tanzanie a connu une grave crise économique qui a considérablement empiré depuis 1979. Au cours de la période 1980-1984, on a enregistré un taux de croissance du PIB aux prix constants de 0,6 p. 100 seulement par an et une baisse du PIB par habitant à un taux annuel moyen de -2,5 p. 100. L'économie a également souffert de taux élevés d'inflation compris entre 25 et 36 p. 100 par an au cours de la période 1982-1984, d'énormes déficits au niveau des recettes fiscales et d'un grave déséquilibre de la balance des paiements. Cette crise est due aux effets conjugués de quatre années de sécheresse, de deux chocs pétroliers, de l'éclatement de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de l'effondrement des prix des produits de base et de l'augmentation des prix à l'importation des produits de première nécessité, de la chute de la production agricole et industrielle, des graves pénuries de devises, de la rapide expansion monétaire, de l'épuisement du stock de capital et de la détérioration et de l'infrastructure.

A la fin de 1984, la dette extérieure de la République-Unie de Tanzanie se chiffrait à 2,9 milliards de dollars, dont 0,8 milliard aux conditions du marché. Cela représente un quotient d'endettement de 64 p. 100 du PIB et de 603 p. 100 des recettes d'exportation. Le ratio réel du service de la dette était de 30 p. 100. La République-Unie de Tanzanie a commencé à enregistrer des arriérés au niveau du remboursement de sa dette extérieure et le ratio des obligations totales au titre du service de la dette approche de 70 p. 100 des recettes d'exportations. On a enregistré une baisse du flux net des ressources qui est passé de 515 millions de dollars EU en 1980 à 280,7 millions en 1981. Bien qu'ils ont crû par après, son niveau de 1984 était seulement de 74 p. 100 de celui de 1980.

En juin 1982, le gouvernement a adopté un programme intitulé "Structural Adjustment Programme - SPA-" (Programme global d'ajustement structurel) destiné à résoudre les graves problèmes structurels du pays et à assurer la relance de l'économie. D'une manière générale, l'exécution de ce programme d'ajustement au cours de l'exercice financier 1984/85 n'a été qu'un demi-succès et les mesures d'ajustement n'ont eu qu'une incidence limitée sur l'économie.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du programme de redressement 1986/1987 - 1988/1989 la priorité sera accordée aux domaines suivants : accroissement de la production alimentaire et des cultures d'exportation; réaménagement des infrastructures matérielles en appui aux activités directement productives; accroissement de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

- Accroissement de l'importance accordée à la production alimentaire et des cultures marchandes grâce à une augmentation de l'ordre de 2,8 à 4 p. 100 de la part de l'agriculture dans le budget, à une augmentation de l'ordre de 46 à 55 p. 100 des prix à la production et l'introduction d'autres mesures d'incitation;

- Adoption d'un programme d'austérité qui permettrait de réduire au maximum les dépenses de développement et les nouveaux investissements;
- Abolition des contrôles de prix;
- Développement du rôle du secteur privé;
- Amélioration de l'efficacité des sociétés semi-publiques;
- Mobilisation de ressources supplémentaires et réduction des dépenses gouvernementales.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	823,0	
A l'extérieur	148,0	
Total partiel		971,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	3 484,0	
A l'extérieur	664,0	
Total partiel		4 148,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 5 119,0

iv) Coût estimatif du programme 5 832,0

v) Ecart 713,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	229,5	13,3	282,8
Principal	714,4	203,2	922,6
Total	943,9	261,5	1205,4

48. ZAIRE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Zaïre, avec 29,8 millions d'habitants sur une superficie de 2 345 000 km², a enregistré un taux moyen de croissance du PIB de 1,3 p. 100 entre 1980 et 1984. Le pouvoir d'achat de la population s'est détérioré durant ces dernières années à cause, entre autres,

- a) du ralentissement de l'offre interne des biens et services, suite au délabrement des infrastructures de base et de l'outil de production, et
- b) des méfaits d'une inflation galopante;

La dette extérieure du Zaïre constitue un lourd fardeau: 4,6 milliards de dollars fin 1984, répartis comme suit : 1 milliard 57 millions des conditions libérales et 3 milliards 58 à des conditions non libérales. Le service de la dette par rapport aux recettes d'exportation a évolué de la manière suivante : 14,9 p. 100 en 1980, 13,8 p. 100 en 1981, 11,9 p. 100 en 1983 et 14,9 p. 100 en 1984.

Le flux des ressources extérieures accuse une tendance à la baisse : 362,2 millions de dollars en 1980, 1012,9 en 1981, 631,7 en 1982, 589,2 millions en 1983 et 397,0 millions en 1984. Ceci est essentiellement dû à la baisse de l'APD. Le flux des ressources au titre d'APD a évolué de la manière suivante: 846,2 millions en 1980, 624,9 en 1981, 398,7 en 1982, 334,3 en 1983 et 238,0 en 1984. La tendance est nettement à la baisse.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

a) Agriculture

Réhabilitation de l'outil de production, lutte contre la crise alimentaire, mise en valeur de ressources en eau, prévention des pertes alimentaires, libéralisation des prix en vue d'inciter les paysans à augmenter l'offre, etc..

b) Infrastructure

Réhabilitation des routes surtout dans les milieux ruraux (office des routes) et des télécommunications (ONPTZ), augmentation des capacités existantes.

c) Santé

Remise en état d'hôpitaux et dispensaires (ruraux surtout), augmentation de la capacité de l'infrastructure rurale et urbaine existante, l'objectif du plan quinquennal 1986-1990 étant que les soins de santé de base soient administrés à tout citoyen en 1990 par la mise en service d'un certain nombre des centres de santé.

d) Education

Renforcement d'écoles moyennes techniques, surtout agricoles et minières; recherche appliquée surtout dans ces deux domaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le plan quinquennal 1986-1990, axé sur a) la réhabilitation de l'outil productif, b) la promotion des secteurs sociaux d'appui au développement et c) l'assainissement et la rationalisation de la gestion publique, a retenu les principales réformes suivantes:

- Réforme du régime fiscal : mesures d'incitation à l'investissement privé orienté vers les secteurs et les zones prioritaires retenus par le plan; création d'une importante zone franche (d'Inga), code des investissements, etc.;
- Libéralisation : l'intervention de l'Etat dans les activités de production directe réduite au minimum. L'effort de l'investissement public sera porté sur la remise en état des infrastructures économiques et sociales et sur la réhabilitation de l'appareil productif. La privatisation de certaines entreprises publiques non rentables sera poursuivie.
- Réformes relatives à la perception des recettes et à la réduction des dépenses non productives : décentralisation du processus de perception des impôts mais contrôle plus efficace des percepteurs, etc..

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

	Millions de dollars
i) Ressources déjà mobilisées	
A l'intérieur	1 095,0
A l'extérieur	-
Total partiel	1 095,0
ii) Nouvelles ressources à mobiliser	
A l'intérieur	1 951,9
A l'extérieur	1 415,0
Total partiel	3 366,9
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	4 461,9
iv) Coût estimatif du programme	5 220,9
v) Ecart	759,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Types de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	914,9	128,5	1043,4
Principal	1378,3	546,7	1925,0
Total	2293,2	675,2	2968,4

49. ZAMBIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie zambienne s'est détériorée considérablement depuis 1982. Le PIB a baissé de 3,5 p. 100 en 1982, de 13,7 p. 100 en 1983 et de 21,1 p. 100 en 1984. Le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels était de -3,3 p. 100 durant la période 1980-1984. Plusieurs facteurs ont contribué à cette maigre performance de l'économie dont le plus important était une réduction assez forte de recettes d'exportations résultant de la baisse de la demande et des prix du cuivre, qui constitue le principal produit d'exportation du pays. Les autres facteurs sont la sécheresse et les effets directs et indirects de politiques de la destabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud.

L'encours de la dette extérieure a progressé d'une façon constante depuis 1980 pour atteindre 2,9 milliards de dollars des Etats-Unis en 1984. Les obligations de la dette représentaient 161,9 p. 100 des exportations en cette année, alors que le ratio réel du service de la dette par rapport aux exportations était de 69,8 p. 100. En même temps, le flux net des ressources a baissé de 861,9 millions en 1981 à 480,0 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

La Zambie a donné la priorité aux secteurs de l'agriculture, des industries extractives et produits manufacturés et de la mise en valeur des ressources humaines. L'accent est mis sur : l'autosuffisance alimentaire; l'infrastructure économique et sociale, à savoir la fourniture de services de santé, d'éducation et de services communautaires; l'administration et la formation à la gestion. Priorité est également accordée à l'appui au secteur agricole grâce à des mesures telles que la mise en place de meilleurs systèmes d'octroi de crédit, les prix à la production, la commercialisation et la fourniture d'engrais et pesticides en vue d'accroître la productivité du secteur agricole. On accorde également une priorité à la participation privée à petite échelle dans les secteurs industriels et des produits manufacturés, y compris les industries extractives, dans les politiques d'investissement globales.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le gouvernement a pris des mesures énergiques d'ajustement et a adopté d'autres réformes pour appuyer le Programme de redressement de l'économie. Celles-ci englobent : l'orientation de l'évolution des investissements, la diversification des exportations, la création des petites entreprises techniques aussi bien la restructuration de l'économie nationale mettant l'accent sur la réalisation de l'autosuffisance dans les secteurs-clés. Ces mesures ont pour but de créer et développer la capacité statistique du pays pouvant être considérée comme un ingrédient pour le contrôle et l'évaluation de l'efficacité et de l'impact du programme de redressement économique, l'institution d'un système de marché libre des devises et d'un programme de libéralisation des importations; l'absence de contrôle des prix et des taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales; la diminution des subventions octroyées aux sociétés semi-publiques; la diminution de la consommation et des dépenses publiques. Une nouvelle loi intitulée "Investment Act" a également été élaborée pour encourager les chefs des petites entreprises privées, en particulier dans l'industrie du cuivre. Les effectifs de la fonction publique et des sociétés semi-publiques ont été réduits et de nouvelles mesures pour améliorer l'efficacité de la gestion ont été prises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.)

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -
A l'extérieur -

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 105,9
A l'extérieur -

Total partiel 105,9

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 105,9

iv) Coût estimatif du Programme 557,3

v) Ecart 451,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	444,6	104,6	549,2
Principal	808,2	406,1	1 214,3
Total	1 252,8	510,7	1 763,5

50. ZIMBABWE*

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Zimbabwe est un grand pays enclavé, d'une superficie de 390 500 km². Il a des frontières communes avec le Botswana, la Zambie, le Mozambique et l'Afrique du Sud. La population, estimée à 8,2 millions d'habitants en 1985, croît à un taux de 2,84 p. 100 par an. Le produit intérieur brut (PIB) était de 3631,0 millions de dollars en 1984 et le PIB par habitant était de 460 dollars pour la même année. Le PIB a crû à un taux annuel moyen de 4,2 p. 100 au cours de la période 1980-1984. La dette extérieure totale s'élevait à 2156 millions de dollars en 1984. Le rapport réel du service de la dette aux exportations de biens et de services était de 30,5 p. 100 en 1984. Le total des entrées nettes de ressources est tombé de 844,3 millions de dollars en 1981 à environ 418,0 millions en 1983. L'aide publique au développement a cependant augmenté, passant de 212,3 millions de dollars à 282,0 millions pendant la même période. En tant qu'Etat de première ligne, le Zimbabwe connaît des problèmes résultant de la politique de déstabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud. Ce facteur conjugué avec la sécheresse de 1982 et 1984 et la récession économique mondiale, a sérieusement entravé la mise en oeuvre du plan de développement des pays.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Zimbabwe accorde la plus haute priorité au secteur de l'agriculture suivi des secteurs suivants : manufacture et mines; mise en valeur des ressources énergétiques et des ressources en eau; transport et communications.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les importantes mesures d'ajustement déjà adoptées sont les suivantes : diversification des cultures de rente et application d'une nouvelle politique de fixation des prix, qui a grandement accru la productivité; dévaluation du

* Certaines données qui apparaissent dans cet aperçu du pays ont été mis à jour celles qui se trouvent à l'appendix statistique.

dollar zimbabwéen afin de rendre les exportations plus compétitives. Les réformes des politiques dans le secteur public comportent la réorganisation des sociétés para-étatiques afin de les rendre plus productives et autonomes sur le plan financier. Les autres politiques comportent une réforme agraire et la redistribution des terres aux petits exploitants et aux coopératives; la fourniture de facteurs de production agricole sous forme de crédit, engrais, semences sélectionnés et pesticides et un système efficace de commercialisation efficaces par l'intermédiaire des Grain Marketing Boards (Office de commercialisation des céréales).

Alors que le gouvernement devait indiqué les domaines où les investissements étrangers seront dirigés, les révisions à la réglementation de ces investissements sont encore à envisager.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	1 424,4
A l'extérieur	
Total partiel	1 424,4

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

1 424,4

iv) Coût estimatif du Programme

2 572,5

v) Ecart

1 148,1

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	Total
Intérêt	263,1	222,6	485,7
Principal	201,0	720,3	921,3
Total	464,1	942,9	1407,0

51. REPUBLIQUE ARABE SAHARAOUIE DEMOCRATIQUE

1. Evolution générale de la situation économique depuis 1980

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) est née le 27 février 1976. Elle a une superficie de 284 000 km² dont la majeure partie est occupée par le désert. Le fait que l'Espagne, l'ancienne puissance coloniale, n'ait pas laissé de structures administratives ni financières, et la guerre avec le Maroc, qui a embrasé tout le pays depuis l'indépendance ont sérieusement entravé le fonctionnement normal des institutions du pays. Cette situation n'a pas permis à la RASD d'organiser sur l'ensemble du territoire des recensements pour déterminer la population, les niveaux des revenus et des dépenses, l'utilisation des ressources et la structure de l'activité économique. Outre la guerre qui a causé un déchirement social profond, la sécheresse et la désertification ont davantage contribué à la détérioration de l'environnement et des conditions de vie de la population de la RASD.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire de la RASD a été conçu en fonction de la nécessité de restaurer d'urgence l'intégrité territoriale du pays tout entier. C'est ainsi qu'en dehors des besoins en matière de défense, la priorité est accordée au développement de l'agriculture en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de créer les conditions d'une activité économique normale. Le programme prioritaire de la RASD s'inscrit donc dans ce cadre et porte sur les domaines suivants :

- a) Agriculture : Création d'unités de développement de l'élevage; services vétérinaires; production fourragère; construction de systèmes d'irrigation; mise en valeur des eaux sous-terraines; infrastructures de stockage et création d'unités d'entretien et de répartition du matériel agricole.
- b) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : Création d'usines de tissage de tapis et fabrication de tentes et de chaussures;
- c) Sécheresse et désertification : Des programmes de reboisement et de stabilisation des dunes de sable sont envisagés;
- d) Mise en valeur des ressources humaines : Création de centres d'éducation et de santé; formation d'agronomes, de planificateurs en agriculture, et de techniciens dans le domaine de la petite exploitation agricole; et fourniture de matériel et d'équipement aux centres de formation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

En vue d'une relance appropriée du processus de développement économique et social, le Gouvernement de la RASD accorde une attention particulière au développement de mécanismes institutionnels d'appui. Une commission nationale a été créée à cet égard pour formuler un programme de mobilisation et d'allocation des ressources en fonction des priorités qui ont été arrêtées. Le Gouvernement met aussi un accent particulier sur l'intéressement de la population et la participation communautaire au processus de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, (1986-1990) 1/

	Millions de dollars E.-U.
i) Ressources déjà mobilisées	
Internes	-
Externes	-
Sous-total	-
ii) Ressources à mobiliser	
Internes	-
Externes	-
Sous-total	-
iii) Disponibilité probable de ressources	-
iv) Estimation totale du coût du programme	
v) Ressources supplémentaires à mobiliser	

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	-	-	-
Principal	-	-	-
Total	-	-	-

1/ Le Gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique a déjà fait connaître que le manque d'informations sur les sources et les moyens de financement et d'exécution des projets/programmes envisagés est dû à la situation de guerre qui prévaut actuellement.

ANNEXE STATISTIQUE

NOTES EXPLICATIVES

Les notes suivantes sont destinées à clarifier les concepts, définitions et classifications utilisés dans l'annexe statistique. Par souci de commodité de référence, ces notes sont présentées dans le même ordre que pour les tableaux. Pour les éléments qui s'expliquent d'eux-mêmes, aucune clarification supplémentaire n'est donnée. Sauf indication contraire, les sources des données sont les organes compétents des pays eux-mêmes (ministères du Plan, des Finances et de l'Agriculture, Bureaux centraux de statistique, banques centrales, etc.)

Tableau 1

Sup. en km² : Pour éviter tout risque de contestation, la superficie des pays est celle donnée dans les publications de l'ONU telles que l'Annuaire démographique.

Taux de croissance de la population : Le taux de croissance qui est donné en pourcentage par an est calculé à partir du taux de croissance géométrique.

Taux de croissance du PIB : Le taux de croissance annuel est calculé en pourcentage d'augmentation ou de diminution tandis que la moyenne pour la période 1980-1984 est la moyenne arithmétique des quatre taux de croissance annuels.

Montant de la dette extérieure: La dette extérieure s'entend l'encours total des prêts publics et privés décaissés à la fin de 1984, y compris les rachats au FMI, les prêts privés non garantis et les arriérés. On entend par dette octroyée à des conditions libérales celle résultant de prêts octroyés à des conditions différentes de celles du marché. Cela comprend généralement les prêts à long terme et ceux assortis de taux d'intérêt relativement faibles. Toute autre dette est considérée comme octroyée aux conditions du marché.

Ratio du service de la dette : Il s'agit du ratio des paiements au titre du service de la dette réelle au cours de 1984, les paiements sont donc exprimés en proportions de la valeur totale des exportations de biens et services non facteurs.

Flux des ressources : Les flux nets des ressources de l'APD sont calculés comme suit
Prêts + Dont - Intérêt - Amortissement
Les flux nets des ressources (autres) sont calculés comme suit :
Prêts + Investissement direct - Intérêt - Amortissement
Le total = APD + Autres.

Tableau 2

a) Coût total

Le coût total du Programme prioritaire correspond aux éléments du coût des programmes prioritaires nationaux entrant dans la catégorie de l'agriculture, des autres mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, la sécheresse et la désertification et la mise en valeur des ressources humaines, tels que définis dans le Programme Prioritaire de Redressement Economique pour l'Afrique 1986-1990 adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en juillet 1985.

b) Ressources locales déjà disponibles ou prévues

Il s'agit des ressources déjà mobilisées localement ou que le gouvernement était sûr, au moment de l'établissement de l'annexe statistique, de pouvoir mobiliser localement entre 1986 et 1990.

c) Ressources extérieures disponibles ou annoncées

Il s'agit des ressources déjà engagées par les donateurs étrangers (multilatéraux ou bilatéraux) ou par les institutions financières à caractère commercial. Elles comprennent en outre les fonds déjà mobilisés auprès de ces sources sous forme de prêts et de dons.

d) Différence à compléter grâce à l'aide extérieure supplémentaire

Il s'agit du solde entre le coût total du Programme prioritaire par pays diminué du montant des ressources locales disponibles ou prévues et le montant des ressources extérieures disponibles ou annoncées.

Tableaux 3, 4 et 5

Ces tableaux représentent les pourcentages du tableau 2 calculés de différentes manières comme il ressort clairement des tableaux eux-mêmes.

Tableau 6

Ce tableau a été établi sur la base des tableaux de la Banque mondiale sur la Dette dans le Monde en 1985. Il porte seulement sur les emprunts publics ou garantis par l'Etat, à l'exclusion des rachats au FMI, des intérêts de la dette à court terme et des paiements de la dette privée non garantie et des arriérés. Il est fondé sur des projections effectuées sur la base du service de la dette de 1984.

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990 REU.5

Tableau 1: Statistiques de base par pays et par sous-région

	Superficie en km2	Pop. en millions (1984)	Densité /km2	Taux de croissance de la pop. 80-84	Niveau du PIB		Prix courants du Marché (\$ E.-U.) par habitant	
					(en millions de \$ E.-U.)		(\$ E.-U.)	
					1983	1984	1983	1984

ILES DE L'OCEAN INDIEN								
	591 537	11,19	18,9	2,6	4 170,0	3 649,2	382	326
Comores	2 171	0,40	184,2	3,3	96,6	89,7	261	235
Madagascar	587 041	9,71	16,5	2,8	2 836,6	2 382,9	300	245
Maurice	2 045	1,02	498,8	1,1	1 090,0	1 028,0	1 075	1 004
Seychelles	280	0,06	214,3	0,8	146,8	148,6	2 282	2 296

AFRIQUE DE L'EST								
	6 206 411	135,07	21,8	3,1	29 817,1	30 641,2	228	227
Burundi	27 834	4,52	162,4	2,7	1 085,0	926,0	246	205
Djibouti	22 000	0,38	17,3	3,5	125,2	126,8	327	313
Ethiopie	1 221 900	42,20	34,5	2,8	4 845,8	4 831,1	118	114
Kenya	582 646	19,50	33,5	3,8	4 966,0	5 090,0	264	261
Rwanda	26 338	5,92	225,0	3,6	1 503,1	1 736,3	258	293
Somalie	637 657	5,80	9,1	3,1	1 412,0	1 553,0	258	275
Soudan	2 505 813	21,10	8,4	2,8	7 072,0	8 290,0	345	393
Uganda	236 036	15,15	62,0	3,5	3 360,0	3 591,0	230	237
Rép. Unie de Tanzanie	945 087	20,50	21,7	3,3	5 448,0	4 497,0	274	219

PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE								
	3 958 058	46,71	11,8	3,0	18 893,7	18 666,0	417	400
Angola	1 246 700	8,44	6,8	3,0	4 211,9	4 719,1	522	568
Botswana	600 372	1,05	1,7	3,4	1 274,0	1 274,0	1 251	1 210
Lesotho	30 355	1,47	48,4	3,2	353,2	314,7	245	214
Malawi	118 484	6,81	57,5	3,1	1 214,1	1 209,5	178	177
Mozambique	801 590	13,42	16,7	2,6	1 923,8	1 969,8	147	147
Swaziland	17 363	0,72	41,5	3,2	532,4	481,9	892	669
Zambie	752 614	6,40	8,5	3,2	3 343,1	2 637,7	531	410
Zimbabwe	390 580	8,40	21,5	3,2	6 041,2	6 059,3	740	721

AFRIQUE DU CENTRE								
	4 082 517	45,88	11,2	2,8	18 337,0	17 709,6	411	386
Cameroon	475 442	9,85	20,7	3,2	7 378,0	7 812,0	771	792
Rép. centrafricaine	622 984	2,62	4,2	2,5	638,0	645,0	244	241
Congo	342 000	1,91	5,6	3,5	2 298,0	2 945,0	1 269	1 100
Guinée équatoriale	28 051	0,40	11,0	2,7	19,2	26,1	49	65
Gabon	267 667	1,30	4,8	2,0	3 380,0	3 490,0	2 582	2 618
Sao Tomé et Principe	964	0,10	103,7	2,3	35,2	34,9	346	343
Zaire	2 345 409	29,80	12,7	2,7	4 588,6	2 756,6	159	93

	Superficie en km ²	Pop. en millions (1984)	Densité Pop. /km ²	Taux de croissance de la pop. 80-84	Niveau du PIB				PIB Prix courants du Marché par habitant (en millions de \$ E.-U.) (\$ E.-U.)
					1983	1984	1983	1984	
SAHEL	5 343 545	37,06	6,9	2,6	7 943,7	7 490,7	220	202	
Burkina Faso	274 200	6,92	25,2	2,5	909,1	827,1	135	119	
Cap Vert	4 033	0,33	81,8	2,0	103,0	83,9	320	256	
Tchad	1 284 000	4,94	3,8	2,4	551,7	573,6	123	116	
Gambie	11 295	0,72	63,7	3,5	214,5	196,0	309	272	
Guinée Bissau	36 125	0,84	23,0	2,0	137,7	149,5	163	174	
Mali	1 240 000	8,90	7,2	2,7	1 107,1	1 075,8	145	137	
Mauritanie	1 030 700	1,70	1,6	2,7	768,6	722,5	475	425	
Niger	1 267 000	6,33	5,0	2,7	1 686,5	1 538,5	274	243	
Sénégal	196 192	6,38	32,5	2,9	2 465,5	2 323,8	398	364	
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	2 083 141	133,44	64,1	2,7	96 717,8	93 003,9	744	697	
Bénin	112 622	3,88	34,5	3,1	1 020,0	1 032,0	270	265	
Côte d'Ivoire	322 463	9,74	30,2	4,3	7 085,0	6 552,0	798	671	
Ghana	238 537	12,29	51,5	2,6	9 119,9	7 712,0	761	628	
Guinée	245 857	5,64	22,9	2,5	837,7	861,2	152	153	
Libéria	111 369	2,11	18,9	3,4	821,4	819,0	391	390	
Nigéria	923 768	93,30	101,0	2,5	75 906,0	74 213,0	834	795	
Sierra Leone	71 740	3,58	49,9	2,3	1 187,6	1 028,7	339	287	
Togo	56 785	2,90	51,1	2,9	740,2	786,0	260	268	
AFRIQUE DU NORD	5 752 890	100,84	17,5	2,8	132 479,0	139 665,0	1 352	1 385	
Algérie	2 381 741	21,60	9,1	3,2	42 624,0	45 716,0	2 040	2 116	
Egypte	1 001 449	47,15	47,1	2,7	40 144,0	48 125,0	874	1 021	
Jam. arabe Libyenne	1 759 540	3,64	2,1	2,9	28 377,0	25 741,0	8 178	7 111	
Maroc	446 550	21,47	48,1	2,6	13 282,0	12 156,0	646	568	
Tunisie	163 610	6,98	42,7	2,5	8 052,0	7 927,0	1 184	1 136	
TOTAL	28 018 099	510,19	18,2	2,9	308 358,3	310 825,6	622	609	

	TAUX DE CROISSANCE DU PIB					TAUX DE CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT				
	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
ILES DE L'OCEAN										
INDIEN										
Comores	3,6	6,0	3,7	3,9	4,3	0,3	2,7	0,4	0,6	0,9
Madagascar	-8,6	-1,8	0,9	2,1	-1,9	-11,4	-4,6	-1,9	-0,7	-4,5
Maurice	6,4	5,8	0,9	3,1	4,1	5,3	4,7	-0,2	2,0	2,9
Seychelles	-7,1	-1,6	-1,6	1,9	-2,1	-7,9	-2,4	-2,4	2,3	-2,9
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	4,3	1,8	0,2	-0,1	1,6	1,2	-1,3	-2,9	-3,2	-1,5
Djibouti	8,2	4,1	-3,8	-6,0	0,6	5,3	1,4	-6,2	-8,3	-2,0
Ethiopie	2,9	1,6	0,9	0,5	1,5	-0,6	-1,9	-2,6	-3,0	-2,0
Kenya	3,1	1,2	5,3	-3,7	1,5	0,3	-1,6	2,5	-6,6	-1,8
Rwanda	6,1	1,8	3,5	0,9	3,0	1,3	-1,7	-0,5	-2,9	-1,0
Soudan	8,1	1,1	3,0	-2,8	2,4	4,5	-2,5	-0,6	-6,4	-1,2
Somalie	7,2	7,2	-13,0	11,2	3,2	3,9	4,0	-15,7	7,8	-0,4
Soudan	5,0	1,0	-2,8	-1,3	0,4	1,7	-1,0	-5,4	-3,9	-2,1
Uganda	4,0	5,9	7,3	4,5	5,4	0,5	2,4	3,8	1,0	1,9
Répub. Unie de Tanzanie	-1,1	1,3	-0,4	2,5	0,6	-4,3	-1,9	-3,2	-0,8	-2,5
PAYS										
D'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola	5,1	2,6	-2,9	-2,4	0,6	2,1	-0,4	-5,9	-5,4	-2,4
Botswana	-2,0	5,4	1,5	2,5	1,9	-5,0	2,2	-1,5	-0,5	-1,2
Lesotho	10,6	3,8	13,0	11,5	9,7	7,2	0,5	9,4	8,1	6,3
Malawi	-0,4	-3,6	-1,4	0,4	-1,2	-3,1	-5,6	-4,2	-2,1	-3,7
Mozambique	-0,8	3,2	3,8	6,5	3,2	-3,9	0,1	0,7	3,5	0,2
Swaziland	2,3	-2,8	-7,0	-2,7	-2,6	-0,3	-5,4	-9,6	-5,3	-5,2
Zambia	6,9	-1,1	2,6	0,7	2,3	3,7	-4,3	-0,6	-2,3	-0,9
Zimbabwe	3,2	-3,5	-13,7	-21,1	-8,8	0,0	-6,7	-16,9	-24,3	-12,0
	14,1	3,0	-3,3	-3,0	2,9	10,9	-0,2	-6,5	-6,2	-0,3
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	6,4	3,4	2,2	10,1	5,5	3,6	0,6	-0,6	7,3	2,7
Répub. centrafricaine	7,1	4,9	5,0	6,3	5,8	4,0	1,9	2,0	3,1	2,7
Congo	1,5	1,6	-6,5	8,7	4,3	-1,0	-0,9	-9,2	6,1	-1,2
Guinée équatoriale	20,7	8,0	-2,0	31,6	14,5	17,2	4,5	-5,5	28,1	11,0
Gabon	2,2	3,9	-2,9	2,2	1,4	-0,5	1,2	-5,6	-0,5	-1,3
Sao Tomé et Principe	-3,5	1,0	1,9	6,4	1,5	-5,0	-1,0	-0,1	4,5	-0,5
Zaire	-13,8	3,3	-11,9	-4,3	-6,2	-16,1	1,0	-14,2	-6,6	-9,0
	3,2	-2,4	1,5	3,0	1,3	0,2	-5,4	-1,5	0,0	-1,7

	FLUX NETS DES RESSOURCES APO					FLUX NETS DES RESSOURCES AUTRES*				
	(en millions de \$ E.-U.)					(en millions de \$ E.-U.)				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
ILES DE L'OCEAN INDIEN	342,2	407,4	227,1	292,0	205,8	543,3	315,5	247,9	78,2	187,4
Comores	41,1**	47,6**	39,5**	38,8**	24,4	5,1	-1,9	-1,1	-0,8	1,5
Madagascar	246,0*	280,3	121,3	196,7	159,6	370,0	236,0	208,0	82,0	159,0
Maurice	33,1**	58,3**	47,8**	40,7**	19,6	166,0	77,0	33,0	-7,0	27,0
Seychelles	21,7**	21,2**	18,5**	15,8**	2,2	2,2	4,4	8,0	4,0	-0,1
AFRIQUE DE L'EST	2 196,2	2 146,0	2 211,5	2 333,8	2 234,2	1,178,0	1,339,0	723,0	275,0	672,0
Burundi	112,9	124,4	136,5	159,8	160,5	53,0	56,0	69,0	16,0	40,0
Djibouti	71,6**	63,9**	58,8**	64,6**	40,1					
Ethiopie	237,0*	417,0*	221,5	315,3	397,2	65,0	214,0	61,0	-99,0	46,0
Kenya	381,4	239,0	348,7	337,0	414,6	583,0	696,0	321,0	235,0	14,0
Rwanda	127,3	125,0	126,7	127,6	149,4	44,0	41,0	25,0	-3,0	-2,0
Somalie	262,0	292,8	299,7	230,3	303,0	7,0	-8,0	154,0	39,0	23,0
Soudan	744,0*	679,0*	693,0*	740,0*	542,0*	25,0	309,0	-32,0	-66,0	362,0
Uganda	110,0*	167,0*	135,0*	137,0*	146,0*	36,0	-36,0	34,0	52,0	-112,0
Rép. Unie de Tanzanie	150,0	213,9	191,6	222,2	81,4	365,0	67,0	91,0	101,0	301,0
PAYS										
O'AFRIQUE AUSTRALE	1 065,8	1 019,9	1 071,8	1 061,4	1 275,0	1,322,0	1,809,0	1 869,0	810,0	405,0
Angola	50,0*	61,0*	70,0*	71,0*	92,0*	128,0	106,0	308,0	4,0	43,0
Botswana	106,1	96,9	101,5	103,6	101,0*	302,0	307,0	110,0	107,0	49,0
Lesotho	90,8	101,0	89,6	101,3	103,0*	47,0	40,0	18,0	13,0	-1,0
Malawi	143,3	137,6	121,2	116,8	163,0*	150,0	28,0	15,0	53,0	32,0
Mozambique	169,2	143,6	204,8	211,9	250,0*	128,0	58,0	335,0	115,0	-88,0
Swaziland	49,9	36,6	28,1	33,6	29,0*	8,0	7,0	22,0	27,0	9,0
Zambia	295,4	230,9	240,8	216,4	255,0*	358,0	631,0	464,0	103,0	225,0
Zimbabwe	161,1	212,3	215,8	206,8	282,0*	201,0	632,0	597,0	388,0	136,0
AFRIQUE DU CENTRE	1 381,4	1 116,3	881,3	753,3	636,1	-188,0	780,0	568,0	955,0	107,0
Cameroon	264,1	200,4	213,6	131,4	142,0*	405,0	312,0	315,0	500,0	-219,0
Rép. centrafricaine	110,0	101,6	89,7	92,9	120,0*	0,0	-5,0	32,0	13,0	17,0
Congo	92,1	69,6	93,1	108,4	44,0*	199,0	411,0	157,0	364,0	161,0
Guinée équatoriale	9,3	10,2	14,0	11,1	11,2					
Gabon	55,8	43,5	62,3	63,1	73,0*	-308,0	-272,0	-169,0	-177,0	-11,0
Sao Tomé et Principe	3,9	6,1	9,9	11,6	7,9					
Zaire	846,2	684,9	398,7	334,8	238,0	-484,0	334,0	233,0	255,0	159,0

* Données fournies par la Banque Mondiale

** Données fournies par l'OCDE

*** Estimations de la CEA

MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984) (en millions de \$ E.-U.)				MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984) EXPRIME EN POURCENTAGE:		RATIO DU SERVICE DE LA DETTE (1984)
conditions non libérales				DU PIB	DES EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS	
	libérales	libérales	total			
ILES DE L'OCEAN INDIEN						
Comores	1 686,9	1 253,4	2 940,3	80,6	309,9	
Madagascar	183,4	19,6	203,0	226,3	1 085,6	45,0
Maurice	1 326,4	793,4	2 119,8	89,0	575,7	33,0
Seychelles	135,8	424,2	560,0	54,5	111,1	28,3
	41,3	16,2	57,5	38,7	99,5	9,0
AFRIQUE DE L'EST						
Burundi	14 888,2	4 960,0	19 848,2	64,8	499,1	
Djibouti	335,0	11,0	346,0	37,4	308,9	14,2
Ethiopie	168,5	10,5	179,0	141,2	1 140,1	2,3
Kenya	1 384,0	166,2	1 550,2	32,1	259,4	19,3
Rwanda	2 487,9	1 323,1	3 811,0	74,9	272,2	31,8
Somalie	269,5	11,5	281,0	16,2	162,4	6,1
Soudan	1 262,6	166,4	1 429,0	92,0	1 558,3	50,0
Uganda	5 886,0	2 006,0	7 892,0	95,2	1 239,1	32,0
Un. Rep. of Tanzania	675,0	356,0	1 031,0	28,7	223,2	21,7
	2 419,7	909,3	3 329,0	74,0	682,2	30,0
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE						
Angola	7 241,8	3 220,2	10 462,0	56,0	190,8	
Botswana	859,0	-	859,0	18,2	59,3	2,3
Lesotho	276,0	80,1	356,1	28,0	45,3	29,9
Malawi	107,0	33,0	140,0	44,5	33,9	27,3
Mozambique	541,3	343,7	885,0	73,2	269,8	33,6
Swaziland	1 044,0	-	1 044,0	53,0	939,7	63,0
Zambia	189,5	89,4	278,9	57,9	85,6	69,8
Zimbabwe	2 779,0	1 996,0	4 775,0	181,0	495,3	31,6
	1 446,0	678,0	2 124,0	35,1	191,7	
AFRIQUE DU CENTRE						
Cameroon	4 557,5	6 228,9	10 786,4	60,9	165,9	
Rép. centrafricaine	1 738,0	991,0	2 729,0	34,9	120,7	7,1
Congo	60,2	217,0	277,2	43,0	180,0	17,1
Guinée équatoriale	170,1	1 432,9	1 603,0	54,4	121,5	27,2
Gabon	89,0	37,0	126,0	482,8	797,5	84,0
San Tomé et Príncipe	746,8	228,2	975,0	27,9	53,2	10,5
Zaire	56,9	18,3	75,2	217,3	356,4	23,7
	1 696,5	3 304,5	5 001,0	181,4	556,3	14,9

MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984) (en millions de \$ E.-U.)			MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984) EXPRIME EN POURCENTAGE:		RATIO DU SERVICE DE LA DETTE	
conditions non libérales			DU PIB		DES EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS	
libérales	total					
5 457,4	1 403,8	6 861,2	91,6	332,2		
SAHEL						
407,0	122,9	529,9	64,1	335,2	48,1	
Cap Vert.	-	100,9	120,3	1 062,1	20,0	
Tchad	22,0	157,9	27,5	138,1	10,9	
Gambie	274,9	36,8	159,0	327,4	32,0	
Guinée Bissau	170,9	43,3	143,3	1 660,5	17,0	
Mali	1 084,5	91,5	109,3	539,4	16,7	
Mauritanie	1 171,0	226,6	193,4	405,1	38,0	
Niger	424,0	523,0	61,6	247,2	36,4	
Sénégal	1 688,3	337,7	87,2	277,9	18,1	
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE						
23 261,5	13 255,1	36 516,6	39,3	219,2		
AFRIQUE DU NORD						
289,9	395,1	685,0	66,4	267,7	35,6	
Côte d'Ivoire	4 032,4	3 398,6	113,4	269,6	19,9	
Ghana	836,3	1 177,3	26,1	339,8	35,9	
Guinée	1 168,0	1 306,9	151,8	771,0	27,2	
Libéria	441,1	585,9	125,4	283,5	25,6	
Nigéria	15 344,0	7 272,0	30,5	186,7	27,5	
Sierra Leone	440,0	153,7	57,7	388,0	27,4	
Togo	709,8	843,4	107,3	333,4	25,9	
AFRIQUE DU NORD						
57 278,1			41,0	153,8		
AFRIQUE DU NORD						
16 615,8			36,3	122,4	33,1	
Egypte	22 482,5		46,7	304,8	27,5	
Jam. arabe libyenne	797,8		3,1	7,6		
Maroc	5 659,0	7 691,0	109,8	442,6	32,0	
Tunisie	1 672,0	2 360,0	50,9	144,2	22,1	
TOTAL						
144 692,8			46,6	198,6		

	TAUX DE CROISSANCE DU PIB					TAUX DE CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT				
	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
SAHEL										
Burkina Faso	-2,1	4,0	2,5	-5,1	-0,2	-4,7	1,4	-0,1	-7,7	-2,8
Cap Vert	1,0	1,0	-4,1	-0,9	-0,7	-0,4	-1,3	-6,1	-4,8	-3,2
Tchad	7,3	4,8	0,7	18,4	4,6	7,7	5,1	0,9	18,6	5,0
Gambie	-9,0	-7,3	-7,0	-4,6	-6,9	-11,4	-9,6	-9,4	-6,6	-9,2
Guinée Bissau	-4,3	11,4	14,1	-8,7	3,1	-7,6	8,1	9,2	11,8	-0,5
Mali	3,0	0,5	2,0	7,6	3,3	1,0	-1,5	0,0	5,6	1,3
Mauritanie	1,0	-0,1	-1,2	1,0	0,2	-0,4	-2,8	-4,2	-1,8	-2,3
Niger	4,0	-2,4	6,9	-2,7	1,4	1,0	-5,2	3,8	-5,5	-1,6
Niger	-8,2	-2,4	9,2	-16,5	-4,5	-10,6	-5,0	6,3	-18,7	-7,4
Sénégal	-1,2	15,4	2,2	-4,0	3,1	-4,1	12,5	-0,7	-6,9	0,2
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIFNE	-1,1	-0,1	-8,1	-4,6	-3,5	-3,8	-2,8	-10,8	-7,3	-6,2
Bénin	4,1	3,9	-3,0	2,9	1,9	1,0	0,8	-6,1	-0,2	-1,2
Côte d'Ivoire	2,7	1,9	-5,2	-2,4	0,7	-1,4	-2,2	-9,0	-6,5	-4,8
Ghana	-3,8	-6,1	-2,9	7,6	-1,3	-6,3	-8,5	-5,4	5,0	-3,8
Guinée	2,1	5,7	1,4	2,8	3,0	-0,4	3,2	-1,1	0,3	0,5
Libéria	-6,6	-1,3	-3,6	-1,7	-3,6	-9,0	-3,9	-7,5	-2,3	-5,7
Nigéria	-1,3	0,0	-8,5	-5,5	-3,8	-3,8	-2,4	-10,8	-7,8	-6,2
Sierra Leone	-3,9	-6,2	-28,8	-7,1	-11,4	-6,1	-8,4	-30,4	-9,1	-13,5
Togo	-3,5	-3,6	-5,3	2,6	-2,5	-6,4	-6,5	-8,2	-0,3	-5,4
AFRIQUE DU NORD	1,7	4,5	3,0	4,6	3,5	-1,1	1,8	0,2	1,8	0,7
Algérie	2,5	6,4	5,2	5,6	4,9	-0,7	3,2	3,0	3,4	1,7
Egypte	7,9	6,9	7,2	7,3	7,5	5,2	5,2	4,5	4,6	4,8
Jam. arabe libyenne	-11,4	-3,0	-7,5	-2,0	-6,0	-14,3	-5,9	-10,4	-4,9	-8,9
Maroc	-1,3	6,8	2,2	3,9	2,9	-3,9	4,2	-0,4	1,3	0,3
Tunisie	6,9	-0,1	4,9	5,5	3,4	4,4	-2,6	2,4	3,0	0,9
TOTAL	1,4	2,6	-1,0	1,0	1,0	-1,5	-0,3	-3,9	-1,9	-1,9

FLUX NETS DES RESSOURCES

APD
(en millions de \$ E.-U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
SAHEL	1 662,1	975,3	978,0	876,8	982,8
Burkina Faso	212,3	216,8	212,9	189,9	188,0*
Cap Vert	39,0**	36,3**	42,6**	41,7**	39,9***
Tchad	35,3	59,7	64,7	86,1	115,0*
Gambie	135,3	25,0	92,8	18,2	42,7
Guinée Bissau	2,8	3,5	2,1	1,7	66,0*
Mali	726,2	229,5**	195,2**	214,1**	278,0*
Mauritanie	170,0*	193,0*	203,0*	190,0*	156,0*
Niger	80,6	74,2	76,8	44,0	64,5
Sénégal	210,6	137,3	87,9	91,1	32,7
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	883,0	589,3	607,7	611,8	711,2
Bénin	90,4	81,6	80,2	87,2	81,0*
Côte d'Ivoire	210,3	123,7	136,8	156,5	91,0*
Ghana	171,5	131,5	88,4	105,8	229,3
Guinée	65,0*	97,0*	65,0*	53,0*	44,0*
Libéria	168,9	35,6	107,7	37,0	139,0*
Nigéria	58,0*	35,0*	28,0*	98,0*	30,0*
Sierra Leone	75,5	45,5	66,1	35,7	27,7
Togo	43,4	39,4	35,5	38,6	69,2
AFRIQUE DU NORD	2 499,6	2 297,6	2 309,4	2 118,8	2 106,4
Algérie	178,8	165,3	139,4	158,0**	160,4***
Egypte	1 387,5**	1 292,9**	1 442,2**	1 455,9**	1 394,6***
Jam. arabe libyenne					
Maroc	200,1**	598,1**	516,7**	301,3**	529,1***
Tunisie	233,2	241,3	211,1	203,6**	222,3***
TOTAL	10 030,3	8 351,8	8 286,8	8 047,9	8 151,5

FLUX NETS DES RESSOURCES

AUTRES*
(en millions de \$ E.-U.)

	1981	1982	1983	1984
SAHEL	632,0	379,0	709,0	277,0
Burkina Faso	37,0	7,0	6,0	36,0
Cap Vert				
Tchad	2,0	0,0	4,0	1,0
Gambie	40,0	47,0	48,0	0,0
Guinée Bissau	3,0	10,0	3,0	2,0
Mali	27,0	7,0	4,0	24,0
Mauritanie	52,0	102,0	57,0	94,0
Niger	276,0	161,0	311,0	15,0
Sénégal	195,0	-5,0	276,0	105,0
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	3 560,0	6 453,0	4 691,0	1 908,0
Bénin	146,0	265,0	76,0	-8,0
Côte d'Ivoire	1 636,0	985,0	903,0	186,0
Ghana	310,0	69,0	152,0	337,0
Guinée	23,0	23,0	31,0	3,0
Libéria	22,0	29,0	88,0	29,0
Nigéria	1 188,0	4 888,0***	3 359,0***	1 289,0
Sierra Leone	115,0	115,0	35,0	12,0
Togo	120,0	79,0	47,0	60,0
AFRIQUE DU NORD	2 744,4	2 643,0	3 468,7	2 933,5
Algérie	1 379,8**	-219,5**	959,1**	787,8***
Egypte	968,3**	1 826,2**	1 629,8**	1 384,5***
Jam. arabe libyenne				
Maroc	414,7	706,1**	553,0**	497,3***
Tunisie	114,9**	283,7**	330,2**	263,9***
TOTAL	10 200,0	11 179,9	12 882,9	6 489,9

* Données fournies par la Banque Mondiale
** Données fournies par l'OCDE
*** Estimations de la CEA

FLUX NETS DES RESSOURCES

TOTAL

(en millions de \$ E.-U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
ILES DE L'OCEAN					
INDIEN	885,5	722,9	475,0	370,2	393,2
Comores	46,5	45,7	38,4	38,0	25,9
Madagascar	616,0	516,3	329,3	278,7	318,6
Maurice	199,1	135,3	80,8	33,7	46,6
Seychelles	23,9	25,6	26,5	19,8	2,1
AFRIQUE DE L'EST	3 374,2	3 485,0	2 934,5	2 608,8	2 906,2
Burundi	165,9	180,4	205,5	175,8	200,5
Djibouti	71,6	63,9	58,8	64,6	40,1
Ethiopie	302,0	631,0	282,5	216,3	443,2
Kenya	964,4	935,0	669,7	572,0	428,6
Rwanda	171,3	166,0	151,7	124,6	147,4
Somalie	269,0	284,8	453,7	269,3	326,0
Soudan	769,0	988,0	661,0	674,0	904,0
Uganda	146,0	131,0	169,0	189,0	34,0
Rép. Unie de Tanzanie	515,0	280,9	282,6	323,2	382,4
PAYS					
D'AFRIQUE AUSTRALÉ	2 387,8	2 828,9	2 940,8	1 871,4	1 680,0
Angola	178,0	167,0	378,0	75,0	135,0
Botswana	408,1	403,9	211,5	210,6	150,0
Lesotho	137,8	141,0	107,6	114,3	102,0
Malawi	293,3	165,6	136,2	169,8	195,0
Mozambique	297,2	201,6	539,8	326,9	162,0
Swaziland	57,9	43,6	50,1	60,6	38,0
Zambia	653,4	861,9	704,8	319,4	480,0
Zimbabwe	362,1	844,3	812,8	594,8	418,0
AFRIQUE DU CENTRE	1 193,4	1 896,3	1 449,3	1 708,3	743,1
Cameroun	669,1	512,4	528,6	631,4	-77,0
Rép. centrafricaine	110,0	96,6	121,7	105,9	137,0
Congo	291,1	480,6	250,1	472,4	205,0
Guinée équatoriale	9,3	10,6	14,0	11,1	11,2
Gabon	-252,2	-228,5	-106,7	-113,9	62,0
Sao Tomé et Principe	3,9	6,1	9,9	11,6	7,9
Zaire	362,2	1 018,9	631,7	589,8	397,0

FLUX NETS DES RESSOURCES

TOTAL

(en millions de \$ E.-U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
SAHEL	2 375,1	1 607,3	1 357,0	1 585,8	1 259,8
Burkina Faso	277,3	253,8	269,9	195,9	224,0
Cap Vert	39,0	36,3	42,6	41,7	39,9
Tchad	32,3	61,7	64,7	90,1	116,0
Gambie	175,3	65,0	139,8	66,2	42,7
Guinée Bissau	16,8	6,5	12,1	4,7	68,0
Mali	812,2	256,5	202,2	218,1	302,0
Mauritanie	192,0	245,0	305,0	247,0	250,0
Niger	419,6	350,2	237,8	355,0	79,5
Sénégal	460,6	332,3	82,9	367,1	137,7
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	4 637,0	4 149,3	7 060,7	5 302,8	2 619,2
Bénin	149,4	227,6	345,2	163,2	73,0
Côte d'Ivoire	1 876,3	1 759,7	1 121,8	1 059,5	277,0
Ghana	-90,5	441,5	157,4	257,8	566,3
Guinée	89,0	120,0	88,0	84,0	47,0
Libéria	178,9	57,6	136,7	125,0	168,0
Nigéria	2 025,0	1 223,0	4 916,0	3 457,0	1 319,0
Sierra Léone	197,5	160,5	181,1	70,7	39,7
Togo	111,4	159,4	114,5	85,6	129,2
AFRIQUE DU NORD	5 377,3	5 042,0	4 952,4	5 587,5	5 039,9
Algérie	1 558,6	1 196,9	-80,1	1 117,1	948,2
Egypte	2 355,8	2 406,7	3 268,4	3 085,7	2 779,1
Am. arabe libyenne					
Maroc	1 114,8	913,4	1 222,8	854,3	1 026,4
Tunisie	348,1	525,0	541,3	530,4	486,2
TOTAL	20 230,3	19 731,7	21 169,7	19 034,8	14 641,4

Tableau 2: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.														Million de \$ E.U.
COUT TOTAL DU PROGRAMME														
		Autr. Sect. Sècheresse/ Desert'n		Grand Total		Agriculture (Agric.)		Autr. Sect. Sècheresse/ Desert'n		Devpm't Res. Humm.		Total		

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Rev. 2

Tableau 2: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

Million de \$ E.U.

RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.

COUT TOTAL DU PROGRAMME

	Agriclture	Autr. Sect. Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humm.	Grand Total	Agriclture	Autr. Sect. Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humm.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	625,2	109,0	36,8	68,1	839,1					7,8
Cap Vert	103,0	144,0	46,0	41,0	334,0					21,6
Tchad	72,0	265,5	7,1	48,3	392,9					5,3
Gambie	60,0	89,8	1,6	6,0	157,4	2,9	4,5	0,1		0,3
Guinee Bissau	65,3	58,1		37,0	160,4	10,8	5,5			5,3
Mali	290,7	177,2	19,3	51,9	539,1	32,1	19,5	2,1		5,7
Mauritanie	277,0	906,0	19,0	19,0	1.221,0	11,1	36,8	0,8		0,3
Niger	429,5	627,5	28,0	119,7	1.204,7	4,8	11,2	11,0		31,1
Sénégal	477,0	238,0	62,3		777,3	37,0	31,0	0,3		68,3
* Sous-Total *	2.399,7	2.615,1	220,1	391,0	5.625,9	98,7	108,5	14,3	15,7	237,2
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHÉLIENNE										
Bénin	361,5	448,4		114,4	924,3	22,9	201,3		41,2	265,4
Côte d'Ivoire	840,1	478,2		63,2	1.381,5	201,6	114,8		15,2	331,6
Ghana	288,0	1.132,0		75,0	1.495,0	202,0	676,0		68,0	946,0
Guinée	300,0	418,0	41,0	81,0	840,0	36,0	51,0	5,0	10,0	102,0
Libéria	166,0	189,0		19,0	374,0	8,0	4,0		2,0	14,0
Nigéria	2.754,0	4.836,0	795,0	2.777,0	11.162,0	1.456,0	3.983,0	795,0	2.490,0	8.724,0
Sierra Léone	65,4	135,9	2,2	15,6	219,1	14,2	19,3	1,0	7,5	42,0
Togo	437,9	96,7		467,3	1.001,9	18,6	3,5		101,4	123,5
* Sous-Total *	5.212,9	7.734,2	838,2	3.612,5	17.397,8	1.959,3	5.052,9	801,0	2.735,3	10.548,5
AFRIQUE DU NORD										
Algérie	15.800,0	11.800,0			27.600,0	15.800,0	11.800,0			27.600,0
Egypte	13.143,0	7.857,0	38,0	429,0	21.467,0	10.543,0	6.286,0	34,0	343,0	17.206,0
Jam. arabe libyenne	5.489,0	15,3			5.504,3	5.489,0	15,3			5.504,3
Maroc	944,6	138,6	98,0		1.181,2	490,0	110,9	66,2		667,1
Tunisie	391,7	920,9	62,5		1.375,1	152,4	430,2	31,6		614,2
* Sous-Total *	35.768,3	20.731,8	198,5	429,0	57.127,6	32.474,4	18.642,4	131,8	343,0	51.591,6
** T O T A L **	55.205,1	53.107,3	2.166,9	6.465,4	116.944,7	40.182,3	35.700,0	1.320,2	3.927,4	81.129,9

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 2: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.											ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.		Million de \$ E.U.

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Rev. 2

Tableau 2: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

		RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.					Million de \$ E.U.	
		Autr. Sect. Secheresse/		Autr. Sect. Secheresse/		Devpm't		Autr. Sect. Secheresse/		Devpm't			
		Agric. (Agric.)		Agric. (Agric.)		Desert'n Res. Humm.		Agric. (Agric.)		Desert'n Res. Humm.			
		Total		Total		Total		Total		Total			
		SAHEL											
Burkina Faso	422,1	18,6	440,7	203,1	109,0	18,2	68,1	398,4					
Cap Vert				103,0	144,0	46,0	41,0	334,0					
Tchad				72,0	265,5	7,1	48,3	392,9					
Gambie	15,2		15,2	41,9	85,3	1,5	5,7	134,4					
Guinee Bissau	19,5	21,4	40,9	34,9	31,3		28,4	94,6					
Mali	166,3	101,4	267,7	92,3	56,3	6,2	16,5	171,3					
Mauritanie	183,5	600,3	783,8	82,4	268,9	5,6	6,1	363,0					
Niger	202,1	229,9	432,0	222,6	386,4	6,4	76,0	691,4					
Senegal	280,0	137,0	417,0	160,0	70,0	30,0		260,0					
* Sous-Total *	1.288,7	1.090,0	2.378,7	1.012,2	1.416,7	121,0	290,1	2.840,0					
AFRIQUE DE L'OUEST													
NON-SAHELIENNE													
Bénin				338,6	247,1		73,2	658,9					
Côte d'Ivoire				638,5	363,4		48,0	1.049,9					
Ghana				86,0	456,0		7,0	549,0					
Guinee				264,0	367,0	36,0	71,0	738,0					
Libéria				158,0	185,0		17,0	360,0					
Nigéria	943,0	598,0	1.541,0	355,0	255,0		115,0	725,0					
Sierra Léone	49,8	59,6	109,4	51,2	116,6	1,2	8,1	177,1					
Togo				369,5	33,6		288,7	691,8					
* Sous-Total *	992,8	657,6	1.650,4	2.260,8	2.023,7	37,2	628,0	4.949,7					
AFRIQUE DU NORD													
Algérie													
Egypte	400,0	271,0	671,0	2.200,0	1.300,0	4,0	57,0	3.561,0					
Jam. arabe libyenne				454,6	27,7		31,8	514,1					
Maroc	47,9	98,1	146,0	191,4	392,6		24,7	608,7					
Tunisie													
* Sous-Total *	447,9	369,1	817,0	2.846,0	1.720,3	60,5	57,0	4.683,8					
** T O T A L **	5.498,2	5.466,3	10.964,5	9.524,5	11.941,1	562,5	1.674,7	23.702,8					

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 3: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.									
(Pourcentage par secteur)									
COUT TOTAL DU PROGRAMME									
	Agriclture	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n (Agric.)	Devpm Res. Humn.	Grand Total	Agriclture	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n (Agric.)	Devpm Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN									
INDIEN									
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	71,31	0,77	7,75	100,00
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	42,60	8,17		100,00
Maurice	56,46	37,57	3,23	2,72	100,00	53,28	5,83	1,82	100,00
Seychelles	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	23,52	23,52	7,84	100,00
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	43,00	7,43	1,23	100,00
AFRIQUE DE L'EST									
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	35,97		18,99	100,00
Djibouti	36,57	33,02	30,40		100,00	39,47	39,47		100,00
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	58,46	3,76	1,89	100,00
Kenye	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	7,08	27,68	5,15	100,00
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	33,69		17,28	100,00
Somalie	74,67	16,47	2,81	6,04	100,00	32,58	6,73	3,94	100,00
Soudan	37,17	55,20	3,77	3,84	100,00	60,38	2,63	3,11	100,00
Ouganda									
Tanzanie, Rep. Unie	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	70,37	1,76	1,43	100,00
* Sous-Total *	37,88	53,53	3,88	4,69	100,00	62,84	3,79	2,69	100,00
PAYS DE L'AFRIQUE									
AUSTRALE									
Angola									
Botswana	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	100,00			100,00
Lesotho	74,49	25,50			100,00	89,13			100,00
Malawi	20,71	79,28			100,00	3,65	96,34		100,00
Mozambique	24,85	36,88	21,74	16,51	100,00				
Swaziland	31,25	68,75			100,00	22,22	77,77		100,00
Zambie	31,70	68,29			100,00	46,83	53,16		100,00
Zimbabwe	28,20	67,13		4,66	100,00	28,20	67,13	4,66	100,00
* Sous-Total *	28,50	64,57	1,91	5,00	100,00	29,43	66,51	4,05	100,00
AFRIQUE DU CENTRE									
Cameroon	43,60	53,66		2,73	100,00	43,60	53,67	2,71	100,00
Rep. Centrafricaine	22,87	69,71		7,40	100,00	33,84	61,37	4,77	100,00
Congo	3,25	88,00		8,73	100,00				
Guinee Equatoriale	42,08	30,81		27,09	100,00				
Gabon	11,46	70,27		18,26	100,00	11,46	70,27	18,26	100,00
Sao Tome & Principe	27,30	29,56	11,66	31,46	100,00	22,31	71,67	6,00	100,00
Zaire	18,77	76,25		4,97	100,00				
* Sous-Total *	23,64	69,13	0,10	7,11	100,00	29,11	64,04	6,83	100,00

REV. 2

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 3: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES. (Pourcentage par secteur)										
COUT TOTAL DU PROGRAMME										
	Agriculture	Autr. Sect. Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmnt Res. Hum.	Grand Total	Agriculture	Autr. Sect. Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmnt Res. Hum.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	74,50	12,99	4,38	8,11	100,00					
Cap Vert	30,83	43,11	13,77	12,27	100,00					
Tchad	18,32	67,57	1,80	12,29	100,00					
Gambie	38,11	57,05	1,01	3,81	100,00					
Guinée Bissau	40,71	36,22		23,06	100,00	37,17	57,69	1,28	3,84	100,00
Mali	53,92	32,86	3,58	9,62	100,00	54,04	25,46		24,53	100,00
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	32,82		3,53	9,59	100,00
Niger	35,65	52,08	2,32	9,93	100,00	22,65	75,10	1,63	0,61	100,00
Sénégal	61,36	30,61	8,01		100,00	15,43	36,01	35,36	13,18	100,00
* Sous-Total *	42,65	46,48	3,91	6,94	100,00	41,61	45,74	6,02	6,61	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHÉLIENNE										
Bénin	39,11	48,51		12,37	100,00	8,62	75,84		15,52	100,00
Côte d'Ivoire	60,81	34,61		4,57	100,00	60,79	34,62		4,58	100,00
Ghana	19,26	75,71		5,01	100,00	21,35	71,45		7,18	100,00
Guinée	35,71	49,76	4,88	9,64	100,00	35,29	50,00	4,90	9,80	100,00
Libéria	44,38	50,53		5,08	100,00	17,14	28,57		14,28	100,00
Nigéria	24,67	43,32	7,12	24,87	100,00	16,68	45,65	9,11	28,54	100,00
Sierra Léone	29,84	62,02	1,00	7,12	100,00	33,80	45,95	2,38	17,85	100,00
Togo	43,70	9,65		46,64	100,00	15,06	2,83		82,10	100,00
* Sous-Total *	29,96	44,45	4,81	20,76	100,00	18,57	47,90	7,59	25,93	100,00
AFRIQUE DU NORD										
Algérie	57,24	42,75			100,00	57,24	42,75			100,00
Egypte	61,22	36,60	0,17	1,99	100,00	61,27	36,53	0,19	1,99	100,00
Jém. arabe libyenne	99,72	0,27			100,00	99,72	0,27			100,00
Maroc	79,96	11,73	8,29		100,00	73,45	16,62	9,92		100,00
Tunisie	28,48	66,96	4,54		100,00	24,81	70,04	5,14		100,00
* Sous-Total *	62,61	36,29	0,34	0,75	100,00	62,94	36,13	0,25	0,66	100,00
** T O T A L **	47,20	45,41	1,85	5,52	100,00	49,52	44,00	1,62	4,84	100,00

Tableau 3: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

(Pourcentage par secteur)													
RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES. ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.													
	Agriculture (Agric.)		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Devpm't Res. Humm.		Total Agriculture (Agric.)		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Devpm't Res. Humm.		Total
ILES DE L'OCEAN INDIEN													
Comores	52,88	23,55			23,55			100,00		12,92	82,76	4,30	100,00
Madagascar	39,47	59,06	1,45					100,00		47,18	43,94	8,86	100,00
Maurice	60,43	32,17		7,39				100,00		60,37	39,62		100,00
Seychelles	61,53	20,36	12,66	5,42				100,00		48,50	13,78	22,27	100,00
* Sous-Total *	46,52	44,17	1,79	7,50				100,00		45,24	42,56	10,10	100,00
AFRIQUE DE L'EST													
Burundi	44,99	36,00		19,00				100,00		45,00	35,98	19,01	100,00
Djibouti	22,00	39,77	38,22					100,00		48,88	27,36	23,75	100,00
Ethiopie										33,64	60,71	3,36	100,00
Kenya	52,85	24,89	20,20	2,04				100,00		24,06	32,78	16,59	100,00
Rwanda	48,99	33,70		17,30				100,00		48,97	33,70	17,31	100,00
Somalie	73,04	15,22	3,03	8,69				100,00		80,54	14,08	1,66	100,00
Soudan	39,62	51,37	4,61	4,39				100,00		39,73	51,20	4,40	100,00
Ouganda													
Tanzanie, Rep. Unie	39,28	58,25	1,10	1,35				100,00		39,27	58,20	1,12	100,00
* Sous-Total *	48,68	38,71	4,58	8,01				100,00		42,67	48,07	3,48	100,00
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE													
Angola	0,65	77,77		21,56				100,00		16,72	62,97	0,65	100,00
Botswana	100,00							100,00		54,90	45,09		100,00
Lesotho	53,96	46,03						100,00		0,90	99,09		100,00
Malawi										24,85	36,88	21,74	100,00
Mozambique	75,00	25,00						100,00		26,31	73,68		100,00
Swaziland										28,15	71,84		100,00
Zambie										28,20	67,12	4,66	100,00
Zimbabwe													
* Sous-Total *	49,57	45,98		4,44				100,00		25,80	64,98	3,46	100,00
AFRIQUE DU CENTRE													
Cameroun	43,59	53,63		2,76				100,00		43,54	53,54	2,90	100,00
Rep. Centrafricaine	39,63	48,79		11,56				100,00		0,07	96,80	3,12	100,00
Congo	66,30	33,69						100,00			90,80	9,19	100,00
Guinée Equatoriale	74,14	11,71		14,14				100,00		14,68	47,15	38,16	100,00
Gabon										11,45	70,27	18,26	100,00
San Tomé & Principe	45,28	36,59	0,54	17,57				100,00		9,38	22,56	45,30	100,00
Zaire	11,87	82,68		5,44				100,00		17,39	82,60		100,00
* Sous-Total *	24,01	69,62	0,01	6,34				100,00		10,52	80,75	0,39	100,00

Rev. 2

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 3: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage par secteur)										
RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.					
	Agriculture	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humn.	Total Agriculture	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humn.	Total	
		(Agric.)	(Agric.)			(Agric.)	(Agric.)			
SAHEL										
Burkina Faso	95,77		4,22		100,00	50,77	27,35	4,56	17,09	100,00
Cap Vert						30,83	43,11	13,77	12,27	100,00
Tchad						18,32	67,57	1,80	12,29	100,00
Gambie	100,00				100,00	31,17	63,46	1,11	4,24	100,00
Guinée Bissau	44,11	48,41		7,46	100,00	36,89	33,08		30,02	100,00
Mali	53,92	32,87	3,56	9,63	100,00	53,88	32,86	3,61	9,63	100,00
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	22,69	74,07	1,54	1,68	100,00
Niger	41,91	47,67	2,19	8,21	100,00	32,19	55,88	0,92	10,99	100,00
Sénégal	62,36	30,51	7,12		100,00	61,53	26,92	11,53		100,00
* Sous-Total *	58,56	42,76	3,32	3,34	100,00	35,64	49,88	4,26	10,21	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHÉLIENNE										
Bénin						51,38	37,50		11,10	100,00
Côte d'Ivoire						60,81	34,61		4,57	100,00
Ghana						15,66	83,06		1,27	100,00
Guinée						35,77	49,72	4,87	9,62	100,00
Liberia						43,88	51,38		4,72	100,00
Nigeria	55,04	34,90		10,04	100,00	48,96	35,17		15,86	100,00
Sierra Leone	26,48	31,93		41,37	100,00	28,91	65,83	0,67	4,57	100,00
Togo						53,41	4,85		41,73	100,00
* Sous-Total *	52,26	34,61		13,11	100,00	45,67	40,88	0,75	12,68	100,00
AFRIQUE DU NORD										
Algérie	57,14	38,71		4,14	100,00	61,78	36,50	0,11	1,60	100,00
Egypte						88,42	5,38	6,18		100,00
Jam. arabe libyenne	31,47	64,45	4,07		100,00	31,44	64,49	4,05		100,00
Maroc										
Tunisie										
* Sous-Total *	52,55	43,31	0,72	3,40	100,00	60,76	36,72	1,29	1,21	100,00
** T O T A L **	45,39	45,13	2,34	7,12	100,00	40,18	50,37	2,37	7,06	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 4: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au Grand Total)										
RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.										
COUT TOTAL DU PROGRAMME										
	Agriclture	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpm't Res. Hum.	Grand Total	Agriclture	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpm't Res. Hum.	Total
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	1,75	6,19	0,06	0,67	8,69
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	6,90	5,97	1,14		14,02
Maurice	56,46	37,52	3,23	2,72	100,00	29,49	21,61	3,23	1,01	55,35
Seychelles	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	1,75	0,91	0,91	0,30	3,89
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	7,54	6,71	1,15	0,19	15,60
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	7,09	5,66		2,99	15,74
Djibouti	36,57	33,02	30,40		100,00	0,74	1,40	1,40		3,55
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	21,29	34,71	2,23	1,12	59,37
Kenya	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	2,75	23,39	10,77	2,00	38,93
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	9,35	6,43		3,30	19,09
Somalie	74,67	16,47	2,81	6,04	100,00	5,71	3,28	0,67	0,39	10,07
Soudan	37,17	55,20	3,77	3,84	100,00	14,55	25,95	1,13	1,33	42,97
Ouganda										
Tanzanie, Rep. Unie	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	19,51	51,97	1,30	1,06	73,85
* Sous-Total *	37,88	53,53	3,88	4,69	100,00	15,63	32,03	1,93	1,37	50,97
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	2,95				2,95
Lesotho	74,49	25,50			100,00	19,89	2,42			22,32
Malawi	20,71	79,28			100,00	0,70	18,53			19,23
Mozambique	24,85	36,88	21,74	16,51	100,00					
Swaziland	31,25	68,75			100,00	6,25	21,87			28,12
Zambie	31,70	68,29			100,00	8,90	10,10			19,00
Zimbabwe	28,20	67,13		4,66	100,00	15,61	37,17		2,58	55,37
* Sous-Total *	28,50	64,57	1,91	5,00	100,00	11,60	26,22		1,59	39,42
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	43,60	53,66		2,73	100,00	36,39	44,79		2,26	83,44
Rep. Centrafricaine	22,87	69,71		7,40	100,00	3,56	6,47		0,50	10,54
Congo	3,25	88,00		8,73	100,00					
Guinée Equatoriale	42,08	30,81		27,09	100,00					
Gabon	11,46	70,27		18,26	100,00	8,50	52,15		13,55	74,22
Sao Tomé & Principe	27,30	29,56	11,66	31,46	100,00					
Zaire	18,77	76,25		4,97	100,00	13,02	41,83		3,50	58,35
* Sous-Total *	23,64	69,13	0,10	7,11	100,00	16,93	37,23		3,97	58,14

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 4: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au Grand Total)										
RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES. ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.										
	Autr. Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n		Total Agriculture		Autr. Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n	
	Agriculture	Devpmt Res. Humn.	Agriculture	Devpmt Res. Humn.	Total	Agriculture	Devpmt Res. Humn.	Total	Agriculture	Devpmt Res. Humn.
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	28,43	12,66		12,66	53,77	4,85	31,06	1,61	37,53	
Madagascar	7,44	11,13	0,27		18,85	31,67	29,49	5,95	67,12	
Maurice	14,04	7,47		1,71	23,23	12,92	8,48		21,41	
Seychelles	10,38	3,43	2,13	0,91	16,88	38,42	10,92	17,64	79,22	12,22
* Sous-Total *	10,76	10,22	0,41	1,73	23,13	27,71	26,07	6,19	61,25	1,27
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	21,72	17,38		9,17	48,27	16,18	12,94		35,97	6,83
Djibouti	9,26	16,74	16,08		42,09	26,56	14,87	12,90	54,34	
Ethiopie						13,66	24,66	1,36	40,62	0,92
Kenya	21,63	10,19	8,27	0,83	40,93	4,84	6,59	3,34	20,13	5,34
Rwanda	28,33	19,49		10,00	57,83	11,30	7,77	3,99	23,07	3,99
Somalie	33,82	7,04	1,40	4,02	46,29	35,13	6,14	0,72	43,62	1,61
Soudan	12,39	16,06	1,44	1,37	31,27	10,23	13,18	1,20	25,74	1,13
Ouganda										
Tanzanie, Rep. Unie	5,46	8,11	0,15	0,18	13,92	4,80	7,11	0,13	12,22	0,17
* Sous-Total *	10,75	8,55	1,01	1,77	22,08	11,49	12,95	0,93	26,94	1,55
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	0,21	25,10		6,96	32,27	10,82	40,78	0,42	64,76	12,72
Lesotho	26,50				26,50	28,09	23,07		51,17	
Malawi	19,60	16,72			36,33	0,40	44,03		44,43	
Mozambique						24,85	36,88		100,00	
Swaziland	9,37	3,12			12,50	15,62	43,75	21,74	59,37	16,51
Zambie						22,80	58,19		80,99	
Zimbabwe						12,58	29,95	2,08	44,62	
* Sous-Total *	2,65	2,46		0,23	5,36	14,24	35,88	1,91	55,21	3,16
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroon	3,48	4,28		0,22	7,98	3,73	4,58	0,24	8,56	
Rep. Centrafricaine	19,28	23,73		5,62	48,64	0,02	39,50	1,27	40,81	
Congo	3,25	1,65			4,91		86,34	8,73	95,08	
Guinée Equatoriale	34,17	5,40		6,51	46,08	7,91	25,41	20,57	53,91	
Gabon						2,95	18,11	4,70	25,77	
Sao Tome & Principe	22,60	18,26	0,27	8,77	49,90	4,70	11,30	11,39	50,09	22,69
Zaire	3,21	22,40		1,47	27,10	2,52	12,00		14,53	
* Sous-Total *	4,12	11,94		1,08	17,15	2,59	19,94	0,09	24,70	2,05

Tableau 5: Côté du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au coût total du secteur correspondant)
CÔTÉ TOTAL DU PROGRAMME

RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.

	Agric.	Autr. Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Hum.	Grand Total	Agric.	Autr. Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Hum.	Total
ILPS DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		12,41	4,00	5,05	8,69
Madagascar	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		12,81	15,55		14,02
Maurice	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		57,52	100,00	37,03	55,35
Seychelles	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		6,00	4,42	2,27	3,89
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		15,60	14,93	5,98	15,60
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		15,74		15,74	15,74
Djibouti	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		4,24	4,61		3,55
Ethiopie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		58,46	62,04	55,00	59,37
Kenya	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		9,42	48,13	24,48	38,93
Rwanda	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		19,10	19,08	19,07	19,07
Somalie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		7,65	24,14	6,58	10,07
Soudan	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		39,15	30,00	34,82	42,97
Ouganda										
Tanzanie, Rep. Unie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		77,34	81,72	74,69	73,85
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		59,83	49,77	29,20	50,97
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					2,95
Botswana	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		21,10			22,32
Lesotho	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		26,71	9,50		19,23
Malawi	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		3,38	23,37		
Mozambique	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Swaziland	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		20,00	31,81		28,12
Zambie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		28,07	14,79		19,00
Zimbabwe	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		55,36	55,37	55,33	55,37
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		40,69	40,61	31,92	39,42
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					83,44
Rep. Centrafricaine	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		83,46	83,47	82,82	83,44
Congo	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		15,59	9,28	6,80	10,54
Guinée Equatoriale	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Gabon	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		74,22	74,22	74,22	74,22
San Tomé & Principe	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Zaire	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		69,38	54,86	70,37	58,35
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00		71,58	53,86	55,83	58,14

Rev. 2

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 5: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au coût total du secteur correspondant)									
COUT TOTAL DU PROGRAMME									
SAHEL	Agriculture	Autr. Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n		Grand Total		Autr. Sect. (Agric.)	
		Devpmt Res. Hum.		Devpmt Res. Hum.		Devpmt Res. Hum.		Devpmt Res. Hum.	
Burkina Faso	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Cap Vert	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Gambie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée Bissau	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Mali	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Mauritanie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Niger	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Senegal	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST									
NON-SAHELIENNE									
Benin	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Nigeria	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Sierra Leone	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
AFRIQUE DU NORD									
Algérie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Jam. arabe libyenne	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
** T O T A L **	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

SAHEL

Burkina Faso

Cap Vert

Tchad

Gambie

Guinée Bissau

Mali

Mauritanie

Niger

Senegal

* Sous-Total *

AFRIQUE DE L'OUEST

NON-SAHELIENNE

Benin

Côte d'Ivoire

Ghana

Guinée

Liberia

Nigeria

Sierra Leone

Togo

* Sous-Total *

AFRIQUE DU NORD

Algérie

Egypte

Jam. arabe libyenne

Maroc

Tunisie

* Sous-Total *

** T O T A L **

Rev. 2

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 5: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au coût total du secteur correspondant) RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES. ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.															
	Autr.Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humm.		Total Agriculture		Autr.Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humm.		Total
	Agriculture														
SAHEL															
Burkina Faso	67,51				50,54		52,52	32,48		100,00	49,45	100,00		47,47	
Cap Vert								100,00		100,00	100,00	100,00		100,00	
Tchad								100,00		100,00	100,00	100,00		100,00	
Gambie	25,33						9,65	69,83		94,98	93,75	95,00		85,38	
Guinée Bissau	29,86		36,83			8,91	27,55	53,44		53,82		76,75		58,92	
Mali	57,20		57,22		56,99		57,20	31,75		31,77		31,79		31,77	
Mauritanie	66,24		66,25		66,31		66,25	29,74		29,67		32,10		29,72	
Niger	47,05		36,63		37,85		40,02	51,82		61,57		63,49		57,39	
Sénégal	58,70		57,56		51,36		57,76	33,54		29,41		48,15		33,44	
* Sous-Total *	53,70		41,68		38,52		45,30	42,18		54,17		74,19		50,48	
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHÉLIENNE															
Bénin								93,66		55,10		63,98		71,28	
Côte d'Ivoire								76,00		75,99		75,99		75,99	
Ghana								29,86		40,28		9,33		36,72	
Guinée								88,00		87,79		87,65		87,85	
Liberia								95,18		97,88		89,47		96,25	
Nigeria	34,24		12,36			6,19	15,34	12,89		5,27		4,14		6,49	
Sierra Leone	11,37		61,63			16,52	18,62	78,28		85,79		51,92		80,83	
Togo								84,37		34,74		61,78		69,04	
* Sous-Total *	19,04		8,50			6,89	10,91	43,36		26,16		17,38		28,45	
AFRIQUE DU NORD															
Algérie															
Egypte	3,04		3,44			6,75	3,26	16,73		16,54		13,28		16,58	
Jam. arabe libyenne								48,12		19,98		32,44		43,52	
Maroc								48,86		42,63		39,52		44,26	
Tunisie	12,22		10,65		9,92		11,06								
* Sous-Total *	1,25		1,78		3,12		1,49	7,95		8,29		13,28		8,19	
** T O T A L **	9,95		10,29		13,11		10,35	17,25		22,48		25,90		20,26	

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette 1986-1990 REV.2
(million de \$ E.U.)

	SERVICE TOTAL DE LA DETTE			CREANCIERS PUBLICS			CREANCIERS PRIVES		
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL
ILES DE L'OCEAN INDIEN									
Comores	29.7	12.7	42.4	29.6	12.7	42.3	0.1	0.0	0.1
Madagascar	818.7	305.0	1 123.7	544.8	221.7	766.5	273.9	83.3	357.2
Maurice	215.5	122.2	337.7	141.6	90.8	232.4	73.9	31.4	105.3
Seychelles	25.7	8.9	34.6	16.3	6.1	22.4	9.4	2.8	12.2
Sous-Total	1 089.6	448.8	1 538.4	732.3	331.3	1 063.6	357.3	117.5	474.8
AFRIQUE DE L'EST									
Burundi	117.2	48.2	165.4	97.6	43.5	141.1	19.6	4.7	24.3
Djibouti	35.4	13.9	49.3	32.1	13.1	45.2	3.3	0.8	4.1
Ethiopie	472.1	172.8	644.9	356.3	124.5	480.8	115.8	48.3	164.1
Kenya	1 083.4	672.4	1 755.8	709.2	552.7	1 261.9	374.2	119.7	493.9
Rwanda	54.1	20.3	74.4	54.1	20.3	74.4	0.0	0.0	0.0
Somalie	478.0	105.7	583.7	452.0	96.2	548.2	26.0	9.5	35.5
Soudan	2 265.3	1 040.1	3 305.4	1 499.5	847.6	2 347.1	765.8	192.5	958.3
Ouganda	361.0	106.8	467.8	300.9	94.2	395.1	60.1	12.6	72.7
Rep. Unie de Tanzanie	922.6	282.8	1 205.4	714.4	229.5	943.9	208.2	53.3	261.5
Sous-Total	5 789.1	2 463.0	8 252.1	4 216.1	2 021.6	6 237.7	1 573.0	441.4	2 014.4
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE									
* Angola	1 275.0	520.0	1 795.0	1 275.0	520.0	1 795.0	0.0	0.0	0.0
Botswana	151.7	126.5	278.2	140.8	112.5	253.3	10.9	14.0	24.9
Lesotho	33.3	16.7	50.0	30.0	16.1	46.1	3.3	0.6	3.9
Malawi	210.0	110.0	320.0	122.4	90.4	212.8	87.6	19.6	107.2
* Mozambique	1 154.0	423.0	1 577.0	1 154.0	423.0	1 577.0	0.0	0.0	0.0
Swaziland	70.6	49.6	120.2	62.7	47.9	110.6	7.9	1.7	9.6
Zambie	1 214.3	549.2	1 763.5	808.2	444.6	1 252.8	406.1	104.6	510.7
Zimbabwe	921.3	485.7	1 407.0	201.0	263.1	464.1	720.3	222.6	942.9
Sous-Total	5 030.2	2 280.7	7 310.9	3 794.1	1 917.6	5 711.7	1 236.1	363.1	1 599.2
AFRIQUE DU CENTRE									
Cameroun	836.5	424.8	1 261.3	574.4	364.2	938.6	262.1	60.6	322.7
Rep. centrafricaine	83.2	33.9	117.1	70.2	29.8	100.0	13.0	4.1	17.1
Congo	951.9	284.0	1 235.9	348.9	144.8	493.7	603.0	139.2	742.2
Guinée Equatoriale	44.8	9.2	54.0	36.0	7.4	43.4	8.8	1.8	10.6
Gabon	550.5	219.0	769.5	139.1	71.1	210.2	411.4	147.9	559.3
* Sao Tomé & Principe	10.9	2.9	13.8	10.9	2.9	13.8	0.0	0.0	0.0
Zaire	1 925.0	1 043.4	2 968.4	1 378.3	914.9	2 293.2	546.7	128.5	675.2
Sous-Total	4 402.8	2 017.2	6 420.0	2 557.8	1 535.1	4 092.9	1 845.0	482.1	2 327.1

* Estimations de la CEA

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette 1986-1990 REV.2
(million de \$ E.U.)

	SERVICE TOTAL DE LA DETTE			CREANCIERS PUBLICS			CREANCIERS PRIVES		
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL
SAHEL									
Burkina Faso	133.3	50.8	184.1	115.7	42.3	163.0	17.6	3.5	21.1
Cap Vert	28.7	15.5	44.2	27.7	15.0	42.7	1.0	9.5	1.5
Tchad	16.9	6.3	23.2	16.5	6.3	22.8	0.4	0.0	0.4
Gambie	63.1	22.6	85.7	42.4	15.4	57.8	20.7	7.2	27.9
Guinée Bissau	54.7	13.3	68.0	46.0	12.4	58.4	8.7	0.9	9.6
Mali	358.8	81.7	440.5	340.3	74.5	414.8	18.5	7.2	25.7
Mauritanie	596.7	153.8	750.5	527.0	132.8	659.8	69.7	21.0	90.7
Niger	311.8	141.1	452.9	171.8	100.9	272.7	140.0	40.2	180.2
Sénégal	781.4	366.9	1 148.3	577.0	311.2	888.2	204.4	55.7	260.1
Sous-Total	2 345.4	852.0	3 197.4	1 864.4	715.8	2 580.2	481.0	136.2	617.2
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE									
Bénin	293.7	83.7	377.4	94.8	39.9	134.7	198.9	43.8	242.7
Côte d'Ivoire	3 112.2	1 591.9	4 704.1	997.9	808.4	1 806.3	2 114.3	783.5	2 897.8
Ghana	351.3	135.1	486.4	307.8	122.7	430.5	43.5	12.4	55.9
Guinée	559.2	105.2	664.4	494.6	94.3	588.9	64.6	10.9	75.5
Libéria	373.1	164.0	537.1	229.9	133.3	363.2	143.2	30.7	173.9
Nigéria	10 593.1	3 111.7	13 704.8	1 276.4	904.4	2 180.8	9 316.7	2 207.3	11 524.0
Sierra Léone	120.6	35.1	155.7	83.8	25.0	108.8	36.8	10.1	46.9
Togo	319.2	126.8	446.0	243.0	108.4	351.4	76.2	18.4	94.6
Sous-Total	15 722.4	5 353.5	21 075.9	3 728.2	2 236.4	5 964.6	11 994.2	3 117.1	15 111.3
AFRIQUE DU NORD									
Algérie	10 798.7	2 846.7	13 645.4	2 363.1	762.8	3 125.9	8 435.6	2 083.9	10 519.5
Egypte	6 031.7	2 893.6	8 925.3	3 537.7	2 266.4	5 804.1	2 494.0	627.2	3 121.2
Jamahiriya arabe libyenne									
Maroc	7 021.4	2 399.8	9 421.2	3 962.6	1 660.1	5 622.7	3 058.8	739.7	3 798.5
Tunisie	2 348.4	1 077.0	3 425.4	1 581.6	792.8	2 374.4	766.8	284.2	1 051.0
Sous-Total	26 200.2	9 217.1	35 417.3	11 445.0	5 482.1	16 927.1	14 755.2	3 735.0	18 490.2
TOTAL	60 579.7	22 632.3	83 212.0	28 337.9	14 239.9	42 577.8	32 241.8	8 392.4	40 634.2